

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

7^e Année

Volume 7 - N^{os} 8 - II

SOMMAIRE

EDITORIAL :

A la recherche d'un équilibre impossible

P. FRANK - Le procès Rajk

M. PABLO - Le P. C. Yougoslave

S. MUNIR - Le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine

La trahison des partisans Grecs

HSIEH-YUE - Le stalinisme chinois

E. GERMAIN - Epuration de l'Intelligenza soviétique

Et les livres, documents et nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

OCTOBRE - NOVEMBRE 1949

(paraissant tous les 2 mois)



BOLIVIE

La répression anti-ouvrière

Plusieurs centaines de militants ouvriers croupissent actuellement dans les geôles et les camps de concentration boliviens. Au camp de concentration de Laja, à 100 km. de La Paz et à plus de 3.000 mètres d'altitude, se trouvent plusieurs lutteurs de la classe ouvrière bolivienne bien connus, comme Melquiadès Luna (militant trotskyste) et Jean Chumacero. Plusieurs dirigeants syndicaux ont déjà péri dans ce camp sans avoir laissé la moindre trace, tel par exemple Antonio Gaspar, militant bien connu des mineurs de Catavi. D'autres militants, fuyant la répression qui s'est abattue sur le mouvement ouvrier après l'écrasement de la grève générale qui suivit le massacre de Siglo XX (mai 1949), ont pris le chemin de l'exil et se sont réfugiés au Chili, en Uruguay et ailleurs.

Le député trotskyste Guillermo Lora, membre de la Fédération des Mineurs

Boliviens réfugié en Uruguay, a adressé dernièrement une lettre à l'Ambassadeur bolivien à Montevideo dénonçant les crimes de la réaction et demandant de lui délivrer les papiers nécessaires pour se rendre en Bolivie, afin de se défendre et de défendre aussi « les travailleurs boliviens si impitoyablement traqués par le régime féodo-bourgeois Urriolagoitia-Hertzog ».

EN DEFENSE DE LA YUGOSLAVIE

Le S. I. de la IV^e Internationale a publié un appel aux membres des Partis Communistes et à tous les ouvriers révolutionnaires pour la défense de la Yougoslavie contre la pression des impérialistes et les attaques calomnieuses du Kremlin. Cet appel a été traduit en plusieurs langues et largement diffusé par des nombreuses organisations trotskystes (France, Belgique, Hollande, Etats-Unis, Canada, Argentine, Uruguay, etc.).

**SOUSCRIVEZ DES ABONNEMENTS A « QUATRIEME
INTERNATIONALE » ET FAITES SOUSCRIRE VOS AMIS.
INTERESSEZ-VOUS A SA DIFFUSION ET SA CIRCULATION**

ABONNEMENTS

Les six numéros :

350 francs français - 15 francs suisses - 75 francs belges

CORRESPONDANCE

Mademoiselle Weill, Boîte postale 124 - PARIS-15^e

Mlle Weill, boîte postale 124, C. C. P. N° 5672-07

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

IV^E INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

éditorial

A la recherche d'un équilibre impossible

QUAND la première session de l'Assemblée Européenne de Strasbourg prit fin en septembre dernier et que fut connu le bilan de ses travaux, la presse capitaliste fut unanime à constater qu'on était « encore loin du but » et que les « grands problèmes — création d'une monnaie européenne et d'une banque européenne de réserves, exploitation de la Ruhr, etc... » ... c'est-à-dire tout ce qui pouvait contribuer à une « unification » capitaliste de l'Europe, avaient été « réservés ». Il en était ainsi parce qu'au sein de l'Assemblée s'étaient manifestés les antagonismes opposant entre elles les puissances capitalistes et parce que, même dans l'éventualité d'un front capitaliste homogène, les problèmes à résoudre ne comportent pas de solutions capitalistes.

Car en effet, il s'agit de résoudre le déséquilibre économique entre l'Europe et l'Amérique qui se manifeste sur le plan monétaire par le déficit en dollars de l'Europe occidentale envers les Etats-Unis et le Canada. L'Europe occidentale s'avère incapable de payer ses importations vitales d'Amérique, importations qui dépassent de loin ses exportations dans la zone du dollar. Pour sortir de cette situation il y a théoriquement trois moyens : a) continuer le financement des importations par des crédits américains, c'est-à-dire prolonger le plan Marshall même après 1952 ; b) contrebalancer le déficit en dollars par la conquête d'un secteur correspondant du marché américain ; c) contrebalancer le déficit par la conquête d'un secteur du marché colonial et semi-colonial, qui aura à l'égard de l'Europe le même rapport que celle-ci à l'égard de l'Amérique ; autrement dit conquérir un secteur qui achète à l'Europe plus qu'il ne lui vend et ce, avec un déficit égal à celui de l'Europe par rapport à l'Amérique.

La première solution n'en est pas une : elle laisse le problème intact et, d'autre part, alourdit le budget américain d'un fardeau qui ne pourra plus être supporté longtemps. La troisième solution est irréalisable parce qu'elle ne tient pas compte, d'une part, du rétrécissement du marché colonial à la suite des bouleversements qui ont eu lieu surtout en Extrême-Orient après la deuxième guerre et, d'autre part, de l'accaparement par l'impérialisme américain lui-même d'une partie de plus en plus importante de ce qui reste du domaine colonial, évidemment au détriment de tous les autres impérialismes.

Reste seule la deuxième solution. Mais là aussi la difficulté s'avère être d'une nature structurelle et pas simplement commerciale, financière, technique. Conquérir un secteur important du marché américain signifie, selon l'expression d'un journaliste français, porter la machine productive européenne de l'âge secondaire où elle se trouve encore à l'âge tertiaire, celui de la puissance, de la technique et de la productivité de l'appareil productif américain. Pour atteindre un tel objectif, il faudrait du temps et des conditions économiques et politiques fondamentalement différentes de celles qui existent actuellement en Europe occidentale. Il faudrait essentiellement une réelle unification de l'économie européenne permettant de la planifier rationnellement, ce qui serait le seul moyen de la rendre capable de faire une concurrence efficace à l'économie américaine. Mais là surgit la difficulté insurmontable de sa structure capitaliste, dont le caractère antagoniste, concurrentiel et rebelle à toute planification, apparaît tant sur le plan international qu'à l'intérieur de chaque nation.

La puissance de ces antagonismes se manifesta avec éclat aussi bien dans les discussions qui eurent lieu à l'Assemblée Européenne de Strasbourg entre les représentants de l'Angleterre et ceux de l'Europe continentale en particulier, que dans la dévaluation de la livre. En réalité, ce qui s'est passé depuis l'application du Plan Marshall peut se résumer ainsi : Chaque bourgeoisie européenne, loin de tendre à l'unification de l'Europe, a utilisé sa part de crédits américains (part qu'elle s'efforça constamment d'augmenter au détriment de ses partenaires européens) pour reconstruire son propre appareil de production et conquérir, dans une lutte à outrance contre tous les autres, la plus grande partie possible du marché mondial.

Dans cette course à l'autarcie et à la concurrence, l'Angleterre a excellé jusqu'à présent et ce pour deux raisons : a) parce qu'elle a bénéficié des ressources et de la clientèle de l'Empire pour tenter de se soustraire à la pression américaine dans le cadre des possibilités de l'Empire ; b) parce qu'en cas d'échec dans cette tentative, elle risquait de tout perdre et d'être réduite aux dimensions d'une puissance secondaire.

La dévaluation de la livre fut une tentative unilatérale de l'Angleterre pour soulager temporairement l'hémorragie de ses devises et de son or, provoquée par son déficit en dollars et pour enlever, grâce au nouveau « taux de combat » de la livre, une partie du marché mondial à toutes les autres puissances capitalistes, y compris aux Etats-Unis. La dévaluation brutale de la livre a provoqué une dévaluation quasi générale des autres monnaies. Dans le désordre et la confusion qui suivirent cette « secousse sismique », le faible échafaudage de l'Union Européenne construit à Strasbourg s'écroula lamentablement. On s'en prit alors à la « perfide Albion » qui avait brusquement « décroché » du continent et cherché dans des marchandages secrets un traitement privilégié de la part des Etats-Unis. Cependant il est peu probable que la dévaluation de la livre ne procure plus qu'un répit passager à l'Angleterre et il s'avérera qu'elle livre en réalité son dernier « combat » de grande puissance capitaliste. Car la dévaluation seule ne procurera à l'Angleterre ou aux autres pays capitalistes aucun avantage réel si elle ne s'accompagne d'un blocage des salaires

et d'une productivité accrue. Et même dans ce cas, la dévaluation signifiera un repartage du marché mondial au profit du concurrent le plus favorisé et non un réel élargissement du marché.

Jusqu'à présent tout ce qui s'est passé depuis l'application du plan Marshall n'a profité en réalité qu'à l'impérialisme américain. Son assistance économique et militaire aux pays capitalistes qui ne pouvaient s'en passer lui a permis en réalité de forcer graduellement les barrières qui s'opposaient à la libre circulation de ses marchandises et de ses capitaux de par le monde. L'Angleterre était la seule puissance capitaliste à pouvoir prolonger la résistance et à se défendre dans son empire. Elle a dû céder à son tour. Avant que la dévaluation n'intervienne, déjà au cours des conversations tripartites à Washington, elle avait été obligée de faire une série de concessions économiques et militaires dans le Sud-Est asiatique, au Moyen-Orient, aux Indes, concessions qui ne sont finalement « rien d'autre, en échéance, que la transformation de l'empire britannique en empire américain. » (Le Monde, 29 octobre 1949). A présent, lorsque les organes les plus sérieux de la presse capitaliste de la coalition atlantique sont unanimes à constater la « crise de l'Europe et du plan Marshall » (crise qui se manifeste par l'échec de l'unité européenne et de l'équilibre de la balance des comptes de l'Europe), l'impérialisme américain tentera de briser les dernières résistances qui empêchent que l'Europe continentale et l'Angleterre elle-même soient livrées à sa merci en brandissant la menace d'une réduction massive de ses crédits et même de leur suspension.

Il ne s'agit pas cette fois de tenter de « réaliser le rêve utopique des Etats-Unis européens » (Le Monde, 28 octobre 1949). On se contentera simplement d'imposer des « conventions régionales » dans le cadre général de l'Assemblée Européenne de Strasbourg en vue de « libérer réellement les échanges et les changes ». Ainsi, à la place d'une véritable unification économique de l'Europe qui permettrait une planification rationnelle, on substitue le pauvre succédané d'une coopération européenne sur le plan du commerce et des paiements. Qu'advient-il dans ce cas de l'Europe ? L'opération se soldera une fois de plus au profit exclusif de l'impérialisme américain qui trouvera le moyen, par le libéralisme dont il se fait le champion, de faire circuler confortablement ses marchandises et surtout de placer fructueusement ses capitaux pléthoriques aux places les plus rentables de l'économie européenne et mondiale. Satellite américain, avec ou sans l'étiquette du « 49^e Etat » que des politiciens et des journalistes européens n'hésitent plus à lui coller, tel est l'avenir capitaliste de l'Europe qui doit inévitablement provoquer un « déséquilibre social », où il sera nécessaire de faire appel à « l'autorité policière », à « l'Etat fort » pour maintenir l'ordre social ». (Conclusions de l'enquête du Monde : « L'Europe veut-elle exister ? », 29 septembre 1949). En attendant, les masses doivent payer dans l'immédiat par un nouvel et brusque abaissement de leur niveau de vie les frais des manipulations monétaires et de l'accroissement de la productivité.

En réalité, le déséquilibre dont on parle ne se place pas dans l'avenir, il est déjà installé dans le présent et va en s'aggravant. Il englobe, du reste, la totalité du monde capitaliste, car c'est au fond un déséquilibre organique, provoqué par l'évolution inégale du capitalisme et les changements de structure qui sont intervenus plus spécialement au cours de la dernière guerre et des bouleversements qui l'ont suivie. L'appareil de production américain a distancé de loin celui de l'Europe ruinée, appauvrie, divisée, tandis qu'une partie des pays coloniaux et semi-coloniaux se sont affranchis du joug direct des impérialistes et se sont engagés dans la voie de l'industrialisation. D'autre part, l'U. R. S. S. a étendu son contrôle sur une grande partie de l'Europe et de l'Asie, enlevé ainsi un secteur important du marché mondial à la pénétration impérialiste et ag-

gravé davantage la crise des marchés, à laquelle se heurte constamment l'effort d'expansion de chaque pays capitaliste.

La résultante de ces changements s'exprime dans un déséquilibre fondamental et organique que le capitalisme est désormais incapable de surmonter. Dans l'immédiat, l'impérialisme américain peut encore en amortir les effets désastreux pour sa propre économie, en broyant les autres capitalismes, en les expropriant pour son propre compte. Mais, dans cette marche, il détruit en même temps les fondements économiques et sociaux sur lesquels pouvait reposer un développement harmonieux de sa puissance et prépare les plus graves explosions qui feront éclater sa propre coquille.

En face d'un monde capitaliste ravagé par un tel désordre et par de telles contradictions, l'exemple de l'U. R. S. S. et des pays de « démocratie populaire » aurait pu servir par sa présence même comme le levier le plus puissant pour la lutte révolutionnaire des masses des pays capitalistes et des colonies. Malheureusement la politique d'exploitation des masses et de terreur policière exercée par la bureaucratie soviétique en U. R. S. S. et dans les pays de sa zone d'influence, discrédite le communisme et prolonge l'agonie du capitalisme. Voulant perpétuer l'exploitation des pays sous son influence pour ses propres intérêts, la bureaucratie soviétique s'oppose jusqu'à présent à l'unification de leur économie et à leur planification rationnelle. Joint à celle de l'U. R. S. S. cela aurait pu constituer un exemple vivant d'un attrait irrésistible, témoignant de ce que signifierait l'unification de l'Europe et des possibilités immenses et immédiates d'une économie socialiste de celle-ci. Tout mouvement révolutionnaire indépendant doit, contre la désagrégation et le pourrissement de l'Europe capitaliste et contre le maintien de l'Europe orientale divisée et exploitée, sous la férule du Kremlin, plus que jamais propager dans les larges masses le réalisme et l'urgence du programme révolutionnaire des Etats-Unis Socialistes d'Europe. Car, dans la mesure où cette idée régresse ou que la lutte des masses pour cette idée recule (et ceci des deux côtés de la ligne de la division actuelle du continent) il ne faut pas se faire d'illusions, c'est la misère matérielle et le règne de la terreur policière qui s'installeront en permanence en Europe, avec la seule perspective, plus lointaine mais inévitable, de la guerre.

32^e Anniversaire d'Octobre

EN ce 32^e anniversaire de la Révolution russe, la mesure des progrès économiques et techniques que seules les acquisitions sociales de la Révolution, de l'économie nationalisée et planifiée, ont rendus possibles dans la Russie arriérée est indiscutablement illustrée par la découverte de l'exploitation de l'énergie atomique.

Les impérialistes ne s'attendaient pas à ce que l'U. R. S. S. possède si tôt l'arme sur laquelle ils basaient dans le présent une supériorité militaire redoutable, arme qu'ils ont brandie comme un épouvantail devant les peuples afin de les vassaliser plus aisément. La découverte de l'exploitation industrielle de l'énergie atomique, particulièrement à des fins militaires (construction de bombes), suppose aux dires des spécialistes, de grands moyens économiques et techniques, un potentiel industriel élevé et une technique avancée. Dans le monde capitaliste, seuls les Etats-Unis ont été capables de passer du « secret » atomique à l'exploitation industrielle. Que l'U. R. S. S. puisse maintenant les suivre (avec, il est vrai, encore un écart non négligeable), c'est là une preuve de l'industrialisation

développée du pays, qui ne fut possible que sur la base des fondements économiques et sociaux jetés par la Révolution d'Octobre.

Mais cette note dans le tableau de l'U. R. S. S. 1949 se perd dans le sombre bilan global de la politique stalinienne. La bureaucratie soviétique qui a usurpé le pouvoir politique depuis 25 ans, a érigé un régime despotique et spoliateur qui rend méconnaissable le visage prolétarien et socialiste de la Révolution d'Octobre. Jamais la dialectique de l'Histoire n'est apparue plus compliquée, plus inattendue et plus tragique même que dans le cas de l'Union soviétique. Les crimes que la bureaucratie a commis contre l'avant-garde révolutionnaire de l'U. R. S. S. et contre le mouvement ouvrier international sont innombrables, et le caractère odieux de ses procédés dans sa lutte pour se survivre ont causé le plus grand dommage à l'idée même du communisme. Il suffit de mentionner la politique poursuivie par la bureaucratie soviétique à l'égard des pays passés sous son contrôle à la suite de la deuxième guerre mondiale et de la Yougoslavie en particulier. Normalement cette expansion de l'influence de l'U. R. S. S. aurait dû être un facteur de renforcement réel du camp anti-impérialiste et de la révolution mondiale. Ceci aurait été possible sur la base d'une coopération équitable et harmonieuse de ces pays avec l'U. R. S. S., au cas où les masses détiendraient véritablement le pouvoir et édifieraient consciemment le nouvel ordre socialiste. Il n'en est guère ainsi. La bureaucratie soviétique entend exploiter économiquement, politiquement, diplomatiquement, stratégiquement ces pays pour ses propres intérêts au moyen de gouvernements fantoches obéissant aveuglement au Kremlin. Cette attitude est la cause fondamentale des difficultés économiques, politiques et sociales dans lesquelles se débattent tous les pays de la « révolution avortée », bureaucratiquement introduite d'en haut, et de la désaffection grandissante des masses, sinon de leur hostilité, envers les nouveaux régimes. L'expansion du contrôle de la bureaucratie soviétique sur d'autres pays est la cause principale de la crise permanente de ces pays et freine leur libre développement révolutionnaire.

Les odieux procédés employés par le Kremlin pour réduire la dissidence de la Yougoslavie illustrent d'autre part à quel point la bureaucratie soviétique agit à l'encontre des véritables intérêts de l'U. R. S. S. et à quel point son maintien est devenu un facteur de dislocation des forces anti-impérialistes et révolutionnaires. Aucun progrès économique, technique ou militaire ne peut contrebalancer ce rôle désagrégeateur de la bureaucratie soviétique.

Pour défendre véritablement ce qui subsiste des conquêtes de la Révolution d'Octobre en U. R. S. S., pour permettre un véritable développement socialiste des pays de la zone sous contrôle soviétique, pour assurer le triomphe de la révolution dans le monde capitaliste, il faut renverser la bureaucratie de l'Union soviétique et briser la mainmise du Kremlin sur le mouvement révolutionnaire international.

Deux gouvernements en Allemagne

Pas de gouvernement allemand

LES élections du 18 août ont abouti à la constitution d'une Assemblée fédérale de l'Allemagne occidentale. Un président, un conseil des ministres présidé par un chancelier, un parlement composé de deux Chambres, voilà toute une machine étatique en place. L'affaire devait produire son pendant en Allemagne orientale. On n'y a pas tenu d'élections, mais le Conseil du Peuple, désigné par les « organisations de masses » sous contrôle stalinien, le 11 octobre, y proclama d'autant plus fidèlement la République Démocratique d'Allemagne, qui se donna immédiatement président, gouvernement et constitution conformément à des plans préparés longtemps à l'avance.

Les deux gouvernements qui s'opposent aujourd'hui en Allemagne ont, formellement, des ambitions différentes. Celui du Dr Adenauer qui siège à Bonn ne prétend être que le gouvernement de l'Allemagne occidentale ; celui d'Otto Grotewohl qui siège à Berlin, se proclame franchement gouvernement de toute l'Allemagne. Cette proclamation n'en est pas moins purement fictive pour le moment, car sa juridiction s'arrête à la ligne de démarcation entre les zones d'occupation américaine, britannique et française et la zone d'occupation russe. Le gouvernement occidental ayant créé de son côté un ministère de l'Allemagne orientale, confié à Jacob Kaiser, l'ancien chef des démocrates-chrétiens chassé par les autorités d'occupation russes, le parallèle entre les deux Etats devient complet. Chacun d'eux représente un des deux blocs qui disent l'Allemagne et l'Europe, et affirme, à côté de sa fonction réelle, l'ambition de vouloir réunifier le pays sous l'enseigne de ses maîtres.

Les deux gouvernements se disent l'un et l'autre « démocratiques ». Mais

tous deux acceptent, tacitement à l'Ouest, et avec un enthousiasme de commande à l'Est, les pires infractions aux principes élémentaires de la démocratie, **AU DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES**. La République de Bonn reconnaît le statut d'occupation, perpétuant la souveraineté étrangère en Allemagne ; elle reconnaît le détachement de la Sarre habitée exclusivement par des Allemands ; elle accepte en fait les démantèlements, les réparations, le principe de la culpabilité collective du peuple allemand proclamé à Potsdam. La République de Wilhelm Pieck à Berlin reconnaît l'annexion par l'U. R. S. S. de la Prusse orientale et par la Pologne des provinces allemandes situées au delà de la ligne de l'Oder et de la Neisse. Elle reconnaît les démantèlements et le principe des réparations appliqué sous sa forme la plus brutale en zone orientale. Son gouvernement n'a pas eu honte de réaffirmer publiquement le mensonge de la culpabilité collective des peuples. Les deux gouvernements protestent avec bruit contre les mesures anti-démocratiques prises dans le camp ennemi, mais jettent un voile pudique sur ces mêmes infractions quand elles sont perpétrées dans leur propre maison.

Les deux gouvernements s'accusent mutuellement de favoriser la renaissance du nazisme ; la vérité est qu'ils le font tous deux. La victoire des partis d'extrême-droite aux élections occidentales du 18 août indique nettement les résultats plutôt douteux de la « dénazification » impérialiste. Quant aux dirigeants de la République « démocratique » allemande de l'Est ils s'adressent ouvertement aux éléments nazis et militaristes afin de répéter la manœuvre du pacte russo-allemand de 1939-41, « la seule conjoncture internationale qui ait été favorable à l'Allemagne », dit un journal de leur zone, la Berliner Zeitung am Abend. Le télégramme de Staline à Pieck est l'ébauche de cette manœuvre qui connaîtra des suites dans les mois prochains.

Le prétexte de « déraciner les tendances militaréo-fascistes » était la seule base pseudo-morale que les vainqueurs de la seconde guerre mondiale ont pu trouver pour leur cynique politique de pillage, d'oppression, de morcellement et d'asservissement du peuple allemand qui a été la première victime de la barbarie nazi. La vanité de ce prétexte éclate aujourd'hui aux yeux de tous. Les peuples qui en oppriment un autre ont eux-mêmes été incapables de conquérir une véritable liberté. La « question allemande » née à Potsdam a été une source continue de conflits internationaux. Elle a exacerbé toutes les haines chauvines et attisé de nouveau la flamme du nazisme qui, en 1945, avait été sur le point de s'éteindre. Les travailleurs de tous les pays ne peuvent accorder la moindre confiance à la politique allemande de « leur » gouvernement, politique d'exploitation et d'asservissement qui, en définitive, est payée par les prolétaires de tous les pays. Ils ne peuvent accorder de confiance aux deux gouvernements qui, en Allemagne, ne sont que deux groupes de marionnettes entre les mains des puissances occupantes. Ils doivent exiger l'évacuation immédiate de l'Allemagne de toutes les troupes d'occupation et formations armées intégrées à celles-ci ; c'est par leur propre volonté et avec leurs propres moyens que les masses allemandes doivent pouvoir réunifier leur pays. Ils doivent tendre une main fraternelle au mouvement ouvrier allemand qui se relève lentement. Ils ont les mêmes intérêts que lui. Un seul gouvernement sera vraiment le leur : **CELUI D'UNE ALLEMAGNE SOCIALISTE DANS LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE.**

Quatrième Internationale

POUR des raisons financières, notre revue n'a pas pu être imprimée depuis plusieurs mois et nous n'avons pu assurer la continuité de sa parution qu'en publiant des numéros ronéotés, à tirage forcément limité.

Nous ne pensons pas qu'il soit utile d'insister longuement sur l'importance de « QUATRIEME INTERNATIONALE ». Elle n'est pas l'œuvre d'une rédaction à la recherche de sa voie et voguant au gré de ses fantaisies, mais le porte-parole de la direction de la Quatrième Internationale, qui est responsable devant l'ensemble du mouvement trotskyste dans le monde. Destinée en premier lieu à l'éducation de l'avant-garde prolétarienne, cette revue est assurée du concours des militants les plus responsables des organisations trotskystes. « Quatrième Internationale » s'efforce de répondre aux problèmes les plus brûlants de la situation actuelle.

Les seuls obstacles à sa parution sont de nature financière.

Après avoir étudié la question sous tous les angles, nous sommes arrivés à la conclusion que nous pourrions assurer la parution régulière d'un numéro de 48 pages tous les deux mois et vendu au prix de 60 francs, à condition :

a) qu'en raison de la langue — qui fait de la France le pays de plus grande vente — le P. C. I. (section française de la IV^e Internationale) nous assure d'une vente minimum. Le P. C. I. s'y est engagé ;

b) qu'un certain nombre de nos amis ne se bornent pas à acheter leur numéro ou à souscrire un abonnement ordinaire, mais s'engagent à nous verser une **PHALANGE EXCEPTIONNELLE DE 500 OU DE 1.000 FRANCS PAR MOIS.**

C'est sur ce point que nous tenons à insister auprès de nos lecteurs. Nous savons que beaucoup ne pourront pas, dans ces temps difficiles, faire un effort aussi lourd. Mais nous croyons qu'il y a quelques dizaines de lecteurs pour qui un tel effort n'est pas impossible. Nous leur demandons de nous écrire au plus tôt, afin de nous faciliter la tâche de préparation des numéros suivants.

C'est là le meilleur moyen de nous aider, mais ce n'est certainement pas le seul. Trouver des abonnés nouveaux, faire connaître « Quatrième Internationale » dans de nouveaux milieux, c'est aussi nous aider. Nous demandons à nos amis — en même temps que leurs observations sur le contenu de la revue et les sujets qu'ils voudraient y voir traiter — de nous indiquer ce qu'ils vont faire pour assurer la vie et le développement de « Quatrième Internationale ». Une rubrique de la revue servira à tenir tous nos amis au courant.

INSCRIVEZ-VOUS A LA PHALANGE DE « QUATRIEME INTERNATIONALE » !
SOUSCRIVEZ DES ABONNEMENTS !
DIFFUSEZ « QUATRIEME INTERNATIONALE » !

Abonnements. — Les 6 numéros :

350 francs français — 15 francs suisses — 75 francs belges

Ecrivez à : Mlle Weill, Boîte Postale 124, Paris (15°). — C. C. P. N° 5672-07

Le procès Rajk

A TIRANA avait eu lieu récemment le premier « procès » contre des dirigeants communistes dénoncés par le Kominform au cours de l'année écoulée comme « titistes », « trotskystes », etc. L'exécution de Xoxi Dodje, ex-Secrétaire du P. C albanais, était un avertissement. Mais il fallait quelque chose de plus éclatant, de plus spectaculaire : tout l'appareil de propagande du Kremlin et de ses serviteurs dans le monde s'est déchaîné avec le procès de Budapest. Des têtes roulent. D'autres procès sont en préparation dans des instructions menées secrètement. Kostov en Bulgarie, Patrascoanu en Roumanie, Gomulka en Pologne, l'an dernier encore secrétaires de leur Parti communiste respectif, sont destinés au bourreau ; nous ne tarderons pas à savoir qui, parmi les dirigeants du P. C. de Tchécoslovaquie, connaîtra le sort de Rajk. Quant à Markos, dirigeant des partisans grecs, nul ne sait ce qu'il est devenu.

Le procès de Budapest a rappelé à chacun les procès de Moscou de 1936 et de 1937. Les dirigeants du P. C. yougoslave qui, mieux que quiconque, comprennent de quoi il retourne dans l'affaire Rajk, ont déclaré à juste titre que ce sont les mêmes gens qui ont monté, à une douzaine d'années d'intervalle, le même genre de spectacles. On retrouve le même type d'accusations fantastiques, la même absence de preuve, la même prudence du tribunal à ne pas chercher la vérification des rares faits matériels mentionnés (1), la même nature des crimes : des intentions, des directives qui ne reçoivent même pas un commencement de mise à exécution (et pour cause, puisqu'il s'agit d'inventions pures et simples) ; enfin et surtout, ces procès n'ont qu'une seule et même base : les « aveux » au sujet desquels l'opinion publique actuellement ne se demande plus s'ils sont vrais, mais comment ils sont obtenus.

La machine de propagande du Kremlin avait mis au point il y a douze ans la technique de ces procès destinés à amalgamer des militants du mouvement ouvrier à toutes sortes d'organisations d'espionnage (Gestapo, Intelligence Service, F. B. I...) et à présenter une explication de l'histoire dans laquelle la lutte des classes et des courants politiques est remplacée par les machinations grand-guignolesques de services d'espionnage manipulant les hommes, les organisations, les classes, l'Etat. Qui croit pouvoir tout régler par le Guépéou, ne peut pas ne pas tendre à tout expliquer par la malversation des organismes policiers rivaux dans le monde. Mais, malgré la technique acquise, les conditions dans lesquelles Staline s'est vu contraint de faire mettre en marche cette machine ont abouti à la plus grossière des absurdités par comparaison même avec les procès de Moscou.

On se souvient que ceux-ci frappèrent d'ex-dirigeants du Parti bolchevik écartés de la direction de ce Parti, de l'Internationale Communiste ou de l'Etat soviétique depuis plusieurs années. Dans le premier procès on les accusa d'avoir comploté par soi du pouvoir ; dans le deuxième, on trouva qu'ils avaient, comme but politique, le rétablissement du capitalisme ; dans le troisième procès, ils « avouèrent » qu'ils étaient des espions au service de la Gestapo... Les accusations étaient monstrueuses mais avaient du moins une certaine apparence de « logique » : nombre de personnes ont cru vraiment que les vieux bolcheviks évincés du pouvoir et aigris avaient roulé sur la pente de la trahison. Dans le procès Rajk, qu'apprend-on en substance ? Dans les camps du Midi de la France, où étaient enfermés des milliers de combattants de la guerre d'Espagne, la Gestapo recruta une centaine d'espions ; elle exécuta ceux-ci — non pas un ou quelques espions isolés, mais une centaine à la fois — en Yougoslavie où, pour servir leur maître, ils prirent la tête du mouvement des partisans qui va chasser l'armée allemande du pays ! On apprend aussi que la Gestapo expédia dans chaque pays des espions qui — sans difficulté aucune, semble-t-il — prirent la direction des Partis communistes. Et plus tard, quand ces hommes sont parvenus au pouvoir, devenus

(1) Il n'y a pas de crime parfait ; aussi les faux et les complots inventés par la plus méticuleuse des polices qu'est le Guépéou, pèchent toujours par quelques points : il n'y avait pas d'Hôtel Bristol à Copenhague en 1932 où Trotsky et Sedoff auraient rencontré leurs complices ; Rajk ne reconnaît pas la photo de l'agent américain Dulles qu'il aurait fréquenté journellement à une certaine époque ; Rajk aurait connu les dirigeants yougoslaves dans les camps de réfugiés de la guerre d'Espagne où ils ne se sont jamais trouvés, etc...

ministres, etc., ils continuent à conspirer — au service des Etats-Unis cette fois-ci. En Yougoslavie, ces centaines d'espions restent les maîtres du pays. Ailleurs, ils continuent d'opérer d'une façon bien étrange : ces hommes qui ont trompé la confiance des partis au point de se voir confier la direction de l'armée et de la police sont incapables de faire arrêter ou exécuter qui que ce soit et se trouvent soudainement démasqués grâce à l'intuition fortuite de quelques-uns de leurs collègues du gouvernement jusqu'alors aveugles, mais qui, eux, n'avaient pu succomber à la tentation de la Gestapo dans les camps de Gours, du Vernay, etc. (2) pour la simple raison que, pendant toutes ces années, ils s'éduquaient en Russie à tous les raffinements de l'école stalinienne du Guépéou.

L'acuité de la crise du stalinisme et des pays du glaci, mise au grand jour avec l'exclusion du P. C. yougoslave du Kominform, a obligé Staline à franchir les étapes avec une vitesse surprenante. Il n'est plus question de déviations nationalistes, petites-bourgeoises, pro-koulak, etc., de Tito et de ses camarades, déviations contre lesquelles il fallait mener dans tous les partis communistes de par le monde une lutte idéologique renforcée. Ceci, vrai il y a une quinzaine de mois, doit être complètement oublié. Aujourd'hui, il ne peut être question en ce qui concerne Tito et autres que d'espions, de mouchards, de mercenaires au plus offrant, de gens qui ont trompé la vigilance et la confiance des partis communistes, qui se sont infiltrés dans leurs rangs pour d'infâmes besognes et pour qui les désaccords politiques ne sont qu'un paravent pour accomplir leurs noirs desseins. Nous voici au point culminant de la conception stalinienne du monolithisme du parti. Il n'y a pas de divergences politiques dans un parti stalinien ; si quelqu'un exprime un désaccord avec la ligne politique, il y a nécessairement une inspiration policière derrière lui. Et malheur à lui s'il a été arrêté dans le passé ; il n'a pu être relâché qu'en promettant de servir de mouchard et de provocateur à l'avenir (3).

Le but des procès de Moscou, au cours des années qui précédèrent la deuxième guerre mondiale, était d'exterminer la vieille garde bolchevik qui pouvait, dans une période de crise, et malgré ses capitulations nombreuses, servir de point de ralliement à une opposition révolutionnaire en U. R. S. S. contre la couche privilégiée de l'Union Soviétique et sa politique contre-révolutionnaire. Le but de ces procès était également de préparer et de justifier l'assassinat de Trotsky, implacable adversaire de la bureaucratie et chef révolutionnaire d'une autorité mondiale, qui était, non comme les capitulards un danger potentiel, mais l'animateur d'un mouvement révolutionnaire faible mais réel. Les procès de Moscou aboutirent, hélas, à leurs fins. Malgré les campagnes des trotskystes, malgré l'incorruptibilité de quelques milieux démocratiques ou socialistes, malgré la réfutation incontestable apportée par le contre-procès de la Commission Dewey, Staline réussit son opération — avec l'estampille de représentants du grand capital américain, comme l'Ambassadeur Davies. Le procureur Vichinsky est devenu ministre des Affaires étrangères et aujourd'hui laisse à d'autres le soin d'accomplir la partie la plus sale de la besogne.

Le procès de Budapest et ceux qui suivront font partie de la campagne visant avant tout à préparer la liquidation de la direction du parti et de l'Etat yougoslave. Par la lutte courageuse et intelligente qu'elle mène depuis son exclusion du Kominform, celle-ci constitue une pôle d'attraction pour tous ceux qui, dans les pays du glaci, veulent résister aux spoliations du Kremlin sans, pour cela, faire le jeu de Wall Street ; cette résistance yougoslave aggrave la crise qui sévit dans les partis staliniens, plus particulièrement dans ceux qui disposaient d'une influence de masse leur permettant au lendemain de la guerre de s'emparer révolutionnairement du pouvoir et qui ont, par leur politique au profit des intérêts diplomatiques du Kremlin, provoqué de lourdes défaites ouvrières. Pour Staline, l'affaire yougoslave est un abcès suppurant qu'il faut traiter chirurgicalement dans les plus brefs délais : Rajk a « avoué » un complot imaginaire, et la presse stalinienne, soyons-en sûrs, en mentionnera encore bien d'autres, mais le procès Rajk lui-même n'est qu'un élément des complots réels que le Guépéou fomenta en

(2) Ce détail du procès Rajk présente cependant un intérêt politique considérable. Il révèle que la politique de Staline en Espagne avait été discutée et condamnée en privé par un très grand nombre de militants et de dirigeants des partis staliniens qui avaient participé aux Brigades Internationales.

(3) Les staliniens français battent monnaie avec le cas Doriot ; mais malgré tout ce que ce cas a de commode à exploiter, ils sont obligés de défigurer l'histoire du P. C. français, de dissimuler notamment que Doriot a été pendant plusieurs années — notamment après 1925, date à laquelle ils situent sa trahison — le dirigeant de la lutte anti-trotskyiste dans le P. C. et dans les Jeunesses communistes.

Yougoslavie ; après un tel procès, qui peut encore penser à une autre façon que le meurtre et le coup d'Etat pour régler le sort de mouchards, de provocateurs, d'espions, etc. ?

Le procès de Budapest est aussi destiné à terroriser quiconque, dans les directions des Partis communistes des pays de la zone soviétique, songerait à discuter les ordres de Moscou. La soumission la plus totale, l'acceptation inconditionnelle des directives du Kremlin est la règle.

Ces considérations d'efficacité immédiate sont pour Staline décisives. Il ne peut pas ne pas savoir que de tels procès ne se font pas dans une période d'apathie et de démoralisation comparable à celle qui précéda la deuxième guerre mondiale. Il ne peut pas ne pas savoir que ces procès, dans ces conditions, minent et l'autorité de ses instruments et sa propre autorité dans les rangs communistes où règnent depuis plusieurs mois les inquiétudes les plus grandes sur la politique de ces partis. S'il était vrai que les secrétaires de cinq partis communistes étaient des mouchards et des provocateurs et qu'on n'ait pu s'en apercevoir qu'au bout de quelques années d'exercice du gouvernement par ces partis dirigés par ces hommes, quelle confiance peut-on accorder à l'un quelconque des dirigeants staliniens dans le monde ? Et si, de toute évidence, ces procès ne sont qu'un moyen de liquider une opposition politique dans les rangs des partis communistes, que reste-t-il non seulement de la démocratie de ces partis mais aussi de la supériorité théorique géniale de Staline lui-même, supériorité qui ne peut s'imposer que par de tels subterfuges ? Mais Staline doit écarter ces considérations plus générales pour obtenir un résultat pressant immédiat. Les procès de Moscou avaient un caractère préventif à objectif relativement lointain : il s'agissait de liquider dans une période d'indifférence et d'apathie des masses, des oppositions anciennes battues, en prévision d'une période difficile qui se profilait à l'horizon. Le procès de Rajk et ceux qui sont en cours de préparation, ont un caractère d'opération à chaud : il s'agit de liquider de nouvelles oppositions naissantes, suscitées par le mécontentement des masses dont les aspirations, loin d'être satisfaites, se voient frustrées par les exactions d'une bureaucratie aux privilèges monstrueux.



Ces procès staliniens, non seulement sont exploités par l'impérialisme et ses agents sociaux-démocrates contre l'U. R. S. S. (4), mais ils contribuent à démoraliser l'avant-garde prolétarienne. L'ouvrier révolutionnaire qui, inquiet de la politique des partis communistes, est à la recherche d'une solution politique, se heurte au spectacle ignoble de dirigeants communistes divisés en accusateurs et accusés, dépourvus les uns et les autres de l'honnêteté la plus élémentaire envers les militants de leurs propres partis. Comme Trotsky l'observa, à celui qui cherche à se désaltérer le stalinisme n'offre que de l'eau salée.

La dénonciation de ces procès — du procès Rajk et de ceux qui suivront ainsi que des procès de Moscou qui sont redevenus d'actualité — n'est pas seulement dictée par la nécessité de stigmatiser les mensonges du Kremlin ou de réhabiliter la mémoire de militants ouvriers couverts des calomnies les plus odieuses. La lutte contre ces procès est dictée essentiellement par la nécessité d'entraver une entreprise de démoralisation du mouvement ouvrier et de permettre aux ouvriers d'avant-garde de savoir qui complot réellement contre la classe ouvrière en usurpant l'autorité de la Révolution d'Octobre. Une telle lutte, dictée par la notion la plus élémentaire du devoir révolutionnaire offre incomparablement plus de chances de succès que la bataille que nous avons menée il y a douze ans. Non pas que Staline puisse reculer sous la pression ouvrière et des milieux qualifiés de « progressistes » par les staliniens eux-mêmes ; sa machine policière ne peut que persister et s'enfoncer plus avant dans ses crimes contre-révolutionnaires, mais la lutte contre ces procès hâtera la chute du stalinisme et aidera les travailleurs d'avant-garde à reconstruire une nouvelle direction révolutionnaire sur la base du vieux programme bolchevik défiguré et déshonoré par les gangsters staliniens.

10 octobre 1949.

(4) Le Comité Justus, soutenu par le **Populaire** et **Franco-Tireur** rassemble tous les socialistes pro-américains enchantés d'avoir trouvé un cheval de bataille anti-soviétique moins marqué que le cardinal Mindsenty. En même temps, cela leur permettait de faire un appel du pied à tous les sociaux-démocrates qui avaient cédé dans les années écoulées à la pression stalinienne, pour retrouver le chemin de la vieille maison. Nenni et Basso viennent de répondre négativement, mais d'autres peuvent être plus accessibles...

L'évolution du P. C. Yougoslave

Il est maintenant évident que « l'ab-cès » yougoslave, loin d'être résorbé par l'organisme stalinien, le menace tout entier d'empoisonnement. La rupture entre le P. C. Yougoslave et le Kominform dirigé par le Kremlin s'avère, comme prévu, irréparable et définitive. En moins d'une année, la logique de la lutte a obligé les deux adversaires à brûler les étapes à une vitesse surprenante et à s'opposer dans un duel à mort : le Kremlin a complété le blocus économique et diplomatique de la Yougoslavie par l'U. R. S. S. et ses satellites ; révisant avec la facilité qui lui est propre ses définitions « théoriques » antérieures sur le caractère de classe de la Yougoslavie, il la qualifie aujourd'hui d'« Etat capitaliste fasciste » dirigé par une « clique d'espions » qu'il faut abattre coûte que coûte. De leur côté, les Yougoslaves, loin d'être intimidés par cette campagne monstrueuse qui dépasse en violence, perfidie, ignominie et hystérie comique tout ce que le stalinisme a entrepris dans le passé contre ses adversaires politiques, ont pris au contraire la contre-offensive sur tous les plans, et particulièrement sur le plan idéologique, démasquant avec courage « les grands maîtres de l'hypocrisie ».

L'avant-garde révolutionnaire internationale n'a peut-être pas mesuré encore toute l'importance historique de ce conflit pour l'avenir du stalinisme et pour l'avenir du mouvement ouvrier. Il est même intéressant de constater que des courants soi-disant anti-sectaires, qui prétendent œuvrer au « rassemblement universel » des forces révolutionnaires opposées au stalinisme, ont été amenées par incompréhension théorique de celui-ci et par crainte maladroite, à sous-estimer complètement la signification et les conséquences du conflit Staline-Tito et à se tenir à l'écart dans un superbe (et combien pitoyable !) « isolement » sectaire (1).

L'affaire yougoslave s'avère d'une importance capitale sur deux plans : celui de ses conséquences en Yougoslavie même, pays qui traverse une période révolutionnaire et où la crise ouverte par le conflit avec le Kremlin pose d'une façon impérieuse, devant son avant-garde révolutionnaire, les problèmes fondamentaux du mouvement ouvrier à notre époque ; et celui de ses conséquences dans l'univers stalinien tout entier dont il aggrave la crise et où elle facilite la cristallisation de nouvelles oppositions au Kremlin, qui se

développent un peu partout dans les Partis communistes, et particulièrement dans ceux des « démocraties populaires ».

Poussés par la logique de la lutte qu'ils ont entamée contre le Kominform et le Kremlin, les communistes et les ouvriers révolutionnaires de Yougoslavie sont obligés de toucher du doigt les questions relatives à l'orientation révolutionnaire à notre époque : l'U. R. S. S. et le stalinisme, la construction du socialisme, l'Internationale, et d'y donner leurs réponses. De ce seul fait, de cette fermentation idéologique, une profonde différenciation est inévitable, qui cristallisera sur les positions les plus avancées du marxisme-léninisme au moins une partie importante de l'avant-garde révolutionnaire yougoslave.

D'autre part, l'exemple de la résistance au Kremlin menée jusqu'à présent victorieusement par la Yougoslavie sans rejoindre le camp impérialiste, attise, développe et cristallise les courants d'opposition qui se créent dans les Partis communistes du monde entier, et particulièrement dans les « démocraties populaires ».

(1) Mentionnons en particulier la position prise par Shachtman aux Etats-Unis et « Confrontation Internationale » en France. Dans le n° 3 de cette publication, sa rédaction, toujours « bien informée » et « impartiale », affirme à son tour, dans une courte note consacrée à la Yougoslavie, que Tito a trahi effectivement les partisans grecs et a pris, paraît-il, contact avec « les nationalistes slovaques pro-nazis ». Après cette présentation, la note conclut par cette analyse « théorique » profonde du « titisme » :

Les chances de Tito sont celles d'une opposition nationaliste-collectiviste née des contradictions internes du système bureaucratique stalinien, et favorisée particulièrement par la rivalité U. R. S. S.-U. S. A. Si le maître de la Yougoslavie parvient à garder le pouvoir, alors on pourra imaginer que tente de se constituer internationalement une idéologie titiste, de contenu bureaucratique-collectiviste, et formée de nombre de ceux, minorités et hommes qui, las de la tutelle de Moscou, verraient en Tito le soutien, le fédérateur et l'homme à poigne de remplacement — tout en feignant de voir en lui le champion de la démocratie socialiste.

L'expansion du stalinisme après la dernière guerre est allée de pair avec le développement de la crise la plus grave qu'il a connue depuis la liquidation de l'aile prolétarienne en U. R. S. S. pendant les années 1936-38. L'exploitation du mouvement ouvrier révolutionnaire dans le monde d'après-guerre exclusivement dans les intérêts de la bureaucratie soviétique s'avère une entreprise impossible qui provoque une résistance accrue, particulièrement dans les pays sur lesquels l'emprise despotique et spoliatrice du Kremlin pèse le plus. La dissidence yougoslave fut la preuve la plus éclatante que l'extension de la puissance du Kremlin est incompatible, même avec l'existence de Partis communistes qui ne sont ni complètement coupés des masses de leur pays, ni de simples officines du Guépéou. La révolte couve actuellement dans tous les pays du glacis. Pour s'y maintenir, le Kremlin aura besoin d'accroître les mesures de répression contre les Partis communistes eux-mêmes, à travers lesquels se manifestent de façon très déformée le mécontentement et la résistance des masses. Epurations et procès du type moscovite se succèdent dans les pays du glacis et iront en s'amplifiant. Dans la conjoncture actuelle, il n'y a pas de perspective de stabilisation possible du régime terroriste du Kremlin dans le glacis. L'exemple yougoslave stimulera les résistances et aggravera l'exaspération du Kremlin qui verra partout des agents « titistes » et rendra la vie impossible à tous les membres dirigeants des Partis communistes dans cette zone. Il doit réduire tous ces partis à de simples appareils, sans aucune vie propre, directement et complètement maniés par le Guépéou.

LA COLLECTIVISATION DE L'AGRICULTURE

Sur le plan économique il faut surtout retenir les mesures prises, particulièrement depuis la rupture avec le Kominform et le Kremlin, pour accélérer la préparation du passage à la collectivisation de l'économie agricole.

Théoriquement le Parti communiste yougoslave semble avoir une vue particulièrement claire et toute « classique » en ce qui concerne la voie à suivre pour réaliser ce passage : partir des limitations qui existent déjà relativement à la propriété et à l'exploitation de la terre (1) pour favoriser un large mou-

Mais la crise du stalinisme ne se limite pas à la zone du glacis. Les échos de ce qui s'y passe et les contre-coups de l'affaire yougoslave retentissent bien loin. Ils se propagent dans l'ensemble de l'univers stalinien, se mêlent aux causes de crise du mouvement stalinien propres à chaque pays et contribuent à porter de plus en plus à un point culminant la crise générale du stalinisme qui mûrit actuellement de par le monde.

Il n'est peut-être pas exagéré de penser que, si l'affaire yougoslave évolue favorablement, si le régime de Tito ne se compromet pas avec l'impérialisme mais développe au contraire une ligne révolutionnaire plus conséquente, il sera possible d'assister dans les années à venir à la débacle du stalinisme sur une très grande échelle. L'avant-garde révolutionnaire doit donc être consciente des potentialités immenses de l'affaire yougoslave et faire pour sa part l'impossible afin qu'elle évolue favorablement.

Il ne s'agit pas d'attendre que le Parti communiste yougoslave arrive par ses propres forces à se maintenir sur une plate-forme juste et que la Yougoslavie continue à elle seule à se battre sur un double front contre l'impérialisme et contre le Kremlin. L'avenir du P. C. yougoslave et de la Yougoslavie dépend pour beaucoup, dépend avant tout de l'aide active que le mouvement ouvrier international donnera maintenant à ce nouveau foyer révolutionnaire dans le monde.

Dans cet article nous signalerons les principales acquisitions progressives récentes de la Yougoslavie et du P. C. Y. sur le terrain économique, politique et avant tout idéologique.

vement coopératif qui se développe en fonction du rythme général de l'industrialisation du pays.

La collectivisation de l'économie agricole doit dépendre, d'une part de la

priétés limitées à 10 hectares. Quant aux autres propriétés, le maximum établi par la loi va de 20 à 30 hectares, selon les républiques fédérées. Les excédents de terre cultivable supérieurs à 3 ou 5 hectares, dont les propriétaires ne sont pas cultivateurs, sont tombés également sous le coup de la loi. « La différence la plus importante, affirment les dirigeants yougoslaves, entre la Yougoslavie et les autres pays de démocratie populaire consiste en ce que la réforme agraire en Yougoslavie a revêtu le caractère d'une mesure socialiste. Plus de la moitié des terres dévolues au Fonds agraire est passée dans le secteur de l'Etat et a été attribuée aux coopératives paysannes de travail. Ainsi fut créé dans l'agriculture un secteur socialiste puissant, ce que n'a fait aucun autre pays de démocratie populaire. » (Bulletin d'information yougoslave, 15 septembre 1949.)

(1) Les Yougoslaves affirment que leur pays a été beaucoup plus loin que tous les autres pays de « Démocratie populaire » dans l'application de la réforme agraire. La loi sur la réforme agraire applique le principe « la terre appartient à celui qui l'utilise ». Les propriétaires qui ne cultivaient pas eux-mêmes leurs terres ont été expropriés totalement et sans indemnité. Les propriétés des banques et des entreprises ont été expropriées également. L'Eglise et les institutions religieuses ont eu leurs pro-

possibilité que l'industrie et l'Etat ont de fournir à la campagne les produits industriels et les produits nécessaires à son industrialisation à bas prix et, d'autre part, de la conviction que les masses paysannes peuvent avoir des avantages de l'économie collective mécanisée. Pour y arriver, il faut commencer par propulser un mouvement coopératif simple et ensuite le développer à des formes supérieures en fonction des progrès de l'industrie et de ceux de la conscience des masses paysannes.

Le mouvement coopératif simple est celui des coopératives de travail de type inférieur, dans lesquelles « les paysans font apport de leurs petites propriétés pour constituer de grandes exploitations collectives, où ils travaillent la terre en commun, utilisent des moyens de production communs, appliquent les méthodes de planification et se conforment à l'agrotechnique ». (*Bulletin d'information yougoslave (en France), juillet 1949.*)

Au 1^{er} janvier 1949 il y avait en Yougoslavie 1.318 de ces coopératives ; à la fin de mars 1949, on en avait enregistré plus de 2.800 nouvelles, comprenant plus de 110.000 familles et disposant d'environ 510.000 hectares. En septembre 1949 ces coopératives

s'élevaient à plus de 5.000, avec 250.000 familles et plus de 1.400.000 hectares. (*Bulletin d'Inf. Youg. n° 43, 10 octobre 1949.*)

Mais un pas plus important a été fait par la création de coopératives agricoles de travail d'un type supérieur, « purement socialiste », création décidée au Congrès des paysans coopérateurs de juin 1949. Dans ces coopératives, « non seulement les moyens de production mais aussi toutes les terres deviennent propriété commune et la rémunération des adhérents est basée uniquement sur le travail fourni ». (*Bull. Youg., juillet 1949.*) Pour « refouler les éléments capitalistes (koulaks) » qui renaissent dans les campagnes, plusieurs lois existent déjà et un dernier décret du gouvernement fédéral stipule que « les paysans riches sont tenus de vendre à l'Etat, à des prix fixés, une plus grande partie de leurs excédents de blé qu'ils n'avaient eu à le faire jusqu'à présent, de 80 à 95 %. D'autre part, seuls les paysans travailleurs, les coopératives agricoles de travail et les exploitations agricoles des coopératives du type général pourront désormais vendre leur production à des prix liés alors que les riches exploitations agricoles seront exclues du bénéfice de cette mesure. » (*Bull. Youg., juillet 1949.*)

LA REFORME DE LA LOI SUR LES COMITES POPULAIRES

Sur la structure de l'Etat il faut signaler la réforme des Comités populaires dans la loi soumise par E. Kardelj à la 7^e session ordinaire de l'Assemblée Nationale Yougoslave en juin 1949.

La nouvelle loi « modifie et en fait amende considérablement la loi existante » de mai 1946. Nous n'avons malheureusement pas encore le texte complet de cette nouvelle loi. Mais, du long discours de Kardelj qui présente cette loi, il se dégage clairement qu'elle tient compte des critiques formulées au 5^e Congrès du Parti communiste yougoslave par les dirigeants yougoslaves, à savoir que leur « organisation soviétique » devait devenir à la fois plus démocratique et plus centralisée, afin d'accroître la participation des masses à la gestion de l'Etat, et de rendre en même temps celle-ci plus efficace.

« Par son caractère profondément démocratique et par son élaboration organisationnelle concrète, a-t-il déclaré à cette occasion, cette loi (nouvelle) constitue une arme extrêmement puissante pour le développement de la structure socialiste de notre Etat, et, par ce fait, cette loi est en même temps une contribution importante à la théorie et à la pratique du développement socialiste. Il était dans nos intentions, en pleine harmonie avec le principe de l'autorité et du centralisme démocratique, de donner la plus grande expression possible aux aspirations démocratiques profondes des masses relatives à l'auto-gouvernement, la participation à

la gestion de l'Etat, qui fut toujours la caractéristique de tout gouvernement véritablement populaire dans le monde et qui doit être en effet la caractéristique du prolétariat révolutionnaire et de la démocratie socialiste. » (*Bull. d'Inf. de l'Ambassade Youg. de Londres, 7 juin 1949.*)

Dans la suite de son discours, Kardelj se livre à une discussion serrée de la conception de « la démocratie populaire », étape distincte du capitalisme et de la dictature du prolétariat, conception défendue par les « théoriciens » des démocraties populaires avant leur tournant de décembre 1948 et que les dirigeants yougoslaves n'ont jamais partagée.

Insistant sur les différences qui existent encore entre le système de pouvoir en Yougoslavie et celui qui caractérise les autres « démocraties populaires », Kardelj les résume comme suit :

Il existe encore dans ces pays des restes de l'ancien Etat bourgeois se manifestant dans la survivance du parlementarisme, de la division des pouvoirs, de l'absence d'organes locaux de pouvoir populaire (ceux qui fonctionnent à leur place dépendent directement du Ministère de l'Intérieur). Là où ils existent, ces organes de pouvoir populaire (Conseils) sont désignés d'en haut. Par exemple, en Bulgarie, jusqu'en avril 1948, l'autorité locale a été exercée par des maires et des fonctionnaires, chefs locaux et départementaux, tous appointés par le Ministère de l'Intérieur. En

Roumanie, jusqu'au début de cette année, les municipalités, les districts et les départements ont été administrés par des fonctionnaires appointés par le Ministère de l'Intérieur. La loi sur les Conseils populaires ne date en Roumanie que de janvier 1949. En Hongrie « l'ancien système bourgeois de la division de l'autorité est encore en pleine force ». En Pologne aussi il n'existe pas encore (juin 1949) de Conseils élus. Les Conseils populaires ont été créés après la libération, avec la participation de représentants délégués par « tous les partis et organisations démocratiques ». Kardelj explique l'existence de ces vestiges de « l'ancien régime bourgeois » dans les autres démocraties populaires, par le fait qu'à l'encontre de la Yougoslavie qui a connu un mouvement révolutionnaire de masses « sous la direction du P. C. Y. », « il n'y a pas eu une large participation des masses à la lutte pour le pouvoir » dans les autres démocraties populaires et pour cette raison l'ancien appareil d'Etat n'a pas pu y être démolí totalement.

L'élargissement du pouvoir des Comités populaires accordé par la nouvelle loi de juin 1949 est expliqué par les dirigeants yougoslaves comme une conséquence de l'élargissement des conquêtes « socialistes » du pays. Déjà, dans son

discours au 5^e Congrès du Parti, Tito avait parlé qu'il était nécessaire « qu'à la première occasion » le texte de la Constitution elle-même votée en janvier 1946, soit « partiellement modifié, principalement (dans sa partie) concernant l'organisation sociale et économique » de la Yougoslavie, afin de mieux exprimer le développement qui, depuis cette date, était « allé déjà si loin » dans la structure sociale et économique du pays.

« En plusieurs matières, a conclu Kardelj dans son discours de présentation de la nouvelle loi, la vie elle-même a dépassé la première loi sur les Comités adoptée dans les conditions où la construction socialiste de la Yougoslavie était encore à son stade infantile. »

« Le secteur socialiste, à cette époque embrassait seulement la grande et moyenne industrie, le commerce de gros, les banques, etc., tandis que le secteur de l'économie locale restait entre les mains des capitalistes... Maintenant cependant, le secteur socialiste prédomine dans l'économie locale comme dans le commerce et commence à assumer une grande place dans l'agriculture aussi. Les Comités populaires sont devenus les leaders directs dans l'ensemble du travail de la construction économique, culturelle et sociale. »

LA DIFFERENCIATION IDEOLOGIQUE PAR RAPPORT AU STALINISME

Les progrès idéologiques les plus marquants du P. C. Y. datent des derniers mois de cette année, à la suite de la place prise par le Kremlin dans la campagne contre la Yougoslavie, et dont le point culminant a été atteint au procès de Budapest.

Les dirigeants yougoslaves avaient tout au début présenté leur affaire comme un conflit entre leur parti et les autres partis du Kominform (ils ont même dit et écrit : entre leur parti et certains dirigeants de ces partis), mais ils s'étaient gardés d'accuser directement le Parti communiste russe et Staline en particulier, comme étant les véritables responsables. Le 27 décembre 1948, Tito, parlant à l'Assemblée Fédérale sur le budget, met en cause « les diverses personnalités dirigeantes des pays de démocratie populaire » (1), mais il ajoute qu'« au pays des Soviets personne n'a formulé de griefs contre nous à ce sujet » (commerce de la Yougoslavie avec les pays capitalistes). Mocha Pijade, le 20 janvier 1949, au 2^e Congrès du P. C. de Serbie, affirmait que leur attitude « durant les sept mois de cette campagne lancée contre nous par ceux sur l'amitié et le soutien desquels nous étions en droit de compter, prouve que nous avons, au risque de mettre

notre juste cause en danger, fait tout ce qui est en notre pouvoir pour que l'autorité du Parti bolchevik (russe) sorte de ce conflit avec le moins de dommages possible » (2). Pijade considérait que cette autorité était « un capital international » et que sa conservation n'était pas une responsabilité simplement « nationale mais internationale ».

« C'est pourquoi, ajoutait-il, on ne devrait pas laisser la radio de Budapest répéter continuellement que la Résolution du Bureau d'Information a été prise sur l'initiative de Staline et qu'elle est le reflet de sa sagesse. En Yougoslavie une telle propagande ne peut avoir qu'un effet contraire, car personne ici n'est capable de trouver quelque sagesse dans cette Résolution et moins encore la sagesse stalinienne. Nous ne pouvons leur recommander qu'une chose : sauvegarder mieux cette autorité car elle nous est à tous précieuse et nécessaire. » Jusqu'en juillet 1949 on trouvera rarement dans la presse yougoslave des attaques directes contre les dirigeants de l'U. R. S. S.

A la suite de l'abandon par le Kremlin, à la Conférence des Quatre à Paris (juillet 1949) des revendications yougoslaves sur la Carinthie slovène, le gouvernement yougoslave adressa le 3 août une note de protestation à

(1) J. B. Tito, *Les vrais motifs des calomnies dirigées contre la Yougoslavie*.

(2) M. Pijade, *Les questions litigieuses*.

Moscou. A partir de ce jour, le Kremlin se mit à la pointe de la campagne contre la Yougoslavie, lui adressant note sur note et complétant peu à peu son blocus économique et diplomatique.

Dans un article du 25 août, **Borba** donna l'explication suivante de cette nouvelle attitude du Kremlin : « Le gouvernement de l'U. R. S. S. a laissé jusqu'à présent divers appareils de propagande des pays du Bureau d'Information propager la Résolution (de juin 1948) et se livrer à l'agitation en faveur de celle-ci. Lorsqu'il s'est rendu compte que la campagne ainsi menée n'a pas donné les résultats escomptés, mais au contraire s'est retournée contre ses inspirateurs, le gouvernement soviétique a décidé de prendre directement et publiquement lui-même le rôle principal dans la lutte contre la petite Yougoslavie dont la seule « culpabilité » est de ne pas avoir cédé aux tentatives de commandement et de tutelle, parce qu'elle s'est élevée pour la défense de l'égalité entre Etats, peuples et mouvements démocratiques » (1).

Cependant, même en août 1949, les commentaires de la presse yougoslave sur le « gouvernement soviétique » et les dirigeants du Kremlin restent nuancés et prudents. **Borba** (25 août) parle des « idées erronées » du « gouvernement soviétique » sur « la souveraineté des autres Etats plus petits » et dit que celui-ci considère qu'il lui est permis de parler dans « un langage de menaces, un langage de tuteur et de donneur d'ordres ».

Des organes moins officieux emploient un langage plus vert. Ainsi la *Politika* (23 août) écrit : « Ces deux notes (des 11 et 18 août) confirment formellement à nouveau l'hostilité du gouvernement soviétique à l'égard de l'édification socialiste de notre pays, ainsi que l'entrave consciente apportée à la transformation socialiste. » (1) Le même journal blâme « les plus vulgaires méthodes fascistes de persuasion — méthodes de mensonge » des « héros » du Bureau d'Information dirigés par Moscou. Le journal **Rad**, organe du C. C. de la Fédération des Syndicats de Yougoslavie, écrit de son côté (23 août) : « Le gouvernement soviétique voudrait que dans le monde socialiste les rapports de commandement règnent à la place des rapports d'égalité et d'amitié. Il vend la Carinthie slovène, il abandonne et trahit l'héroïque lutte du peuple grec. » (1)

L'étape suivante, dans laquelle s'accroît la différenciation idéologique d'avec le Kremlin, a été franchie à l'occasion de l'affaire grecque. Le Kremlin et le Kominform ayant accusé les Yougoslaves d'avoir fermé la frontière gréco-yougoslave, comploté avec les monarcho-fascistes d'Athènes et tiré dans le dos de l'armée démocratique, les Yougoslaves ont répondu que ces accusations servaient en réalité à « im-

puter aux Yougoslaves les échecs de l'armée démocratique grecque ». (**Rad**, 31 août). Mais pourquoi ces « échecs » et pourquoi les imputer aux Yougoslaves ? Dans deux articles de **Borba** (8 et 12 septembre 1949), deux dirigeants yougoslaves, le général **Lyoubou Voutchkovitch** et le suppléant au Bureau Politique, **Tempo**, approfondissent cette question et arrivent à des conclusions d'une importance capitale dans la rupture idéologique avec le Kremlin. Voutchkovitch juge la guerre civile grecque à titre de spécialiste militaire et condamne l'attitude défensive adoptée par les partisans grecs depuis le limogeage de Markos qui était contre la capitulation et la défensive, contre une compromission avec les impérialistes. Le nouveau commandement de Zachariadès, au contraire, avait pour but principal, d'attendre que, par la voie diplomatique, par la voie d'un arrangement entre l'U. R. S. S., les U. S. A. et la Grande-Bretagne, soit « résolue » la question grecque. De cette perspective complètement fautive découle clairement la tactique (militaire) fautive de défensive ».

En conclusion d'un article plein de remarques profondes et justes sur la guerre des partisans et sa tactique propre, Voutchkovitch écrit :

« Zachariadès et ses camarades tiennent actuellement plus à calomnier la Yougoslavie en disant que les monarcho-fascistes se sont soi-disant servis du territoire yougoslave pour attaquer l'armée démocratique, etc., qu'à mener l'armée de libération du peuple grec sur une voie juste et qu'à l'amener à la victoire finale. Le but de Zachariadès est clair : liquider la lutte de la libération populaire de Grèce et en rejeter la responsabilité sur la Yougoslavie. Les dirigeants de l'U. R. S. S. patronent également cette besogne honteuse. Depuis longtemps, par l'intermédiaire de leurs représentants et de leur agence de presse officielle, ils se sont déclarés prêts à mener des pourparlers sur la liquidation de la lutte en Grèce. »

L'article de Tempo reprend le même sujet, mais beaucoup plus profondément. Pour lui, la défaite grecque est l'aboutissement d'une ligne de trahison qui date de la guerre mondiale et dont la responsabilité incombe au Kremlin. Il a d'autre part un intérêt beaucoup plus général parce que son « analyse critique » contribuera « dans une grande mesure à éclaircir les causes de la défaite de nombreux partis communistes. »

« Dans de nombreux pays, écrit Tempo, les Partis communistes ont également connu de pareilles défaites (en France, en Italie, etc) ... A notre connaissance aucune direction n'a essayé de donner une analyse critique de la défaite et des échecs qu'ont subis de nombreux partis communistes dans le monde. Seul le Parti bolchevik (russe) a essayé d'expliquer les « échecs » des Partis communistes de France et d'Italie par l'absence et l'éloignement de

l'Armée rouge. Il est évident que cette analyse non marxiste et non léniniste de la défaite des Partis communistes de France et d'Italie ne peut pas être adoptée, car elle ne cherche pas les raisons de la défaite dans les faiblesses intérieures des deux partis, mais dans les facteurs extérieurs. Cette analyse est non seulement non marxiste mais elle est directement contre-révolutionnaire. Elle endort les forces révolutionnaires intérieures de chaque pays et les oriente à attendre leur libération de l'extérieur, des forces armées de l'Union Soviétique. » (Souligné par nous) (1).

Dans la suite de son article, Tempo admet que l'opportunisme dont le Parti communiste grec (2) a fait preuve pendant toute la guerre et immédiatement après, lors du soulèvement de décembre 1944, « n'est pas quelque manifestation spécifiquement grecque » mais doit être imputé à la ligne générale du Kremlin au cours de la deuxième guerre mondiale. « C'est la direction du Parti bolchevik (russe) qui a en effet « conseillé » (en 1944) à la direction du Parti Communiste yougoslave de dissoudre les organisations du parti dans l'armée, d'abolir les commissaires politiques, d'enlever les étoiles rouges des épaules ».

La direction du Parti Bolchevik russe « proposait ces mesures afin de pas fournir d'arguments à la réaction internationale bourgeoise et de pas soi-disant (souligné par nous) affaiblir ainsi les forces de la coalition anti-hitlérienne... La direction du Parti bolchevik n'a-t-elle pas même conseillé à la direction du Parti communiste yougoslave de ne pas résoudre la question du pouvoir d'une façon révolutionnaire, mais de s'entendre avec la réaction contre-révolutionnaire traîtresse qui se groupait autour de Draja Mihailovitch, de reconnaître « provisoirement » la monarchie et de résoudre la question du pouvoir par les méthodes parlementaires de lutte après la libération du pays ? »

Et voici la conclusion capitale de Tempo quant aux « racines » de ces

manifestations opportunistes : « **Les racines de ces manifestations résident dans les conceptions de la direction du Parti Bolchevik, à savoir que toutes les questions du mouvement révolutionnaire international doivent être résolues exclusivement du point de vue des intérêts de l'Union soviétique (plus exactement du point de vue de l'entente de celle-ci avec les impérialistes, du point de vue de savoir jusqu'où peut ou ne peut pas s'étendre le contrôle de l'Union soviétique) et non pas du point de vue du mouvement ouvrier international dans son ensemble et dans chaque pays en particulier.** » (Souligné par nous.)

Il ne manque à cette conclusion, une des **plus osées et des plus claires** que les dirigeants yougoslaves aient données ces derniers temps sur le sens de la politique du Kremlin (3), que de préciser que **les intérêts de l'Union soviétique sont en réalité les intérêts propres de la bureaucratie soviétique.**

La confusion sur ce point essentiel empêche naturellement les dirigeants yougoslaves d'approfondir la critique du phénomène stalinien et d'en dégager toutes les conclusions nécessaires à l'élaboration d'un programme de valeur vraiment internationale.

L'étape suivante dans la clarification idéologique a été franchie à propos du procès Rajk. Les anciens volontaires yougoslaves des brigades internationales d'Espagne, parmi lesquels se trouve un grand nombre des principaux dirigeants actuels, ont été mis directement en cause au procès de Budapest comme « espions et agents de l'impérialisme ». Ils ouvrent un feu violent contre « les dirigeants de l'U. R. S. S. » qui ont monté le procès Rajk pour « appuyer la campagne infâme menée contre la Yougoslavie ». Réunis en Conférence extraordinaire le 14 septembre à Belgrade, ils

(3) A. Bebler, ministre-adjoint des Affaires Etrangères, dans un article « Le principe de souveraineté et la classe ouvrière » publié dans le N° 5 de la revue théorique du C. C. du Parti Communiste de Yougoslavie, *le Communiste*, reprend les mêmes idées et accuse l'U. R. S. S. de pratiquer une politique de partage de « zones d'influence » et des avantages réciproques avec l'impérialisme au détriment du mouvement révolutionnaire international. Ayant fourni plusieurs preuves à l'appui de cette thèse (entre autres la trahison du Kremlin envers la Grèce), Bebler conclut ainsi : « En un mot, le partage des « sphères d'influence » dans les Balkans et l'établissement par avance de certaines frontières sans considération des désirs des populations sont des faits historiques irréfutables. Et ces faits prouvent que le gouvernement de l'U. R. S. S. se sert, dans la solution des questions importantes pour sa politique extérieure, de méthodes dont se sont jusqu'à présent servies dans l'histoire toutes les grandes puissances et non pas de méthodes d'une nature nouvelle, de méthodes socialistes ».

(1) Au lendemain de la publication de l'article de Tempo Tito, dans un discours aux mineurs (13 septembre) dénonça la même « conception du rôle révolutionnaire exclusivement réservé à l'Armée rouge, ce qui en réalité signifie la démobilisation des forces révolutionnaires latentes qui existent dans chaque peuple, dans chaque classe ouvrière. Chaque classe ouvrière est capable de lutter et de conquérir un nouvel ordre social. Avec les baïonnettes, aucune idée progressive n'a jamais pu être correctement répandue et celles-ci n'ont jamais apporté une transformation sociale mais seulement l'asservissement. » (*Bull. Inform. yougoslave*, n° 21, 14 septembre 1949.)

(2) Voir dans ce N° de QUATRIEME INTERNATIONALE l'article *La trahison stalinienne en Grèce*.

ont adressé à Tito un télégramme disant : « L'attaque monstrueuse et contre-révolutionnaire déclenchée contre notre pays par le Bureau d'Information, qui n'est rien d'autre que l'arme aveugle des dirigeants du Parti communiste de l'U. R. S. S., a amené l'internationalisme dans la crise la plus grave et sans précédent... Les dirigeants aveugles du Parti communiste de l'U. R. S. S. ont commencé à piétiner l'un après l'autre les principes de l'internationalisme, à anéantir les acquisitions morales et à bracher dans les traditions de l'internationalisme. »

Au fur et à mesure du développement du procès de Budapest, les réactions yougoslaves devinrent plus violentes. Tous les aspects de cette orchestration monstrueuse furent soumis à une critique serrée et approfondie : l'aspect juridique, les faits, les buts politiques poursuivis dans cette machination.

C'est le dirigeant yougoslave Mosha Pijade qui a tiré les conclusions les plus audacieuses et les plus intéressantes de « ce que le procès de Budapest a révélé ». Dans un premier article publié dans *Borba* le 22 septembre, Pijade relie pour la première fois le procès de Budapest à ceux de Moscou :

« Le procès de Budapest, écrit-il, rappelle les procès en Union soviétique de 1936, dont les metteurs en scène ont pu aider également l'arrangement du procès de Budapest, grâce à leur riche expérience.

« Cependant, les procès de Moscou, bien qu'ils aient eu leur importance pour tous les Partis communistes, étaient une affaire intérieure de l'Union soviétique, les actes d'accusation étaient dirigés contre des citoyens soviétiques accusés de divers crimes, dont la liaison avec le fascisme allemand et nippon...

« Mais Hitler n'y a été ni accusé ni même mentionné. Avec lui a pu être conclu plus tard aussi un pacte de non-agression avec des toasts à sa santé.

« Et maintenant, lorsque le procureur d'alors est devenu ministre des Affaires Etrangères, ce type de procès est transplanté sur l'arène internationale et devient un article d'exportation. » (Souligné par nous.)

Nous ne sommes plus au temps où Pijade épargnait le prestige du Parti Bolchevik russe et des dirigeants de l'U. R. S. S., prestige qu'il considérait alors comme un « capital international ». Le mécanisme du procès lui suffit maintenant à caractériser ce procès « avec précision, sans hésitation, sans aucune crainte, comme une nouvelle manifestation de la contre-révolution dirigée par Moscou. C'est une pénétration en Europe des méthodes obscures du service de renseignements soviétique, un exemple frappant de l'application du « rôle dirigeant » du Parti Bolchevik et de l'Union soviétique. »

Le procès de Budapest est un autre port révélateur d'un état de choses dans

l'univers stalinien beaucoup plus étendu et plus grave. Dans ce même article, Pijade écrit :

« Le procès révèle de façon brutale presque cruelle, la dégradation de certains partis communistes, celui de l'Union soviétique et celui des autres pays kominformistes. Il révèle la soumission complète de tous ces partis au service de renseignements soviétiques qui les domine et qui leur dicte la ligne politique. Il révèle que la vanité égoïste, petite bourgeoise, inadmissible du point de vue marxiste, de vouloir « tenir le rôle dirigeant » du Parti bolchevik et de l'Union soviétique dans la vie internationale, représente non seulement la tendance de l'asservissement total de tous les partis communistes du monde à la volonté d'un seul parti et des pays socialistes à la volonté d'un seul pays, non seulement la transformation des pays, que certains dirigeants ont livrés sans réserve à la libre disposition de la puissance « dirigeante », en pays dépendants, satellites qui n'ont plus rien de propre ni en politique intérieure ni en politique extérieure, mais aussi la transformation des directions des partis et des gouvernements de ces pays en simples préfectures de police d'un Etat étranger. Ainsi, on découvre la véritable dégénérescence d'une partie de la direction du Parti bolchevik, dégénérescence qu'il n'est plus possible de camoufler ».

Mais quand Pijade s'efforce de découvrir la cause de cette dégénérescence, il ne la voit que dans « le chauvinisme panrusse et panétatique sans scrupules », dans le « chauvinisme grand-étatique » de « certains hommes de la direction du Parti communiste de l'U. R. S. S. » Il reste ainsi toujours dans le domaine des conséquences, des épiphénomènes et non de la cause véritable ; la notion de la bureaucratie soviétique lui est encore étrangère.

La conclusion finale de son article mérite cependant une attention particulière parce qu'elle annonce d'autres conclusions auxquelles les dirigeants yougoslaves doivent aboutir dans leur effort pour expliquer de façon cohérente la politique de Moscou et des Partis communistes.

« Il a été prouvé, écrit-il, que l'attitude contre-révolutionnaire de ces dirigeants bolcheviks envers la Yougoslavie ne peut pas être une exception, mais une déviation partielle de la ligne générale, qu'elle ne peut aller de pair avec une attitude révolutionnaire juste et qu'elle fait partie d'une nouvelle politique, d'une nouvelle ligne idéologique, qui constitue la déviation de la base même du marxisme-léninisme, œuvre de révision qui s'est emparée de tous les domaines de la vie pratique et théorique. »

Le 6 octobre, Pijade, dans un nouvel article de *Borba* portant le titre « Les grands maîtres de l'hypocrisie », situait dans le temps le point de départ de cette nouvelle ligne déviationniste et révisionniste des dirigeants russes :

« Depuis le jour même où on a proclamé que le trotskysme a cessé d'être un courant dans le mouvement ouvrier et qu'il est devenu l'agence du fascisme (1) depuis ce jour-là et particulièrement après la deuxième guerre mondiale, toute pensée qui n'est pas en accord avec les pensées des dirigeants soviétiques est déclarée trotskyste sous forme d'agence fasciste. De cette façon il ne reste que l'extermination physique et le bûcher pour les sorciers, toute discussion étant exclue. » (Souligné par nous.)

Dans ce même article, il est vrai, Pijade par confusion attribue au « trotskysme », qu'il relie au « menchevisme », des « idées erronées » qui « constituent les deux piliers importants de la revision actuelle du marxisme-léninisme dans l'Union soviétique », revision « marquée du sceau du trotskysme et du menchevisme ». Ce sont : « l'impossibilité de la réussite d'une révolution sans l'intervention de l'armée soviétique et l'impossibilité de l'édification du socialisme où que ce soit dans le monde sans l'aide de l'Union soviétique — et ce qui se cache derrière cette « aide » est parfaitement clair aux peuples de Yougoslavie ».

« De ces données, poursuit Pijade, ne peut sortir que la politique menée aujourd'hui par les dirigeants du P. C. (b) de l'U. R. S. S. envers la Yougoslavie ; de ces données il ressort également la transformation de l'internationalisme prolétarien en chauvinisme panrusse, la théorie de la priorité scientifique russe et la peur incompréhensible de « servilité envers l'étranger », la glorification de tous les tsars et de leur politique de conquête, la fatuité petite-bourgeoise qui veut que les Russes soient une nation prédestinée, la plus cultivée et dirigeante dans le monde et qu'à Lénine mène une ligne issue directement de Tchernichevsky et non pas par exemple de Marx et Engels (2). De là proviennent également les méthodes barbares de lutte contre les sorciers et cette grande maîtrise de l'hypocrisie qui est la qualité principale de la politique russe d'aujourd'hui à l'égard de la Yougoslavie. »

La toute dernière étape dans la différenciation d'avec le stalinisme a été inaugurée à l'occasion de la session actuelle de l'O. N. U. Tito définit ainsi l'attitude générale de la délégation yougoslave dans son discours à Stolicie (Serbie), le 28 septembre 1949 :

« Aux Nations Unies nous avons voté pour les propositions soviétiques dans les questions qui étaient en principe justes, comme par exemple dans la question de la Grèce, mais nous nous sommes abstenus dans le cas où la Yougoslavie seule était en question, et où il s'agissait de rapports envers notre pays. »

« Lorsqu'il était question des droits des petits peuples, de la propagande fomentatrice de guerre, nous ne pouvions pas dire pour une chose qui est

exacte qu'elle ne l'est pas en ce qui concerne l'Union soviétique, car elle fait entendre ici le bruit des armes. Nous ne dirons rien, mais nous ne leur donnerons pas non plus notre voix là où ils violent les principes socialistes. »

Dans une interview accordée au rédacteur en chef du « New York Times » le 3 octobre, E. Kardelj précisa les « principes directeurs » de la délégation yougoslave à l'O. N. U. dans les termes suivants : « Renforcement de la paix et de la souveraineté des peuples, l'égalité en droits et les rapports

(1) Déjà le 4 octobre, Tito parlant devant 600 généraux et officiers à l'issue des manœuvres de l'armée yougoslave, se référa dans ces termes au « trotskysme » : « Nous savons que's dommages a causés Trotsky, nous savons que son activité a été condamnée à juste titre au point de vue idéologique comme nuisible. Mais ce qui s'est produit après lui, c'est une autre chose. Combien de communistes innocents ont péri comme trotskystes, bien qu'ils n'eussent rien de commun avec lui. » (Souligné par nous.)

(2) Dans ce domaine aussi, Pijade va bien plus loin que d'autres dirigeants yougoslaves qui désapprouvaient en termes modérés les exagérations « nationalistes » de la lutte « contre le cosmopolitisme » entreprise en U. R. S. S. Ainsi par exemple Boris Zihel, auteur d'une brochure intitulée « Le Communisme et la Patrie », justifie pleinement cette lutte, mais croit nécessaire d'ajouter :

« La lutte contre le cosmopolitisme signifie avant tout la lutte contre les idées pourries de la bourgeoisie actuelle, contre l'influence néfaste et destructrice qu'elle exerce sur certaines cultures nationales, sur la conscience sociale des masses laborieuses. Cette lutte doit, par conséquence, avoir un caractère de classe bien défini. »

« Il serait erroné et non-marxiste de qualifier de cosmopolitisme la reconnaissance de la supériorité d'une culture étrangère dans le passé et même dans le présent (s'il s'agit de la culture d'une nation plus avancée), de son influence heureuse sur le développement des autres cultures nationales. L'Internationalisme, sur le front culturel, est justement la reconnaissance des mérites réels qu'ont certaines nations pour le développement de la culture humaine générale et la propagation dans sa nation des mérites et des acquisitions des autres peuples... Proclamer absolu le rôle dirigeant qu'a eu, dans une époque donnée certaine culture nationale, projeter arbitrairement ce rôle dirigeant dans le passé et dans l'avenir, cela n'a rien de commun avec l'amour véritable de sa culture nationale, ni avec l'Internationalisme sur le fond culturel... Il faut dire qu'une tendance à proclamer absolue la culture soviétique, ou plus exactement la culture russe, transpire quelquefois dans les œuvres soviétiques contemporaines, dans divers articles, dans les scénarios de films, dans les critiques, etc., et qu'elle ne ren- contre aucune critique. »

démocratiques entre Etats, le respect de l'indépendance de chaque pays et l'élimination de toute ingérence d'un Etat dans les affaires intérieures des autres Etats, la stricte observation de la Charte des Nations Unies. »

Kardelj précisa « que la Yougoslavie votera en pleine indépendance, selon sa conviction, dans l'esprit des principes précédemment exposés ». Et jusqu'ici il en fut réellement ainsi, comme cela a été prouvé par les votes de la Yougoslavie sur la question de la Grèce, de la Chine et des colonies italiennes en particulier (1). Dans ce même esprit la délégation yougoslave a remis au Secrétariat général de l'O. N. U. un projet de « Déclaration des droits et des devoirs de l'Etat » dont la discussion fut également sabotée par les U. S. A. et l'U. R. S. S.

Il nous reste encore à mentionner l'intervention du délégué yougoslave S. Vilfan à la Commission pour les questions économiques et sociales, intervention inspirée de la doctrine yougoslave sur les rapports économiques entre Etats et « Etats socialistes » en particulier. Ce problème se posa déjà aux Yougoslaves au cours de leurs rapports avec l'U. R. S. S. et les autres démocraties populaires avant la rupture ; mais il ne fut élaboré « théoriquement » qu'à la suite de celle-ci. Il est particulièrement intéressant de faire connaître les travaux théoriques que les Yougoslaves ont consacrés jusqu'ici à cette question (2). Ce que nous pensons faire effectivement prochainement dans un article spécial. Bornons-nous à indiquer les lignes et les conclusions générales de ces travaux.

Le jeu spontané de la loi de la valeur, qui se réalise universellement dans le commerce entre nations, conduit — constatent les Yougoslaves — « aux plus grandes disproportions et à la pire exploitation des Etats faibles et arriérés par les Etats plus puissants et plus évolués » (3). L'influence exercée par les grands monopoles détermine dans le monde impérialiste « des disproportions et des inégalités encore plus choquantes ». Dans le « monde socialiste » en formation, qui, pour les Yougoslaves,

est composé par l'U. R. S. S. et les autres « démocraties populaires », il s'agit, entre autres, dans leurs rapports, « de supprimer ou tout au moins de créer les conditions permettant d'abolir l'exploitation des Etats, petits ou arriérés, par les Etats plus grands et plus évolués, en établissant entre l'U. R. S. S. et les autres, des rapports économiques conformes aux principes socialistes » (Popovitch).

Or l'U. R. S. S., soulignent les Yougoslaves, est loin d'appliquer de tels principes et pratique au contraire des « méthodes capitalistes ». Ces méthodes consistent, selon Vilfan, en ceci : a) « le commerce continue à se faire aux prix capitalistes mondiaux » qui désavantagent les pays arriérés ; b) « les pays socialistes les plus développés continuent d'insister sur la structure unilatérale et défavorable des exportations des pays insuffisamment développés (4) et l'avantage des monopoles capitalistes est remplacé par la position monopoliste des pays socialistes plus développés » ; c) les sociétés mixtes fondées avec la participation de l'U. R. S. S. dans les « démocraties populaires » s'avèrent une forme d'exploitation de ces pays par l'U. R. S. S.

Si l'on considère l'ensemble de cette évolution idéologique du Parti communiste yougoslave, il est évident, à notre avis, que nous assistons au développement d'un courant **centriste de gauche**. Pour des raisons spéciales que nous avons analysées dans un article précédent consacré à l'affaire yougoslave (5), le P. C. Yougoslave avait déjà connu au cours de la guerre un développement spécifique, il représentait dès cette époque un courant **centriste de gauche** (6) nourri par le mouvement révolutionnaire des masses. Ce caractère **centriste de gauche**, loin de s'estomper, s'est au contraire trouvé particulièrement favorisé par la rupture avec le Kominform. Il dépend de l'aide active du prolétariat international, répétons-le une fois de plus, que les perspectives de ce courant restent non seulement bonnes, mais deviennent excellentes pour la révolution communiste mondiale, pour la rénovation du mouvement ouvrier international.

Le 15 octobre 1949.

(1) Nous regrettons de ne pouvoir, faute de place, citer *in extenso* la déclaration à tout point de vue remarquable du représentant yougoslave A. Behler au sujet des colonies italiennes, dans laquelle il défendit le principe de l'auto-détermination de chaque peuple.

(2) Voir particulièrement la brochure de M. Popovitch, *Les rapports économiques entre Etats socialistes*, 1949.

(3) Les Yougoslaves, en se basant sur Marx, font une analyse très détaillée des conditions capitalistes et des conséquences du commerce mondial.

(4) Qui sont obligés, entre autres, d'exporter « exagérément » et d'une manière « disproportionnée » des matières premières et des denrées alimentaires, sans compensation correspondante.

(5) « QUATRIEME INTERNATIONALE », N° 8-9, août-septembre 1949.

(6) D'origine stalinienne, origine dont il faut naturellement tenir compte.

Le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine

LES événements qui se sont déroulés au Moyen-Orient depuis que fut créé l'an dernier l'Etat d'Israël sont de nature à ébranler deux grandes illusions de la part du prolétariat international : 1) l'illusion que l'impérialisme a subi une défaite à la suite de la fondation d'un

nouvel Etat indépendant au cours d'une lutte antiimpérialiste ; 2) l'illusion que l'existence de l'Etat d'Israël exerce une influence progressive sur la classe ouvrière et sur le mouvement ouvrier des pays arabes du Moyen-Orient.

ROLE DE L'IMPERIALISME DANS L'ETABLISSEMENT DE L'ETAT D'ISRAEL

Il est important d'expliquer à chaque socialiste dans le monde que l'Etat d'Israël n'aurait jamais pu être fondé sans l'aide de l'impérialisme anglo-américain. La délégation des Etats-Unis à l'O. N. U. a influencé et corrompu un certain nombre de délégations de petits Etats, tels Haïti, les Philippines et autres ; le gouvernement américain a permis le ravitaillement d'Israël en argent et en équipement, notamment le paiement en dollars des armes achetées en Tchécoslovaquie ; il a reconnu le nouvel Etat quelques heures après sa création. Quant à l'armée britannique, elle a permis que la route vers Jérusalem soit ouverte par la conquête et l'évacuation des villages arabes le long de cette route (le 2 mars 1948, les troupes britanniques se sont jointes à la Hagana — l'armée juive clandestine — pour faire sauter un blockhaus arabe à Bal al Wad ; au début d'avril, elles ne sont pas intervenues quand les actions militaires se déclenchèrent le long de la route ; le 6 avril, les Britanniques amenèrent eux-mêmes des trains de ravitaillement dans la ville etc...) ; elle est allée à la rescousse des colonies juives de Dan et de Kfar Szold en Haute-Galilée le 9 janvier. Si tous ces événements ne s'étaient pas produits et, surtout, si le premier armistice imposé par l'O. N. U. en juin 1948 n'avait pas sauvé la partie juive de Jérusalem de la famine et de l'effondrement militaire, l'Etat d'Israël n'aurait pas pu exister.

L'impérialisme anglo-américain avait pour but de créer un facteur qui jouerait dans tout le Moyen-

Orient le même rôle que celui joué par le sionisme depuis trente ans en Palestine : le rôle d'un abcès de fixation où se concentre la haine chauvine, pour que les aspirations révolutionnaires des masses arabes du Moyen-Orient soient déviées des voies anti-impérialistes dans les voies raciales et religieuses. Comme les rapports de force (ou plutôt les rapports d'impuissance) entre Arabes et Juifs ont été modifiés par le développement au cours de l'année écoulée, et comme il fallait arrêter la montée du mouvement ouvrier dans tout le Moyen-Orient, la création d'un nouvel équilibre entre un Etat juif et les Etats arabes qui l'entourent était opportune.

Ces considérations seules expliquent la politique hésitante du gouvernement américain. Le 9 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'O. N. U. vota une résolution en faveur du partage de la Palestine et de la création d'un Etat juif. Le signal était donné. Le lendemain, la lutte armée éclata en Palestine entre Juifs et Arabes. Mais il semble qu'à cette étape initiale, le plan ne fut point réalisé comme prévu dans la plupart des pays arabes. Des démonstrations y eurent lieu, dirigées principalement contre les sociétés et les établissements étrangers (et également contre l'U. R. S. S. qui avait voté en faveur du partage ; les bureaux du P. C. à Damas furent détruits). C'est seulement la présence d'une domination britannique directe qui réussit, par endroits, à diriger les émeutes contre la minorité juive : dans la

colonie britannique d'Aden, des manifestants protestant contre le partage de la Palestine tuèrent 75 Juifs et en blessèrent un grand nombre.

La lutte armée entre Juifs et Arabes au début de 1948 démontra clairement qu'à l'échelle palestinienne, les Juifs possédaient une supériorité militaire, non seulement en raison de la structure féodale de la société arabe en général, mais également parce que la direction réactionnaire arabe avait délibérément empêché la croissance de tout mouvement de masse pareil à celui de 1936-39, par peur de la classe ouvrière qui s'était constituée au cours de la seconde guerre mondiale. La question décisive qui se posa alors était de savoir si les gouvernements arabes des pays voisins interviendraient ou non. Le 12 janvier 1948, des sources diplomatiques britanniques à Londres confirmèrent des rapports selon lesquels la Grande-Bretagne ravitaillait l'Egypte, l'Irak et la Transjordanie en armes, « en exécution de ses engagements d'assistance ». Néanmoins, le désir et la capacité d'invasion de la Palestine de la part de ces gouvernements restèrent douteux. Ils avaient besoin d'un nouvel encouragement. Celui-ci se produisit en mars 1948, sous la forme d'une déclaration américaine abandonnant le plan de partage et se prononçant en faveur de la mise en tutelle de la Palestine. Cette déclaration, ainsi que l'incapacité notoire de l'appareil de l'O. N. U. à imposer ses propres décisions amenèrent les gouvernements des classes dominantes du Moyen-Orient à agir pour devenir les seuls agents

de l'impérialisme anglo-américain au Moyen-Orient, sans partager cette agence impérialiste avec la direction sioniste. Mais quand, au cours de l'invasion, la Légion Arabe de Transjordanie au lendemain du 15 mai, menança de saisir la partie juive de Jérusalem, et quand l'armée égyptienne arriva près des colonies méridionales juives, aux portes de Tel-Aviv, l'impérialisme imposa le premier armistice afin de donner aux Juifs un délai suffisant pour organiser leur armée, importer des armes et ravitailler Jérusalem. Cet armistice n'avait nullement pour but de donner aux Juifs la possibilité d'une victoire militaire décisive mais la création d'un équilibre des forces favorable aux manœuvres impérialistes. C'est pourquoi des officiers britanniques continuèrent à acheter des armes dans plusieurs pays de l'Europe occidentale. En fonction des nécessités du maintien d'un équilibre des forces, d'autres armistices furent imposés, dont le dernier en date est celui au moment où les forces israéliennes entrèrent en territoire égyptien et menacèrent d'annihiler toutes les forces égyptiennes en Palestine, ce qui aurait produit des répercussions sociales sérieuses en Egypte. Entre temps, la question des réfugiés arabes était créée. Jointe aux querelles relatives au tracé des frontières, elle maintint suffisamment de tension entre l'Etat d'Israël et les pays arabes, pour que la diplomatie américaine puisse pour le moment « pacifier » le Moyen-Orient en imposant les « armistices permanents » conclus dans l'île de Rhodes.

NOUVELLE PHASE D'IMPERIALISME ECONOMIQUE

Cependant, la création de l'Etat d'Israël en tant qu'abcès de fixation de l'indignation des masses arabes du Moyen-Orient, qui sont ainsi détournées d'objectifs antiimpérialistes, n'a pas été le seul avantage que l'impérialisme anglo-américain a obtenu à la suite de la guerre palestinienne et de l'établissement du nouvel équilibre des forces. Un sous-produit important des événements de l'an passé a été l'épuisement en ressources et en réserves de presque tous les gouvernements du Moyen-Orient. Pendant la seconde guerre mondiale, la bourgeoisie arabe dans tout le Moyen-Orient et spécialement en Egypte s'était considérablement renforcée et avait accumulé des ri-

chesses, provenant de la prospérité engendrée par la guerre ; sa capacité de pression sur l'impérialisme britannique se trouvait ainsi renforcée. L'accord sterling que la Grande-Bretagne conclut avec l'Egypte avait dû être « très généreux » de la part des Britanniques (comme *The Economist* s'exprima à ce sujet). L'Egypte put se permettre le luxe d'abandonner la zone sterling, et la Syrie la zone franc. Des tendances économiques générales, et les nouvelles importations faisant concurrence aux produits des nouvelles industries locales furent un élément décisif pour mettre fin au boom créé par la guerre mondiale ; mais la guerre palestinienne joua un rôle important pour

déséquilibrer les finances gouvernementales et dilapider les ressources nationales.

Les fonds de réserve du gouvernement égyptien s'élevaient à la fin de l'année fiscale 1946-47 à quelque 70 millions de livres égyptiennes. Des milieux financiers estiment les dépenses de la guerre palestinienne, payées par le fonds de réserve, à quelque 30 millions de livres. En outre, 8 millions de livres de dépenses militaires extraordinaires furent votés par le Parlement égyptien en avril 1949. Si l'on y joint les dépenses du soi-disant « plan quinquennal », soit 10 millions de livres par année, le fonds de réserve se trouve diminué des 6/7, c'est-à-dire qu'il est réduit à 10 millions de livres.

On n'a pas publié de chiffres concernant les dépenses de l'Irak pendant la guerre palestinienne, mais le déficit du budget pour 1948-49 se monte, par suite de celle-ci, à 15 millions de dinars iraki (livres sterling), alors que tout le budget ne s'élève pas à plus de 25 millions dont 10 de dépenses militaires ordinaires. La guerre provoqua en Irak une crise financière qui « menace le pays de chaos économique », comme le déclare l'*Arab News Agency*. Les réserves de la Syrie étaient déjà épuisées avant 1949. Pour l'année fiscale 1949-50, le budget syrien s'éleva à 129 millions de livres syriennes (environ 14,3 millions de livres sterling). Les dépenses militaires y étaient fixées à 39,1 millions, sans compter 15 millions pour la sécurité militaire. Après le coup d'Etat du nouveau dictateur (1), le budget militaire fut élevé à la somme fantastique de 70 millions de livres soit plus de la moitié du budget total et 65 % du budget total si l'on y inclut les dépenses pour la sécurité intérieure. Le Liban lui aussi, augmenta ses dépenses militaires de façon considérable. Mais la guerre lui imposa comme poids le plus important les frais d'entretien des réfugiés arabes de Palestine, qui absorbèrent plus de la moitié du budget libanais. Les chiffres officiels relatifs au coût de la Légion Arabe transjordanienne s'élèvent à 3,5 millions de livres sterling. On dit que ces frais seront couverts par les excédents des budgets des années à venir, ce qui paraît raisonnable, puisque l'ensemble du budget de la Trans-

jordanie, pays fort pauvre, s'élève pour cette année à 2 430 000 livres sterling !

Il va sans dire que les gouvernements arabes des pays du Moyen-Orient firent tout leur possible pour placer ces formidables dépenses sur le dos des masses qu'ils oppriment. Des impôts spéciaux sur la consommation d'une série de produits de première nécessité furent introduits dans plusieurs des pays mentionnés ci-dessus. Mais cela ne suffisait pas pour permettre aux féodaux et aux bourgeois arabes de « liquider » les résultats de leur aventure politique en Palestine ou pour guérir leurs pays respectifs des maux financiers aggravés par suite de la guerre. C'est pourquoi une nouvelle vague de prêts et d'investissements étrangers — principalement américains — a déferlé sur le Moyen-Orient, rappelant le bon vieux temps de l'expansion impérialiste dans cette partie du monde. Une mission spéciale de la part de la Banque Internationale a visité le Moyen-Orient afin de chercher des possibilités d'investissements de capital américain dans cette partie du monde. D'après les sources américaines, celle-ci est devenue avec l'Afrique, le principal marché des investissements américains.

La première place sur la liste de l'expansion impérialiste est occupée par le pétrole. La situation qui a résulté en Syrie de la guerre palestinienne a finalement convaincu les classes dominantes de ce pays qu'elles ne pouvaient subsister sans les redevances des compagnies pétrolières. Après des mois d'opposition sous forme d'obstruction parlementaire et de manifestations populaires, le nouvel accord avec la Trans Arabian Pipeline Co fut finalement ratifié en mai 1949. En outre, de nouvelles concessions pétrolières furent offertes aux compagnies américaines, tandis que des compagnies britanniques examinèrent les possibilités d'investissements dans le port de Lattaqia et les projets d'utilisation des eaux de l'Euphrate. D'autres compagnies américaines sont fiévreusement occupées à exploiter les ressources pétrolières égyptiennes sur les deux rives du golfe de Suez tandis que le capital américain ne néglige pas non plus, en même temps, les possibilités de l'industrie sidérurgique près d'Assouan et les plans de développement du Nil.

Cependant, en plus du pétrole, les

(1) Il s'agit du coup d'Etat du colonel Zaïm, depuis lors renversé à son tour. (Note du trad.).

principaux investissements d'aujourd'hui sont les prêts aux gouvernements, déguisés sous la forme d'une aide de la part de la Banque Internationale ou de la Import-Export Bank des Etats-Unis. Selon diverses sources, l'Irak aurait demandé un prêt de 48 millions de dollars ou même de 100 millions de dollars à l'International Bank. En même temps, le gouvernement de l'Irak négocie avec la Grande-Bretagne un prêt de 15 à 20 millions de livres sterling. Selon les rapports du journal égyptien *al Misri*, l'Egypte a demandé un prêt de 15 millions de livres sterling à la Banque Internationale. Israël, dont l'économie a été épuisée par la guerre et la nouvelle immigration de masse, à un degré au moins égal à celui des pays arabes, vient déjà de recevoir un prêt de 100 millions de dollars des Etats-Unis. Ainsi, la guerre palestinienne a créé l'atmosphère nécessaire pour faciliter sur place cette nouvelle vague d'impérialisme économique.

La bourgeoisie des pays arabes a en même temps perdu la plupart des gains réalisés au cours de la seconde guerre mondiale. La grande accumulation de capital provenant des dépenses militaires des Alliés durant la guerre ; l'absence de concurrence de la part de marchandises étrangères ; le déclin général de l'impérialisme britannique avaient considérablement renforcé les positions de la bourgeoisie arabe, surtout de la bourgeoisie égyptienne, dans ses rapports avec l'impérialisme et les capitaux de la Grande-Bretagne. Ce processus s'était manifesté par exemple dans la promulgation de la loi égyptienne sur les sociétés (Egyptian Company Law) qui entra en vigueur le 4 novembre 1947. D'après cette loi, au moins 40 % des directeurs de toute société par actions établie en Egypte doivent être des Egyptiens ; le nombre des employés égyptiens ne doit pas être inférieur à 75 % du personnel et leurs revenus pas infé-

rieurs à 65 % des salaires payés ; le nombre total des ouvriers égyptiens ne doit pas être inférieur à 90 % et leur rémunération pas inférieure à 80 % de la rémunération payée. Trois ans étaient laissés aux firmes pour amener le pourcentage de leurs employés et ouvriers égyptiens au niveau exigé. En plus, au moins 51 % des actions de toute nouvelle société par actions et de toute augmentation de capital devront être réservées à des Egyptiens. Mais la première épreuve de force après la guerre palestinienne montra l'incapacité de la bourgeoisie égyptienne à appliquer effectivement cette loi. Quand la Compagnie du Canal de Suez mit le gouvernement au défi d'appliquer la loi, un accord spécial fut signé entre cette compagnie et le gouvernement égyptien le 7 mars 1949, suivant lequel l'Egypte ne recevra que 5 au lieu des 11 nouveaux postes dans le Conseil d'Administration (composé de 32 administrateurs parmi lesquels il n'y avait jusqu'à maintenant que deux Egyptiens), et non pas au cours de 3 mais de 15 ans ! Le renforcement des éléments égyptiens chez les employés est mentionné en termes généraux, mais on ne donne de pourcentages fixes que pour les employés nouvellement recrutés, et ce sans indiquer un quelconque délai. L'accord ne comporte aucune clause concernant la part égyptienne dans d'éventuelles nouvelles émissions d'actions. D'autre part, M. Tuck, jadis ambassadeur des Etats-Unis en Egypte, est devenu l'an dernier membre du Conseil d'Administration de la Compagnie du Canal de Suez. Ainsi, la domination par le capital étranger des sociétés par actions égyptiennes et du Moyen-Orient en général, a été énormément renforcée au cours de l'année écoulée, et la bourgeoisie locale n'a pas été capable de faire un seul pas sérieux dans la création de la base nécessaire à une économie nationale indépendante.

LA GUERRE EN PALESTINE, CAPITAL POLITIQUE POUR L'IMPERIALISME

Tout en facilitant la nouvelle vague de pénétration économique, la guerre en Palestine a servi les puissances impérialistes également en tant que moyen de renforcement de leurs positions politiques dans le Moyen-Orient arabe. Le courant général de chauvinisme provoqué par la guerre dans tout le Moyen-Orient

a été très utile pour détourner les sentiments anti-impérialistes des masses arabes contre les minorités juives et autres de ces pays. Pendaïsons de Juifs en Irak et sentences de mort prononcées contre ceux qui s'évadaient du pays ; persécution des communautés juives de Damas et d'Alep en Syrie ; emprisonnement

de beaucoup de Juifs égyptiens dans des camps de concentration et confiscation de leur propriété, tout cela créa l'atmosphère dont l'impérialisme avait besoin pour réaliser ses plans. Alors qu'en septembre 1947, l'échec subi par l'Egypte au Conseil de Sécurité de l'O. N. U. avait provoqué de grandes manifestations de masse, auxquelles participèrent entre autres les ouvriers et les employés des arsenaux de l'Armée égyptienne, il n'y eut pas en octobre 1948, de réaction à la déclaration britannique selon laquelle « vu la situation internationale », la Grande-Bretagne n'était pas prête à retirer ses troupes d'Egypte, conformément aux promesses faites antérieurement. Au contraire, la clique féodale au pouvoir en Egypte a pu se maintenir par une dictature militaire au cours de toute cette période sans même essayer d'obtenir un soutien populaire par des promesses d'amélioration du sort des masses ou par des proclamations relatives à la « libération de l'Egypte de la domination impérialiste » — promesses faites par le parti Wafdiste qui représente plutôt la bourgeoisie — parce que l'attention des masses se trouvait constamment détournée vers des attaques terroristes contre les minorités non-égyptiennes. Dans ces conditions, le gouvernement a même pu parler de reprendre en considération le pacte Bevin-Sidqi qui, en 1946, n'avait pu être ratifié par l'Egypte devant la menace directe d'une révolution..

Mais c'est plus au sud que l'impérialisme britannique a frappé son coup principal. Sous le couvert de la guerre palestinienne, la Grande-Bretagne réalisa à une vitesse accélérée la séparation définitive du Soudan de l'Egypte et y installa une soi-disant « Assemblée Législative » composée essentiellement de chefs de tribu pro-britanniques nommés par le gouverneur britannique, Assemblée ne disposant d'ailleurs d'aucun pouvoir réel si ce n'est de se prononcer, après coup, d'accord avec toutes les décisions prises par le Gouverneur. L'Assemblée n'a même pas le droit de proposer des changements au budget annuel. L'Egypte ne fit rien quand des « élections » pour cette Assemblée furent organisées le 15 novembre 1948, ou quand l'Assemblée se réunit au début de 1949. Il n'y eut qu'une déclaration de désaccord de la part du gouvernement égyptien. Entre temps, effrayée par la possibilité d'une collaboration en-

tre le mouvement national et ouvrier anti-impérialiste au Soudan, qui se renforça énormément pendant les derniers mois, et le mouvement anti-impérialiste des travailleurs égyptiens, la bourgeoisie égyptienne s'efforça d'arriver à un accord avec la Grande-Bretagne en vue d'obtenir sa part dans l'exploitation du Soudan.

Un développement similaire eut également lieu au cours de l'année dernière en Irak. Il y a seulement 18 mois, en janvier 1948, de grandes manifestations de masses d'étudiants et de travailleurs se produisirent lors de la conclusion du traité de Portsmouth entre Bevin et le Premier Ministre irakien pro-britannique Saleh Jabr. Ce traité confirmait le droit de la Grande-Bretagne d'utiliser l'Irak comme base militaire pour protéger ses intérêts dans le Moyen-Orient. Au bout d'une semaine de manifestations, le régent fut forcé de dénoncer le traité, et une seconde semaine de violentes manifestations de masses aboutit à la démission de Saleh Jabr qui se réfugia à l'étranger. De nouvelles manifestations éclatèrent en mars 1948 contre la conclusion du Traité d'Alliance entre la Grande-Bretagne et la Transjordanie. Mais une année de guerre en Palestine a suffi pour permettre à l'impérialisme britannique de regagner toutes ses positions dominantes dans la politique irakienne. A partir d'octobre 1948, les politiciens pro-britanniques de l'Irak pénétrèrent à nouveau l'un après l'autre, dans les ministères, à commencer par Shaker al-Wadi (qui signa le Traité de Portsmouth en tant que ministre de la Défense Nationale). De nouvelles manifestations furent alors violemment réprimées. Ces événements culminèrent le 6 janvier 1949 avec la nomination de Nuri Pasha Said, l'agent par excellence de l'impérialisme britannique dans le Moyen-Orient, comme Premier Ministre de l'Irak.

Le cours des événements en Egypte et en Irak au cours de l'an dernier a démontré clairement le point auquel les classes dominantes féodales et bourgeoises du Moyen-Orient arabe sont devenues dépendantes de l'aide et du soutien impérialistes. La guerre palestinienne fut pour ces classes une preuve suffisante de la nécessité d'une alliance avec l'impérialisme. Les événements ont démontré en outre que ces classes non seulement sont devenues incapables de mener une lutte quelconque contre l'impérialisme pour l'indépendance.

de leur nation, mais encore qu'elles sont tout à fait incapables de faire ne fût-ce qu'un premier pas sur la voie de la suppression des tendances féodales particularistes qui dominent le Moyen-Orient. La Ligue Arabe, créée par l'impérialisme britannique essentiellement dans le but de coordonner et de concentrer l'attention des masses du Moyen-Orient sur le problème de la Palestine, n'a même pas été capable de coordonner les actions militaires au cours de la guerre palestinienne. A la fin des opérations militaires, chacun des fronts des pays arabes s'effondra séparément, et une profonde division se fit jour entre le bloc égyptien et le bloc hachémite (1). De plus, au cours des derniers dix-huit mois, une séparation complète entre la Syrie et le Liban fut accomplie, les frontières furent fermées et les barrières douanières érigées, le Liban restant dans la zone franc et la Syrie abandonnant celle-ci (Il faut se rappeler que, même au temps de la domination française, qui favorisa la séparation

ainsi que des querelles constantes entre ces pays, leur unité économique avait toujours été maintenue). Ajoutons-y la création du nouvel Etat-nain d'Israël pour compléter l'image de la balkanisation du Moyen-Orient. L'impérialisme a réussi à ériger de nouvelles frontières, afin d'empêcher le contact entre le mouvement ouvrier des différents pays du Moyen-Orient arabe d'une part, et afin de constituer des « blocs » séparés conformément à ses propres intérêts, d'autre part.

(A suivre)

Mai 1949.

(La seconde partie de cet article, qui paraîtra dans notre prochain numéro, étudie la situation du mouvement ouvrier dans le Moyen-Orient depuis 1948, et les problèmes nouveaux qui lui sont posés par la constitution de l'Etat d'Israël.)

(1) La famille des Hachémites est la dynastie royale de Transjordanie poursuivant comme but la constitution de la Grande Syrie. (Note du trad.)

Vient de paraître :

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

MANIFESTE, THESES, RESOLUTIONS
DU 1^{er} CONGRES DE L'I. C. (Mars 1919)

La Brochure : 80 francs.

Développement et perspectives du stalinisme chinois

Nous reproduisons ici le résumé d'un article publié par le n° 1 de la revue « Quatrième Internationale » de Hong Kong, organe du Parti Communiste Révolutionnaire, section chinoise de la IV^e Internationale. Son auteur est un des principaux dirigeants du trotskysme chinois et un des pionniers du mouvement communiste en Extrême-Orient. Bien que rédigé il y a six mois, cet article apporte sur le développement de la Chine dite communiste des révélations qui restaient inconnues en Occident.

Les victoires militaires staliniennes en Chine ont amené certains gens à penser que les pays arriérés constituent un sol fertile pour le développement du stalinisme. Cette façon de penser est empirique. Il est vrai que les pays coloniaux contiennent une majorité d'éléments petits-bourgeois et paysans, mais ce fait ne suffit nullement à assurer des succès staliniens. La petite-bourgeoisie n'est pas isolée de la société. Malgré sa majorité numérique dans certains pays, elle ne peut pas y jouer un rôle indépendant à l'époque du déclin capitaliste. Elle doit choisir sa place dans la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, aux côtés de l'un ou de l'autre. Le stalinisme chinois ne peut pas marcher à la victoire en s'appuyant seulement sur la petite-bourgeoisie, incapable de résister à la pression capitaliste. Ceci est d'autant plus vrai quand il s'agit de situations dans lesquelles le prolétariat est écrasé et le

mouvement paysan isolé. Ainsi l'insurrection paysanne de la province du Kiangsi, en 1927-37, a été défaite par le blocus capitaliste.

Le stalinisme a pu obtenir de grandes victoires en Chine parce qu'à côté de la prostration du prolétariat se produit une crise d'effondrement du capitalisme. La guerre de 1937-45 a ébranlé les bases matérielles du pouvoir capitaliste. Les masses les plus larges, même celles qui normalement soutiennent la bourgeoisie, se retournaient contre celui-ci. Ainsi fut ouverte une brèche que le stalinisme essaie de combler. Mais les mêmes conditions historiques qui favorisent la croissance du stalinisme lui créent aussi des difficultés dès que ses armées s'approchent des grandes villes. Il s'agit alors pour lui de s'allier, soit au prolétariat, soit aux capitalistes. Les faits prouvent que le stalinisme a choisi de s'allier à la bourgeoisie plutôt qu'au prolétariat.

REFORME AGRAIRE

La cause mondiale des succès militaires staliniens, c'est la réforme agraire d'octobre 1947. Pendant la guerre sino-japonaise, les staliniens abandonnèrent la réforme agraire et se bornèrent à une réduction du revenu des propriétaires fonciers. Après la guerre, le P. C. fut battu par le Kuomintang dans la lutte pour le contrôle des régions libérées. Les dirigeants staliniens eux-mêmes ad-

mettent que les paysans n'étaient pas satisfaits de leur politique réformatrice et exigeaient la terre. Dès le C. C. du 4 mai 1946, le P. C. décida de faire un tournant vers la réforme agraire, afin d'obtenir le soutien de la paysannerie dans sa guerre contre Tchang-Kai-Chek.

Les effets de cette réforme agraire dans les régions initialement tenues par les staliniens sont cependant li-

mités. Les propriétaires reçurent leur part dans la distribution des terres, et cette part fut souvent meilleure que celle qui revenait aux paysans. Les paysans riches gardèrent toute leur propriété. Même cette réforme limitée se heurta à la résistance des propriétaires fonciers qui avaient pénétré dans les rangs du P. C. chinois. La *Lettre Ouverte aux Membres du Parti* de janvier 1948, publiée par le Comité Central des régions Shansi-Shangtung-Honan déclare : « Une section des membres de notre parti, composée de propriétaires fonciers et de gros paysans, protégeant la propriété de leurs familles et relations, est visée par les présentes directives du parti ». Et le stalinien Nieh-Yung-Jin, dans son ouvrage *Rénovation de nos rangs*, admet que « ces éléments (propriétaires fonciers et paysans riches occupent pour la plupart des positions dans notre parti. » Il déclare même que « considérée à la lumière de la réforme agraire, notre politique paraît refléter les vues de propriétaires et de paysans riches. »

Ces documents décrivent par ailleurs, de façon fort concrète, l'attitude de ces propriétaires membres du P. C. chinois. Ceux-ci étaient en principe adversaires de la réforme agraire mais, quand elle se produisit, ils s'efforcèrent de tirer de celle-ci le maximum d'avantages. Ils se conduisirent « invariablement de façon très égoïste », utilisant même la force armée pour s'emparer des meilleures parcelles, du maximum de bétail, d'outils, de maisons, de vêtements, etc... Ces éléments étaient déjà devenus « un groupe s'opposant au peuple », s'opposant aux paysans pauvres et sans terre. Et le document déjà cité du C. C. continue : « Les paysans pauvres et sans terre... sont aujourd'hui dans une situation plus mauvaise que jamais, car ils n'ont pas assez de terre à cultiver, pas assez de maisons à habiter, ni suffisamment de vêtements pour se couvrir. Même dans les comités de village ils n'ont pas le droit de parler, pour ne pas dire de prendre une place dirigeante dans leurs travaux... Jadis exploités par les propriétaires fonciers, les paysans pauvres et sans terre le sont aujourd'hui par les mauvais membres du parti ».

Sous la pression de cette crise intérieure dans ses propres rangs et du tournant à gauche de la politique extérieure du Kremlin, le P. C. fit alors un nouveau tournant par la publica-

tion du « *Programme de réforme agraire* » du 10 octobre 1947. Cette fois-ci il fit appel aux masses pour achever la réforme agraire. Mais le caractère limité de cette « orientation vers les masses » n'apparaît pas seulement dans le fait que la réforme agraire conserve la liberté de vente et d'achat des terres confisquées aux propriétaires fonciers — favorisant ainsi une nouvelle concentration des terres entre les mains des paysans riches — et qu'elle permet expressément le libre transfert de capitaux vers des entreprises commerciales ou industrielles. Il apparaît encore dans le fait que la réforme elle-même allait être rapidement arrêtée dans son ensemble.

La bureaucratie se trouva en effet effrayée par les vagues montantes de la lutte des masses. « Les masses combattent automatiquement les mauvais éléments parmi les membres du parti. Dans certaines régions, des membres du parti furent arrêtés et battus par la masse », se plaint Lui-Shaw-Chi dans *Les leçons de la réforme agraire au Pingshang*. Dans un autre document important, le C. C. de la région Shansi-Hopei-Shangtung-Honan résume ainsi les conflits survenus entre les paysans et la ligne politique du P. C. : 1) Pour obtenir plus de terres, les paysans donnent de fausses indications sur l'étendue des terres des propriétaires fonciers. 2) Ils n'admettent pas que les propriétaires obtiennent après le partage plus de terres qu'eux-mêmes. 3) Ils veulent confisquer les usines et les entreprises des propriétaires et des paysans riches. Ils veulent confisquer les nouvelles propriétés des paysans riches. Ceci montre clairement le conflit entre les tendances révolutionnaires des masses qui veulent exproprier complètement les classes possédantes et la tendance bureaucratique et conservatrice du P. C. qui, en pratique, protège les positions de ces classes. La bureaucratie accuse invariablement les masses d'être « trop à gauche » ou « d'aventurisme de gauche », afin de limiter leurs mouvements qui menacent à la fois sa propre ligne et ses alliés bourgeois. Elle se trouva bientôt obligée d'arrêter les actions de masse. Le 24 août 1948, la *New China Agency* (Agence de Presse de la Chine Nouvelle) fit lire à la radio un article du *West Honan Daily News* qui annonça officiellement : il faut arrêter la réforme agraire et se contenter de réduire la rente foncière,

les impôts et les intérêts des usuriers.

Ainsi, la réforme agraire qui débuta le 4 mai 1946 dans les régions anciennement occupées par les staliniens, fut arrêtée en août 1948 dans les régions nouvellement occupées. Un document officiel du P. C. chinois du 22 février indique que dans les régions « anciennement et semi-anciennement libérées », la réforme réalisée d'après des normes différentes a abouti à constituer trois zones distinctes :

La première est celle dans laquelle seule une petite section de propriétaires et de paysans riches a acquis de plus grandes et de meilleures propriétés. Dans cette zone les paysans riches et moyens constitueraient de 50 à 80 % de la population villageoise et posséderaient en moyenne des terres d'une superficie double de celles qui sont entre les mains des paysans pauvres. La distribution des terres a été terminée dans cette zone, dit le C. C. du P. C. chinois.

La seconde zone est celle dans laquelle les paysans riches et les anciens propriétaires ont conservé relativement plus de terres que dans la zone précédemment décrite. La plupart d'entre eux, dit le C. C. du P. C. conservent de plus grandes et de meilleures propriétés que les paysans pauvres, et la même chose s'applique à la plupart des membres du parti. Les paysans pauvres et sans terre constituent de 50 à 70 % de la population du village et « pour la plupart d'entre eux, la vie n'a pas beaucoup changé ». La distribution des terres s'y est réalisée mais de façon incomplète.

Enfin, une troisième zone n'a point encore connu de distribution des terres, et les propriétaires fonciers et paysans riches y conservent la plus grande partie des terres, tandis que les paysans pauvres n'ont rien obtenu. Ceci, toujours selon les indications officielles du C. C. du P. C. chinois.

Il apparaît de toute évidence que « l'égoïsme » des propriétaires et des paysans riches, qu'ils soient membres du P. C. ou non, s'est donné libre cours dans cette réforme et que la plupart des éléments dont des terres ont été confisquées sont déjà en train de redevenir riches. Quant aux « paysans moyens » de la première zone dont parle le C. C., ils renferment beaucoup d'éléments exploités, en fait des propriétaires fonciers.

Les soi-disant « régions anciennement et semi-anciennement libérées » constituent l'ensemble des territoires situés au nord du Hoang-Ho (Fleuve Jaune). La réforme agraire y a été et continue d'y être appliquée de façon différenciée. Au sud du Fleuve Jaune, la réforme n'a pas été introduite. Nous rencontrons là à nouveau la politique typiquement stalinienne. Afin de pouvoir résister à la pression de la bourgeoisie, les staliniens sont forcés de s'appuyer sur les masses. Mais quand les soulèvements des masses risquent de provoquer des bouleversements sociaux, la bureaucratie stalinienne s'efforce de canaliser les actions de celles-ci, prend peur, fait un saut à droite, entame des pourparlers avec la bourgeoisie et ordonne un arrêt au mouvement populaire.

POLITIQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

La brèche principale dans la réforme agraire est constituée par la politique dite « de protection de l'industrie et du commerce ». Elle permet le libre transfert des capitaux des paysans riches vers des entreprises industrielles et commerciales, même dans les petites villes et villages des régions libérées. Les usines et les mines qui furent jadis nationalisées dans les régions initialement occupées sont graduellement transférées à des capitalistes privés. Lui-Ning-I indique cela clairement dans son ouvrage : *La Politique Industrielle dans les régions libérées* où il écrit : « Le gouvernement dé-

sire renforcer les différents secteurs de l'industrie lourde et légère. Il faut pour cela mobiliser tout le peuple, y compris les grands capitalistes dans les régions libérées, en utilisant toute leur force et leur pleine coopération ».

Pour contribuer au développement industriel et commercial, le P. C. chinois a proclamé une politique d'impôt qui doit stimuler l'initiative privée, au lieu de la politique d'impôt du Kuomintang qui écrase l'entrepreneur. Mais cela ne permet nullement d'achever le miracle d'une constitution rapide d'une industrie lourde dans d'immenses régions agri-

coles arriérées. Les entreprises commerciales et industrielles dans cette zone sont pour la plupart artisanales. Il existe à peine quelques éléments d'outillage lourd. La composition organique du capital dans l'industrie est donc très basse. Or, la propagande du P. C. chinois indique que la tâche principale dans le domaine de l'industrie et du commerce, c'est « de développer les forces productives, de réduire le coût de production », (ouvrage de Lui-Ning-I précité). Plus la composition organique est basse, et plus la part du capital variable, c'est-à-dire des salaires, dans la détermination du coût de production est grande. La politique industrielle et commerciale du P. C. chinois aboutit par conséquent en premier lieu à la réduction des salaires réels, à la prolongation de la journée de travail et à la surexploitation de la force de travail, par la méthode cruelle bien connue du travail aux pièces.

Le P. C. chinois a introduit ces méthodes d'exploitation dans toutes les régions libérées. Voici les faits réels concernant la « politique des salaires » tant vantée. Les documents du P. C. chinois parlent ouvertement de « salaires trop élevés », la journée de travail a été prolongée jusqu'à 10 et même 12 heures par jour. Quant au système du travail aux pié-

ces, il a non seulement été introduit, les staliniens l'ont encore justifié en théorie. Ils expliquent que « dans le système du paiement aux pièces, les ouvriers obtiennent des salaires plus élevés s'ils augmentent la production, ils augmenteront donc la production pour obtenir des salaires plus élevés : cette conception de rétribution de la main-d'œuvre est très raisonnable et progressive (Chang Per-La, *La politique de la main-d'œuvre et des impôts en vue du développement industriel* »).

Quand l'armée du P. C. chinois est entrée dans les grandes villes, elle a protégé toutes les entreprises privées, qu'elles soient chinoises ou étrangères. Seul l'ancien « capital bureaucratique », c'est-à-dire les entreprises contrôlées directement par le gouvernement du Kuomintang, furent touchées ; et même s'il y avait des capitalistes privés ayant des actions dans ces « entreprises bureaucratiques », leurs parts furent laissées intactes. Ainsi, la politique stalinienne dans les villes prolonge la politique stalinienne à la campagne. Et de même que les staliniens, face à la pression de la bourgeoisie nationale, sacrifient les intérêts des ouvriers et des paysans pauvres, de même ils prendront des mesures du même ordre face à une pression de l'impérialisme.

TRANSFERT DU POUVOIR

Après avoir examiné les données économiques, passons maintenant à la situation politique. Avant la réforme agraire dans les régions initialement occupées, le pouvoir avait déjà glissé entre les mains des paysans riches et des propriétaires, sans que les paysans pauvres ou sans terre aient eu leur mot à dire dans le parti ou disposent d'une organisation propre. Après avoir introduit la réforme agraire, le P. C. chinois commença à former des *comités de paysans pauvres* afin de mobiliser le soutien des masses pour sa politique. Ces comités unifièrent les pauvres à la campagne et accélérèrent la réalisation de la réforme agraire. Des comités de paysans pauvres résulta le *Congrès des délégations paysannes*. Au moment de leur constitution, les comités de paysans pauvres remplissaient déjà de véritables fonctions de *soviets paysans* : c'est eux qui confisquèrent les terres des proprié-

res fonciers et partagèrent les impôts et autres services imposés aux familles du village.

Les *Congrès des délégations paysannes* remplacèrent les comités de paysans pauvres par des *comités de paysans*, dans lesquels faisaient également partie les éléments cossus et exploités. En fait, les documents du P. C. chinois se plaignent de ce que « certains de ces comités paysans ne comprennent même pas les paysans moyens enrichis ». Il faut savoir que le P. C. juge la nature sociale des différentes couches paysannes d'une façon qui n'est pas scientifique et considère souvent les paysans riches comme des « paysans moyens ». En outre, les membres du parti constituent toujours des éléments riches et même souvent des exploités. Cela explique les plaintes continuelles de la bureaucratie concernant les paysans pauvres et sans terre « voulant toujours tout contrô-

ler » ou « violant la propriété des paysans moyens enrichis ».

La bureaucratie insista particulièrement sur le fait que, dès l'exécution de la réforme agraire, les *comités de paysans pauvres* devaient être dissous ; il ne devait subsister rien d'autre qu'une « commission de paysans pauvres » au sein des comités paysans. A leur tour, les *comités paysans* ne furent établis que pour exercer certaines fonctions économiques ; la bureaucratie fit tout son possible pour leur barrer la voie vers un pouvoir politique quelconque. Ce pouvoir devait passer du Congrès des délégations paysannes au *Congrès de village des délégués du peuple* qui devait créer l'autorité politique au village. Il est expressément dit que ce *Congrès de village des délégués du peuple* doit « comporter la participation de toutes les classes démocratiques, y compris les ouvriers, les paysans, les artisans, les professions libres, les intellectuels, les entrepreneurs et les propriétaires fonciers éclairés » (Discours de Mao-Tse-Tung au Congrès du P. C. de la région Shansi-Shuiyun). C'est donc clairement une organisation du pouvoir basée sur la *collaboration de classes* qui remplace le pouvoir des paysans pauvres.

Les chefs de « l'armée de libération » ont fait preuve du même esprit conservateur et réactionnaire quand ils sont entrés dans les grandes villes. Tâchant de se concilier pacifiquement des fractions de l'ancien gouvernement du Kuomintang, les bureaucrates stalinien considèrent comme modèle de transmission du pouvoir la « paix de Pékin ». Ils montrent ainsi à la bourgeoisie que ce qui leur importe, c'est seulement de gagner la collaboration de l'ancien Kuomintang bourgeois, et non pas celle de la classe ouvrière qui détruirait la structure étatique bourgeoise dans les villes. Le P. C. chinois a également maintenu dans les villes les forces de répression présentes, y compris l'odieux principe de la responsabilité collective (1). Il a aboli le droit de grève et instauré l'arbitrage obligatoire. De même que le pouvoir des paysans pauvres fut détruit au profit de la collaboration de classe, de même les premiers efforts des travailleurs pour créer une organisation indépendante dans les

villes furent étouffés par la bureaucratie.

Dans la tradition du mouvement ouvrier, le syndicat est une organisation qui sert au prolétariat d'école de la lutte de classe. Les stalinien chinois ont changé cette formule. Pour eux, le syndicat est devenu une « école de production qui encourage les caractères productifs et positifs » du prolétariat. Accomplir la fonction de défense des intérêts ouvriers c'est de « l'aventurisme gauchiste ».

Dans les entreprises privées, les capitalistes ont conservé un pouvoir de direction illimité. Dans les usines nationalisées — l'ancien capital « bureaucratique » — le pouvoir doit être placé entre les mains d'un *comité de contrôle* dont le président est le directeur de l'entreprise, et qui comprend les représentants des anciens propriétaires, les représentants du personnel de maîtrise et les représentants des travailleurs. Mais ces derniers n'ont que des droits *consultatifs*, le droit de décision restant en dernière instance au directeur. Le résultat de cette politique anti-ouvrière, c'est ce que le *North East Daily News* a dû récemment admettre, à savoir que « les membres du parti travaillant à l'entreprise manquent de compréhension en face du point de vue des masses, considèrent que le directeur doit prendre la responsabilité de toute décision importante sans demander l'opinion du parti et du syndicat, et sont d'avis que le *comité de contrôle* est superflu et que les syndicats sont seulement des trouble-fête ». Et ce journal continue : « Il ne sera pas possible de maintenir plus longtemps l'attitude positive des travailleurs si nous ne les protégeons pas par des méthodes de direction démocratique. Dans les *comités de contrôle* il faut englober, outre le directeur, les ingénieurs et les représentants du personnel de maîtrise, une majorité d'ouvriers. Ces ouvriers doivent être élus par les syndicats ou par le Congrès de délégués ouvriers » (*New China News Agency* du 16 mars 49 transmettant, de Moukden, un article du *North East Daily News* : « La démocratisation de la direction des entreprises est une mesure importante pour relever la production »).

Cette citation indique que les *comités de contrôle* dans les entreprises nationalisées ne sont même pas encore partout établis dans les vieilles régions initialement occupées par les stalinien. Là où ils existent, ce

(1) Si la police ne trouve pas un « malfaiteur », elle peut arrêter comme otage un membre de sa famille.

sont des organismes purement administratifs séparés de la classe ouvrière, devenus en fait des organes dictatoriaux aux ordres des directeurs.

Même quand ils sont également établis, les *Congrès de délégués ouvriers* ne sont que des organes consultatifs à côté des syndicats.

CARACTERE DU « POUVOIR POPULAIRE »

Toute l'analyse précédente nous donne des indications importantes quant au caractère du soi-disant « pouvoir populaire » du P. C. chinois et à son développement ultérieur. Le passage des armées de la campagne aux villes industrielles a fait graduellement passer le P. C. chinois d'un pouvoir régional instable avec une base agricole isolée, à un pouvoir aux fondations économiques citadines relativement stables. Cette transformation a été accompagnée du passage à la politique de collaboration de classe. Plus le P. C. chinois passe vers un pouvoir national, et plus il s'éloigne des ouvriers et paysans pauvres, et plus il est soumis à la pression de la bourgeoisie. Mao-Tse-Tung prétend que son pouvoir sera « la dictature démocratique populaire dirigée par le prolétariat allié à la paysannerie ». Mais quand il explique quelles classes constituent la base de ce pouvoir, il dit franchement que le cadre du pouvoir inclut « les ouvriers, les paysans, les artisans indépendants, les professions libérales, les intellectuels, les capitalistes « libres » et les propriétaires fonciers « éclairés » qui se sont séparés de leur classe. » Nous,

marxistes, ne nous laisserons pas tromper par cette formule ; nous comprenons qu'elle n'est qu'un enjolivement du pouvoir bourgeois.

Aujourd'hui, quand les armées du P. C. chinois conquièrent les grandes villes, ce pouvoir est encore en voie de croissance et de transmission de la campagne à la ville. Les victoires du P. C. n'auraient pu être remportées sans le soutien armé de la paysannerie, produit d'un compromis entre ces armées et la bourgeoisie. Mais par l'attitude conservatrice du P. C. envers la classe ouvrière et la paysannerie pauvre et par sa peur des actions de masse, nous pouvons reconnaître que le P. C. est en marche vers la dictature militaire. Presque toutes les villes sont placées sous un contrôle militaire direct. Dans la mesure où la bureaucratie se débarrasse des organismes de masse, elle ne peut plus s'appuyer directement que sur les armées, la police et les agents secrets. Bien sûr, ce processus est seulement en cours et loin d'être accompli. Il y a là une étape préliminaire d'un développement qu'on peut cependant déjà esquisser.

PERSPECTIVES DU STALINISME CHINOIS

Le développement du mouvement chinois aura de nombreux résultats importants :

1. — A la campagne :

a) Dans les régions « anciennement et semi-anciennement libérées », alors que la réforme agraire a été réalisée ou est en voie d'accomplissement, les nouveaux paysans riches et les propriétaires fonciers, parmi lesquels surtout les membres du parti ont gagné de nombreux privilèges, constituent les éléments principaux dans les *Congrès de village de délégués du peuple*, alors que les *comités paysans* où ils ont également la première voix, sont subordonnés aux « gouvernements de coalition » à l'échelle du village.

Contre le pouvoir exercé par les membres locaux du parti et les paysans riches, produits de la nouvelle différenciation de classe, les éternelles victimes que sont les paysans pauvres et sans terre, exprimeront leur mécontentement et leur indignation.

b) Dans les régions « nouvellement libérées », la réforme agraire a été arrêtée. Les anciens paysans riches et les propriétaires fonciers sont considérés comme les éléments principaux pour la formation du « gouvernement de coalition ». Les paysans pauvres et sans terre, n'ayant pu satisfaire leurs besoins, continueront la lutte de classe comme auparavant, introduisant une

friction à l'intérieur même du mouvement stalinien.

2. — Dans les villes.

Ces différenciations et ces contradictions provoquent la formation de nombreuses tendances opposées dans le mouvement stalinien, mais celles-ci ont encore un caractère régional, isolé, individuel et le plus souvent paysan, et sont incapables de se constituer en formations politiques. Elles sont condamnées et écrasées dans l'œuf sous la désignation d' « aventurisme gauchiste » et de « trotskysme ». Avec l'entrée des armées staliniennes dans les grandes villes, un nombre élevé d'ouvriers entrera dans le P. C. chinois mais la politique anti-ouvrière de la bureaucratie provoquera le mécontentement dans le prolétariat. La résistance de celui-ci accélérera la lutte de classe dans les rangs des staliniens eux-mêmes. Les éléments ouvriers éduqués dans le P. C. se réveilleront alors et constitueront des groupes politiques d'opposition. Ce sera le début de l'effondrement du stalinisme en Chine.

3. — Sur le plan national :

Le P. C. chinois marche vers le pouvoir sur la base d'une politique de collaboration de classe. Il gagnera le pouvoir par le maintien de l'ancienne base sociale de la Chine et se trouvera face à face avec toutes les anciennes difficultés. Pour les résoudre, aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique, la bureaucratie ne pourra pas

se contenter de petites réformes partielles (comme le sacrifice du « capital bureaucratique » et d'une partie des intérêts des propriétaires fonciers). Elle ne recevra pas non plus une aide suffisante du Kremlin. La réputation du Kremlin est déjà faite dans l'esprit du peuple chinois : il ne fait que demander des services à la Chine sans rien lui rendre. La seule voie qui restera ouverte pour le P. C. chinois sera l'utilisation de la bourgeoisie nationale comme pont pour implorer l'aide de l'impérialisme. Tout en étant moins capable que Tito de résister à la pression impérialiste, Mao-Tse-Tun entrera encore plus vite que lui en conflit avec « l'internationalisme » (en fait : le nationalisme grand russe) de Staline.

La crise fatale vers laquelle évolue le stalinisme chinois se fera au profit de la section chinoise de la IV^e Internationale. Elle créera en même temps une large et favorable base historique pour le développement des forces révolutionnaires du prolétariat et de la paysannerie, forces que seul le Parti Communiste Révolutionnaire arrivera à unifier. Sa tâche principale, c'est de lutter dès maintenant et à l'avenir, aux côtés des paysans pauvres et sans terre à la campagne, aux côtés des travailleurs dans les villes, contre l'impérialisme, la bourgeoisie et leur client, la bureaucratie stalinienne. Il préparera toutes les conditions pour être prêt à entrer demain sur le champ de bataille que l'histoire est en train de lui préparer.

15 avril 1949.

La trahison stalinienne en Grèce

L'article suivant a été publié dans l'organe clandestin du Parti Communiste Internationaliste (section grecque de la IV^e Internationale) Lutte Ouvrière, de juillet 1949, sous le titre « La situation présente et nos tâches ». Les événements ont confirmé depuis lors la dislocation du mouvement des partisans que la direction stalinienne a conduit à la défaite. Le Kremlin n'avait jamais envisagé la victoire en Grèce. Depuis la guerre, il considérait ce pays comme entrant dans la zone d'influence anglo-saxonne, et il a utilisé le mouvement révolutionnaire grec simplement comme de la monnaie d'échange dans ses tractations avec l'impérialisme. Cette politique cynique arriva à son apogée avec l'affaire yougoslave.

Pour mieux lutter contre Tito, le mouvement des partisans grecs fut décapité de Markos et détourné de sa lutte contre Athènes. Il fut ainsi disloqué et démoralisé de l'intérieur, au moment même où la réaction grecque, activement aidée par l'impérialisme yankee, redoublait de violence dans son offensive contre les masses et contre les partisans.

Staline a trahi en Grèce sur toute la ligne. C'est aussi la conclusion à laquelle arrivent aujourd'hui les dirigeants du Parti Communiste Yougoslave. Dans deux articles publiés par Borba (9 et 12 septembre), le général Voutchkovitch d'une part, et le général Tempo de l'autre, ont formulé des accusations précises sur la trahison du Kremlin et du Parti Communiste Grec. Le premier montre que, dans les dernières batailles de Vitsi et de Grammos, les partisans grecs adoptèrent exclusivement une tactique défensive qui accéléra leur défaite. Voutchkovitch en conclut que le Kremlin et Zachariadès, intéressés beaucoup plus à la lutte contre Belgrade que contre Athènes, étaient en train de liquider sciemment « la lutte de libération populaire en Grèce en en rejetant la responsabilité sur la Yougoslavie ». L'article de Tempo s'occupe de l'ensemble de la politique stalinienne en Grèce depuis la guerre. Il rejoint en grande partie la critique des trotskystes grecs et de la IV^e Internationale. Tempo arrive à la conclusion que le Kremlin et le P. C. grec, sciemment, parce qu'ils considéraient que la Grèce appartenait à la zone d'influence anglo-saxonne, n'ont jamais voulu pousser la lutte jusqu'à la prise du pouvoir, et se sont maintenus dans le cadre de la collaboration avec la bourgeoisie et des moyens parlementaires de pénétration dans l'Etat. « Nous nous trouvons, a dit Zachariadès au Plénum du Comité Central du P. C. grec en juillet 1945, sur un des points stratégiques des plus sensibles et des plus importants, sur une des artères de communication de l'Empire britannique des plus vitales. Tant qu'existe l'Empire britannique cette artère doit exister et l'Angleterre fera tout ce qui est en son pouvoir pour la garder. »

« Le mouvement de libération a engagé dès le premier jour des efforts sincères en vue de réaliser l'accord et la collaboration avec l'Angleterre et de l'aider à surmonter les grandes difficultés, la crise qu'elle traverse en Méditerranée » (Cité par Tempo).

Déjà pendant l'occupation, les deux leaders du P. C. grec à cette époque Santos et Yoannidès déclaraient aux Yougoslaves : « La question de la lutte pour le pouvoir démocratique et populaire sera posée après la libération du pays. Si nous agissions autrement, nous donnerions à la bourgeoisie réactionnaire des arguments puissants, en prouvant de la sorte que le mouvement de libération nationale lutte en réalité pour le pouvoir et non pour la libération du pays. » (Cité par Tempo).

Au moment où le Kremlin négocie à l'O. N. U. avec les impérialistes la fin de la lutte en Grèce, il est nécessaire que le prolétariat international voit clair dans ce qui est advenu, depuis 10 ans déjà, sous la direction stalinienne, du mouvement ouvrier d'un petit pays qui n'a épargné aucun sacrifice pour vaincre.

La récente décision de mettre bas les armes est venue confirmer la critique de toute la politique du P. C. grec et du Kominform qui ont utilisé l'héroïsme des masses pour les besoins diplomatiques du Kremlin et qui, aujourd'hui, tout en battant monnaie de ces sacrifices, abandonnent les partisans à la répression et essayent de détourner leur colère contre la Yougoslavie. Le présent texte est un bilan sévère de la trahison des masses grecques.

AVANT de procéder à l'analyse de la situation politique dans notre pays, de ses tendances et des tâches qui en découlent pour le prolétariat et son avant-garde, il faut résumer brièvement son évolution au cours des dernières années de la guerre impérialiste et après la « libération », évolution sanglante dont tous les travailleurs, tous les opprimés et en particulier tous les prolétaires et tous les membres du P. C. grec devraient tirer des enseignements précieux. L'expérience d'hier nous aidera à mieux comprendre le présent et à envisager l'avenir d'une façon créatrice.

1. — Pendant l'occupation impérialiste, les larges masses prolétariennes, paysannes et petites bourgeoises, traquées et réduites à la misère, mais animées d'une magnifique ardeur pour se libérer de toute exploitation et oppression (de la part de l'Axe, ou de la bourgeoisie grecque) et pour effectuer une transformation sociale basée sur les intérêts et l'activité créatrice de la majorité opprimée et exploitée de la population, se groupèrent autour du P. C. grec et de l'E. A. M. Désertant en masse les partis politiques bourgeois, elles isolèrent complètement les rares fidèles de la dictature et, après l'écrasement de la domination de l'Axe, remirent dans les villes et dans les villages, tout le pouvoir aux organisations qui, selon elles, luttaient pour les intérêts du peuple opprimé.

2. — A ce mouvement à gauche des masses populaires révoltées correspondait une orientation idéologique et politique de plus en plus droitière du P. C. (axe central de l'E. A. M. et fidèle agent de la bureaucratie soviétique) ; sa clique dirigeante non seulement ne dissipa pas les illusions des masses et ne développa pas leur conscience de classe et leur initiative, au contraire elle cultiva le nationalisme et les plus mortelles illusions sur le caractère « libérateur » de la guerre des « démocraties », ainsi que la nécessité de la collaboration des classes et de « l'Union nationale » avec les partis de la bourgeoisie, pour accéder, par une « voie pacifique », après la guerre, à un régime « populaire » et « socialiste ». Cette direction freina par tous les moyens l'initiative des masses (qu'elle réduisait au rôle de simples marionnettes) et réprima sauvagement tout opinion contraire, toute critique et toute trace de démocratie dans ses rangs.

Rien ne saurait démontrer avec plus de clarté que le P. C. grec (en dépit de sa provenance plébéienne, de ses aspirations à gauche et de l'héroïsme incontestable de la plus grande partie de sa base) n'est pas un parti prolétarien révolutionnaire, mais un appareil

exclusivement bureaucratique au service de la bureaucratie soviétique, ayant une base et une influence de masse. Rien ne saurait d'autre part mieux dévoiler son opposition profonde à la révolution socialiste par les masses et pour les masses, qui abolira toute forme d'oppression et d'exploitation sociale à leurs dépens.

3. — Alors que les masses radicalisées, poussées par la logique de leurs intérêts anti-capitalistes et anti-impérialistes, donnaient tout le pouvoir au P. C. grec (en qui elles croyaient aveuglément et qu'elles suivaient avec fanatisme), celui-ci obéissant aux ordres de la bureaucratie soviétique, fidèle aux intérêts de celle-ci, cherchait à partager le pouvoir — en parent pauvre — avec les partis bourgeois hais et dépourvus de toute influence (Liban Gazerte, etc.). Ces partis guidés par leurs propres intérêts de classe, s'apprêtaient, avec l'aide de leurs alliés impérialistes à concentrer tout le pouvoir entre leurs mains, à écraser le mouvement des masses groupées autour du P. C. grec et de l'E. A. M., à le désarmer et à soumettre celles-ci au régime de la violence et de l'exploitation capitaliste.

4. — Les masses se trouvèrent en décembre 1944 désarmées idéologiquement, confuses politiquement, sans orientation révolutionnaire, sans initiative, sans démocratie intérieure, leur instinct de classe obscurci par leur foi aveugle dans le P. C. grec et l'U. R. S. S.

Le moment était venu pour l'impérialisme et la réaction capitaliste indigène de les frapper. Décembre 1944 fut incontestablement le conflit le plus sanglant qu'ait connu le pays à notre époque, conflit provoqué par l'offensive de la réaction capitaliste et non par l'initiative révolutionnaire des masses. L'offensive de la réaction indigène et l'intervention de l'impérialisme étranger, la résistance héroïque des masses, la trahison de la direction stalinienne, l'assassinat des révolutionnaires par les staliens, le choc sanglant des antagonismes sociaux, la rencontre des influences antagonistes Angleterre-U. R. S. S., et la première grande victoire de l'impérialisme indigène et étranger — en tout cela se résume décembre 1944. Ce n'est pas tant l'intervention impérialiste que la politique stalinienne qui donna la victoire à la réaction bourgeoise. Et non seulement la politique stalinienne qui précéda Décembre, mais celle de Décembre. Car, tandis qu'au cours du dimanche sanglant (3 décembre) les mitrailleuses de Papandreou, place de la Constitution, balayaient automatiquement (par les cadavres des manifestants qui jonchèrent le sol) toutes les illusions des masses, tandis que

celles-ci désarmées, saignées, mais révoltées et toutes puissantes, brisaient les cordons des policiers, obligeant ceux-ci à se réfugier et à se barricader dans les postes de police, tandis qu'elles étaient maîtresses de toutes les rues centrales et du centre de la ville, tandis que s'allumaient en un clin d'œil dans Athènes et ses faubourgs la haine de classe et le désir de vengeance, tandis qu'une angoisse mortelle étreignait la classe dominante, son gouvernement et ses alliés impérialistes impuissants à lui porter secours, quand existaient toutes les conditions objectives favorables au renversement du pouvoir capitaliste, la direction stalinienne **ne voulut pas** le prendre en s'appuyant sur les masses révoltées et victorieuses. Et cela ni le dimanche, ni dans les jours suivants. Au lieu d'armer et de mobiliser les larges masses pour une vaste offensive générale contre le centre d'Athènes, où battait au ralenti le cœur du monstre capitaliste, elle s'est bornée à quelques escarmouches à la périphérie, en utilisant uniquement les formations organisées de l'E. L. A. S. En lançant les mots d'ordre conciliateurs (« gouvernement démocratique », prises de contacts avec les bourreaux impérialistes en vue d'une solution de la crise, etc.), elle se préparait déjà à trahir.

La réaction capitaliste réussit ainsi à gagner un temps précieux, l'impérialisme britannique put mobiliser des forces pour se porter à son secours, et la bureaucratie stalinienne, trahissant une fois de plus, livra le pays tout entier, ses propres masses et 80.000 soldats de l'E. L. A. S. à la merci de la réaction déchaînée.

5. — Mais si la réaction capitaliste remporta une importante victoire et déchaîna une terreur sans nom dans les villes et, bien davantage encore, dans les campagnes, elle ne put ni mater ni gagner les masses. En 1945 et en 1946, le mouvement syndical présentait une montée importante. Les bonzes, agents de la réaction capitalistes s'y trouvaient complètement isolés ; des grèves éclataient l'une après l'autre. Sur le terrain politique, les masses restaient groupées autour du P. C. grec et de l'E. A. M., et Athènes n'avait jamais connu de manifestations aussi monstres avec des centaines de milliers de travailleurs, comme celle du Stade et en particulier celle de Panathénaique.

Cependant la bureaucratie politique et syndicale stalinienne soutenait en théorie la possibilité d'un cours pacifique, d'une évolution démocratique « normale » du régime capitaliste vers un régime « populaire » et « socialiste » (décisions du 7^e Congrès). Sur le plan de la lutte politique et syndicale, elle faisait tout ce qui était en son pouvoir pour miner la combativité des masses : étranglement, suppression de la démocratie dans les syndicats, absence de coordination et de généralisation des grèves, abandon des revendications économiques et syndicales,

longs pourparlers stériles pendant plusieurs mois avec les bonzes syndicaux traitres, création d'illusions en ce qui concerne les tendances démocratiques des Alliés, propositions de collaboration aux libéraux, « Front Démocratique », soutien du gouvernement Sophoulis, etc., etc.

Ainsi furent étouffées la conscience et l'énergie de classe des masses. Leur ardeur révolutionnaire s'épuisait en luttes parlementaires illusoire et sans résultat. La réaction capitaliste marqua de nouveaux points : dislocation du mouvement syndical ; élections du 31 mars 1946 ; plébiscite en faveur du rétablissement du roi, etc.

6. — La sauvagerie de la répression sanglante exercée par l'appareil d'Etat et par les bandes paragouvernementales contre les partisans du P. C. grec, de l'E. A. M. et de l'E. L. A. S. conduisit à la formation en 1946 d'un nouveau mouvement de partisans. Ce mouvement n'était pas l'apogée normale de la lutte de classe dans les campagnes, mais le résultat, d'une part, de la terreur sans nom exercée par la réaction capitaliste ascendante et, d'autre part, une lutte désespérée de militants des campagnes pour leur propre conservation.

L'extension du mouvement des partisans à une échelle englobant le pays tout entier et son renforcement en 1947-1948 s'expliquèrent par l'intensité et la rage de la répression et par la volonté des militants traqués de défendre leur vie les armes à la main ; ils ne coïncidèrent ni avec un soulèvement agraire général dans les villages (où la réaction s'étendait de plus en plus) ni avec une montée du mouvement ouvrier dans les villes (qui, au contraire, marquait un fléchissement de plus en plus profond et passait par une période de chute et de marasme, non pas tant en raison de la terreur policière et de la suppression des quelques libertés syndicales qui restaient, qu'à cause de sa désarticulation provoquée par la politique stalinienne et le découragement des masses ouvrières, à la suite de grèves sans cohésion et sans résultats, bureaucratiquement dirigées par les staliens).

Spontané à ses débuts, le mouvement défensif armé des partisans jouissait des sympathies des larges masses opprimées des villes et surtout des campagnes. Mais lorsque plus tard la bureaucratie stalinienne s'en empara, l'encadra et le dirigea, il en résulta, comme il fallait s'y attendre, une dégénérescence idéologique, politique et bureaucratique croissante de ce mouvement et son isolement complet des masses.

Ainsi la guerre des partisans prit une forme d'une guerre d'embuscades et d'usure, avec des méthodes de lutte bourgeoises et petites-bourgeoises (terrorisme individuel, mobilisation forcée, destruction d'installations techniques et de moyens de production au delà des besoins de la guerre, etc.). Sans régime de démocratie intérieure, sans orientation révolutionnaire, les staliens se dé-

s'intéressaient complètement d'un soulèvement agraire général et considéraient les campagnes et les villages comme des sources de recrutement forcé en hommes et en matériel. D'autre part, la bureaucratie stalinienne ne fit non seulement aucune tentative de réorganisation du mouvement ouvrier dans les villes sur la base de luttes pour les revendications immédiates politiques et syndicales des travailleurs (qui, affaiblissant le front intérieur de la bourgeoisie, auraient constitué l'aide la plus efficace aux partisans) mais elle l'abandonna complètement. La guerre des partisans était promue au rang de mouvement autonome visant, paraît-il, à la prise du pouvoir, et les ouvriers et leur avant-garde devaient le renforcer en quittant les villes et en gagnant les montagnes, les maquis. Poursuivant cette orientation fidèlement aux ordres du Kremlin, la direction du maquis se proclama « Gouvernement démocratique provisoire » du peuple. Cependant, ce gouvernement ne fut officiellement reconnu ni par les « démocraties populaires » balkaniques, ni par l'U. R. S. S., et ne fut même pas soutenu efficacement alors, qu'au contraire, l'impérialisme américaine soutenait et équipait très effectivement le gouvernement capitaliste d'Athènes (aide financière, matériel de guerre et toutes sortes de missions militaires, etc.).

Bien entendu, cette politique vouait par avance la guerre des partisans à la dégénérescence et à la défaite. Notre parti avait d'ailleurs, dès octobre 1946, prévu cette évolution. « L'activité des partisans ne saurait à elle seule repousser l'offensive capitaliste. Livré à lui-même, à ses seules forces, le nouveau mouvement des partisans doit fatalement succomber. » (Voir brochure : Conférences-Discussions du Parti Communiste Internationaliste de Grèce et du P. C. grec, page 18).

7. — A la lumière de ces événements on peut voir clairement le rôle sinistre joué non seulement par l'impérialisme mais aussi par la bureaucratie soviétique à l'égard du mouvement libérateur du prolétariat et des masses opprimées. Rôle contre-révolutionnaire des deux côtés. Il est enfin temps que tout travailleur, et surtout les militants du P. C. grec, se débarrassent des illusions mortelles qui leur ont fait croire à la soi-disant sympathie et au soi-disant soutien accordés par le Kremlin au mouvement anti-impérialiste et anti-capitaliste des masses (mythe habilement créé par la clique bureaucratique du P. C. grec). Si le capitalisme a ouvertement et sans feinte combattu les armes à la main le mouvement des masses populaires grecques, la bureaucratie soviétique a trahi celui-ci sournoisement, l'a frappé, l'a poignardé dans le dos : D'abord quand Staline, avec les deux autres « Grands » à Téhéran, décidait que la Grèce ferait partie de la sphère d'action militaire britannique et par conséquent de la sphère d'influence

britannique. Puis une deuxième fois, quand les délégués du Kremlin proposèrent et imposèrent au P. C. grec la politique « d'Union Nationale » et du « Gouvernement National » (Liban, etc.) et couvrirent de fleurs la guerre « libératrice » et le rôle des « alliés » impérialistes. En troisième lieu, quand, en décembre 1944, le Kremlin ne préféra pas même une parole de sympathie, ni ne fit un geste de solidarité à l'égard des masses populaires qui luttaient héroïquement contre l'offensive impérialiste (tandis que l'impérialisme britannique s'empressait de montrer de façon éclatante sa solidarité de classe à l'égard de la bourgeoisie grecque). Une quatrième fois, lorsque le fameux « gouvernement démocratique provisoire » (lui aussi une marionnette de la bureaucratie soviétique) qui, dans les montagnes, prétendait représenter la « Grèce libre » et le peuple opprimé de tout le pays, ne fut même pas reconnu directement ou indirectement, ni soutenu efficacement, mais complètement abandonné à lui-même (dans ce cas aussi l'impérialisme américain montra pleinement sa solidarité de classe).

Tout cela prouve d'une façon irréfutable que la bureaucratie soviétique a purement et simplement utilisé et exploité les masses populaires grecques, leurs luttes, leurs aspirations, leur sang, pour réaliser ses propres buts de caste privilégiée de la société « soviétique », buts étrangers et opposés aux intérêts véritables du prolétariat soviétique et du prolétariat mondial (du prolétariat grec aussi bien entendu).

En réalité, dans leur lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste pour la révolution socialiste et leur émancipation sociale, les masses populaires grecques n'ont aucun Etat à leurs côtés ; elles ont pour elles (et cela importe avant tout) la solidarité de classe des masses opprimées du monde entier.

8. — L'analyse que nous venons de faire de la politique stalinienne si funeste au mouvement de masses ne comporte pas la moindre exagération d'une « critique d'opposition ». Il s'agit purement et simplement d'événements vécus dans leur réalité sanglante, avec leurs angoisses, leurs espoirs, leurs désillusions, par tous les travailleurs et tous les opprimés, surtout par les militants ouvriers du P. C., de l'E. A. M., de l'E. L. A. S. et du mouvement actuel des partisans. Mais la bureaucratie est capable de toutes les falsifications, de toutes les déformations de l'histoire. Nous nous bornerons donc à un petit nombre (nous pourrions en citer des milliers) de passages caractéristiques tirés de Rizospastis (1) et surtout des articles de Karagiorgis, « Autour de Décembre » :

« M. Churchill... sait que toute la Grèce, sauf le petit secteur de Zervas ainsi que la capitale étaient entre les

(1) Organe central du P. C. Grec.

maîns de l'E. A. M. qui, cependant, n'a pas pris le pouvoir. » (**Rizospastis** de Trikala, 21 janvier 1945.)

« L'E. A. M. a toujours préconisé une **solution démocratique normale** et c'est en vue de cette solution qu'il s'est rendu au Liban et qu'il est entré dans le Gouvernement National, sacrifiant ainsi des positions importantes et des droits acquis. (K. Karagiorgis, **Autour de décembre**, page 10.)

« La Charte historique de l'Atlantique garantit aux peuples libérés de l'Europe le droit et la liberté de résoudre eux-mêmes la question de leur organisation « étatique ». Quand ils jugeront que la situation est suffisamment mûre, les réactionnaires grecs feront appel à leurs alliés étrangers et principalement aux Britanniques pour occuper le pays et rétablir l'ordre. Ils croient que nos grands alliés britanniques s'empresseront de répondre à leur appel. » (**Rizospastis**, 18 novembre 1944.) « Nous espérons que les gouvernements alliés, et avec eux le gouvernement britannique responsable **désapprouveront** les tristes agissements de MM. Leaper et Scoby. » (**Rizospastis**, 4 décembre 1944.) « Mais enfin que veut de nous les Anglais ? » (Insondable mystère pour Karagiorgis).

« Il est arrivé... ce fait étonnant, ce fait incroyable, qu'une guerre non-déclarée mais effective existe entre le grand empire britannique et le petit peuple grec... A nos côtés se trouve... le grand pays anglo-saxon, l'Amérique. » (**Rizospastis**, 17 décembre 1944.) « C'est ainsi, messieurs les ministres, que nous envisageons le problème de la pacification du pays et du rétablissement des libertés populaires. Nous déclarons une fois de plus que nous sommes prêts à contribuer à la réalisation de ce but, condition préalable indispensable pour que le pays entre dans la voie de l'évolution démocratique normale, de la reconstruction et de la prospérité. » (G. Siantos. — **Rizospastis**, Trikalon, 8 février 1945.) « L'accord (de Varkiza) a été signé, il assure la paix intérieure. » (**Rizospastis** de Trikala, 14 février 1945.) « L'E. L. A. S. doit déposer les armes. Maintenant s'ouvre une période de luttes politiques pacifiques » qui « sera couronnée par le succès éclatant des démocrates au plébiscite et aux élections. » (**Rizospastis** de Trikala, 16 février 1945), etc., etc.,

9. — Tandis que la bureaucratie stalinienne du P. C. grec, par toute la politique que nous venons d'analyser, dupait les masses et mentait honteusement sur le caractère de la guerre, le rôle « libérateur » des « alliés » impérialistes de l'U. R. S. S. et « l'évolution démocratique normale », notre Parti, petit groupe de militants prolétaires traqués par tous les régimes oppresseurs et tyranniques (par celui de Metaxas sous l'occupation nazie, par l'E. A. M. et après Décembre) versait son sang pour défendre les intérêts de classe des masses et la politique révolutionnaire. Ses perspectives, sa ligne

étaient claires en dépit de quelques erreurs de détail, de quelques lacunes et de ses faiblesses. « La participation de la Russie soviétique à la guerre, ne modifie en aucune façon le caractère impérialiste de celle-ci. Les Anglo-Américains viendront non pour nous libérer... ils viendront pour aider leur allié, la bourgeoisie grecque, à reprendre le pouvoir entre ses mains, pour nous ramener Georges de Glucksbourg. Quand ils seront là, ils remplaceront un joug par un autre. Les larges masses exploitées de notre pays n'ont rien à attendre des Anglo-Américains. Rien sinon de nouvelles calamités et de nouvelles chaînes. Leur futur débarquement fera naître de nouveaux dangers ; il faut y faire face avec énergie et courage. » (**Le Prolétaire**, janvier 1943.) « Grâce à l'écroulement du régime capitaliste et dans les conditions spécifiques de la guerre et de l'oppression impérialiste étrangère, qui ont rendu véritablement infernale la vie des masses populaires, un mouvement populaire large, tumultueux, s'est développé, mouvement qui exprime la haine incommensurable des travailleurs et leur indignation envers de misérables conditions d'existence sous le régime capitaliste ainsi que leurs aspirations à un radical changement social. Ce mouvement (l'E. A. M.) se trouve dans l'impossibilité de prendre un caractère de classe clair, résolu et conscient en raison de l'influence du Parti stalinien, dégénéré jusqu'à la moelle des os, et de tous les autres agents du capital dans le camp ouvrier qui distillent leur poison nationaliste et cultivent les illusions les plus dangereuses sur l'union nationale et les démocraties populaires. Dans ces conditions, notre défaite finale au cours des grands conflits de classe qui viennent, deviendrait inévitable. C'est seulement en nous affranchissant des illusions nationalistes et en adoptant une politique de classe que nous pourrions marcher à la victoire. Par conséquent, pas de Front National mais un Front de classe des travailleurs, à l'instar de la bourgeoisie qui, elle, a réalisé son front de classe. Pas de lutte pour la libération « nationale », lutte pour la libération de classe. » (**L'Internationaliste**, octobre 1943.)

« Une nouvelle occupation a succédé à l'ancienne. Voilà le résultat final d'une lutte que ce pays a payée de son sang et de sacrifice inouïs. Le régime d'occupation anglo-américain, voilà ce contre quoi doivent lutter maintenant les peuples « libérés » de l'Europe. Les impérialistes anglo-américains, après avoir blessé à mort leur adversaire, se tournent maintenant contre le mouvement des masses demandant du pain, la paix et la liberté et qui menace en s'amplifiant de jeter bas l'édifice vermoulu du capitalisme européen et de propager le feu de la Révolution au reste du monde. Nos « grands amis et alliés » ne sont nullement les amis des travailleurs. Chaque jour qui vient mon-

trera plus clairement ce que, dès le début, les communistes internationalistes ont proclamé : la lutte pour la libération nationale **n'apportera pas aux masses la liberté mais leur fera changer de chaînes et de geoliers.** C'est là l'unique vérité. » (*L'Internationaliste*, 30 novembre 1944.)

Les perspectives incontestablement justes de notre Parti que nous venons de citer auraient été suffisantes pour rallier après décembre à ses idées et à son drapeau toute une série des meilleurs éléments de l'avant-garde ouvrière, si la bureaucratie stalinienne, entre autre crime, n'avait étranglé la démocratie au sein du mouvement ouvrier et n'avait empêché, en usant de la plus extrême violence (allant même jusqu'à l'assassinat de nos militants),

nos idées de pénétrer jusqu'aux larges masses des militants du P. C. et de l'E. A. M., si elle n'avait anéanti l'esprit critique de l'avant-garde, corrompu les critères politiques du prolétariat, abaissé considérablement le niveau de sa conscience de classe. Les prolétaires du P. C. qui liront ces lignes et seront d'accord avec nous, devront lutter avec opiniâtreté partout où ils se trouveront pour faire condamner cette politique, certains que de cette façon ils contribueront dans une large mesure à l'effort difficile et dramatique de regroupement du mouvement ouvrier autour d'une nouvelle direction révolutionnaire qui se base sur les enseignements précieux acquis au prix des sanglantes expériences récentes.

(A suivre.)

IL FAUT LIRE...

les publications du P. C. Yougoslave

Nous signalons tout particulièrement :

- Ce que révèle le procès Rajk 20 fr.
- E. KARDELJ. — De la démocratie populaire en Yougoslavie 60 fr.
- M. POPOVITCH. — Les rapports économiques entre Etats socialistes 50 fr.

et toutes celles mentionnées par les articles de « Quatrième Internationale ».

Notre service de presse peut vous les obtenir.

Lisez aussi le Bulletin Quotidien de l'Agence **Tanjug**, 17, rue de Chateaudun, Paris (9^e).

Épuration de l'intelligenza soviétique

par E. GERMAIN

LE 14 août 1946, le Comité Central du Parti Communiste de l'U. R. S. S. vota une résolution condamnant formellement l'activité des revues littéraires de Léninegrad **Zvezda** et **Léninegrad**. Ainsi débuta l'épuration d'après-guerre chez les intellectuels, épuration qui couvrit en trois années toutes les sciences naturelles et humaines, ainsi que tous les domaines de l'art et de l'idéologie.

Les origines lointaines de cette épuration tiennent au régime bureaucratique de l'U. R. S. S. et à la place que l'intellectuel y occupe. Ses origines immédiates se réduisent essentiellement à trois facteurs : l'abaissement du niveau idéologique du P. C. russe pendant la guerre ; le relâchement du contrôle idéologique de la bureaucratie pendant les hostilités ; le contact décuplé d'importantes couches d'intellectuels avec la « civilisation occidentale ».

A la 18^e Conférence du P. C. russe, en février 1941, le nombre des membres du Parti était de 2.515.481, celui des stagiaires de 1.361.404. Le 1^{er} mai 1946, les effectifs du P. C. russe s'étaient élevés à 4.599.000 membres et à 1.427.000 stagiaires. Or, en raison des pertes énormes souffertes pendant les hostilités et des conditions d'admission alors fortement relâchées, il ne reste à l'heure actuelle que 2 millions de membres du parti qui y aient adhéré avant la guerre. Les deux tiers des membres et des stagiaires d'aujourd'hui ont été recrutés depuis l'éclatement des hostilités, c'est-à-dire dans des conditions où le travail d'éducation se trouvait presque complètement arrêté. Il s'ensuivit non seulement une diminution de leur résistance en face des « idées étrangères » (c'est-à-dire contraire aux intérêts de la caste dirigeante) mais même l'incapacité des milieux dirigeants à distinguer ce qui correspond et ce qui ne correspond pas au « marxisme-léninisme-stalinisme » tel que le conçoit la bureaucratie soviétique. Pour un régime aussi rigide que la dictature stalinienne, une telle

situation était une véritable menace mortelle qu'il fallait éliminer au plus tôt.

Pendant la guerre, le Kremlin a fait tout son possible pour enlever à la lutte son caractère idéologique de classe. Les soldats russes ne furent pas envoyés au front pour combattre le capitalisme au nom de la Révolution socialiste d'Octobre ; leurs chefs leur répétèrent inlassablement qu'ils défendaient leur patrie contre l'agresseur étranger. La « grande guerre patriotique », tel était le thème central, non seulement de la propagande gouvernementale, mais aussi de celle du Parti communiste de l'U. R. S. S. Tous les domaines de l'idéologie étaient dominés par les préoccupations « patriotiques ». Ecrivains, artistes, journalistes, savants, expurgèrent leurs écrits de tout rappel au « marxisme-léninisme » et les présentèrent comme des contributions à la cause de la patrie. Ce patriotisme se combinait à la ligne de la « guerre antifasciste mondiale », et de « l'unité des grands alliés », introduisant ainsi pour la première fois dans l'histoire du stalinisme en U. R. S. S. même le vocabulaire du type Front populaire.

Dès la fin des hostilités, la contradiction entre la bureaucratie soviétique et l'impérialisme américain obligea celle-ci à donner un vigoureux coup de frein dans le domaine idéologique afin de neutraliser, dans la mesure du possible, les effets de la confusion qu'elle avait elle-même répandue.

Or, ce coup de frein s'est imposé dans des conditions particulièrement difficiles. Des milliers d'officiers, de fonctionnaires, d'intellectuels étaient brusquement en contact avec la civilisation capitaliste occidentale, qui s'avérait tant du point de vue matériel que du point de vue scientifique éminemment supérieure à celle de l'U. R. S. S. Pour un marxiste, une telle constatation n'a rien d'horrifiant. Partant avec un retard énorme sur les pays capitalistes avancés, l'U. R. S. S., qui a déjà réalisé des progrès considérables, ne pourra cependant

dépasser le niveau le plus élevé de la civilisation capitaliste qu'en fusionnant avec la révolution victorieuse dans les pays plus avancés : le socialisme ne peut vaincre qu'à l'échelle mondiale. Se basant sur la théorie du socialisme dans un seul pays et sur l'affirmation absurde que le socialisme est déjà réalisé en U. R. S. S., le stalinisme ne pouvait admettre la supériorité encore immense de la technique capitaliste. Au moment

même où les bombes atomiques, lâchées sur Hiroshima et Nagasaki, donnaient à cette supériorité la forme d'un terrible avertissement, la bureaucratie, suivant la logique de ses théories sinon celle du processus historique, décupla ses efforts pour « convaincre » les masses soviétiques de la supériorité de la « civilisation soviétique » dans tous les domaines.

CONTRE LE COSMOPOLITISME

C'est sous le drapeau de la « lutte contre le cosmopolitisme » que l'épuration de l'intelligentsia soviétique a été déclenchée. Nous y retrouvons des traits particuliers qui marquent l'idéologie de la bureaucratie stalinienne. Dans les premières années qui suivirent la Révolution d'Octobre, les bolcheviks et Lénine le premier se sont toujours gardés de lier un élément quelconque de patriotisme ou de messianisme russe à la défense des conquêtes révolutionnaires. Loin de déduire de la victoire de la révolution une « supériorité » ou une « prédestination » quelconque du peuple russe, Lénine décrivit sans merci les faiblesses et le retard terrible de la Russie par rapport aux pays capitalistes avancés et il répéta sans merci : « Nous devons nous mettre à l'école du capitalisme. » Dans un texte redevenu aujourd'hui d'une actualité brûlante, il écrivit en 1919 :

... l'on cherche à faire peur aux ouvriers de là-bas en leur disant que les Moscaïs, les Grands-Russes, qui ont toujours opprimé les Polonais, veulent apporter en Pologne leur chauvinisme grand-russe sous couleur de communisme. On ne saurait faire pénétrer le communisme par la violence. Un des meilleurs camarades communistes polonais, à qui j'avais dit : « Vous agirez autrement », m'a répondu : « Non, nous ferons la même chose, mais mieux que vous. » Je ne pouvais absolument rien objecter à pareil argument. Il faut laisser aux gens la possibilité de réaliser ce modeste désir : faire le pouvoir des Soviets mieux que chez nous. (Oeuvres choisies, Volume II, page 532.)

Ceci ne fut dit ni pour les Etats-Unis, ni pour la Grande-Bretagne, ni pour l'Allemagne, mais pour un petit pays passablement arriéré comme la Pologne ! Tout l'internationalisme véritable de Lénine est contenu dans ces paroles. Toute la réaction que représente le stalinisme est aujourd'hui contenue dans la lourde plaisanterie kominformiste qui traite la Yougoslavie de « roquet aboyant contre un éléphant », pour le crime d'avoir prétendu faire la même chose que l'U. R. S. S. ...

La bureaucratie substitue à la théorie de la révolution socialiste mondiale celle de l'expansion territoriale russe. Par conséquent à la place de la perspective de la civilisation capitaliste mondiale assimilée et dépassée par le prolétariat après la victoire de la révolution internationale, elle substitue l'affirmation gratuite d'une supériorité déjà acquise de la civilisation soviétique. Et tout comme la théorie du socialisme dans un seul pays s'est logiquement prolongée par la théorie de la supériorité permanente du peuple russe, la théorie de la supériorité de la civilisation soviétique par rapport à la civilisation capitaliste s'est trouvée prolongée par la théorie de la supériorité de la civilisation russe passée et présente par rapport aux civilisations étrangères, capitalistes ou non. Voilà la racine idéologique de la campagne contre le cosmopolitisme.

Admirer la culture d'un pays étranger est aujourd'hui un crime de haute trahison en U. R. S. S. Nous l'apprenons dans un article de la *Pravda* consacré au trentième anniversaire du Guépéou :

Les fureteurs capitalistes essayent de trouver en U. R. S. S. des individus isolés (!) qui montrent encore des signes d'idéologie de bourgeois ou de propriétaires. Les services d'espionnage des pays capitalistes essaient toujours d'utiliser l'attitude de soumission et d'admiration d'étrangers et de culture bourgeoise qui malheureusement prédomine encore dans certaines couches arriérées (!) de l'intelligentsia.

« Le parti a été contraint de développer une lutte énergique contre diverses manifestations d'admiration servile à l'égard de la culture bourgeoise de l'Occident, attitude qui est assez répandue dans certains milieux de nos intellectuels et qui constitue une survivance du maudit passé de la Russie tsariste », c'est en ces termes que Malenkov a défini dans son rapport devant le Comité Central du P. C. russe de septembre 1947 la campagne contre le cosmopolitisme. La directive suivante a été donnée sur tous les plans : nier toute influence « progressive » de l'Occident sur la culture russe présente et passée ; montrer la Russie à la pointe

du progrès, non seulement sous le régime soviétique mais également dans le passé. En **peinture**, il faut combattre « certains artistes... adeptes de l'art nouveau... (qui) font chorus avec les cosmopolites modernes de l'Europe occidentale et les Etats-Unis qui méprisent le grand héritage de l'art russe » (*Sovietskoïe Isskoustvo*, 25 septembre 1948). En **musique**, « il faut attaquer vigoureusement les critiques musicaux... qui exagèrent les influences des Occidentaux sur les compositeurs russes comme Glinka et Tchaïkovsky ». (Professeur Igor Belsa. **Culture musicale soviétique**). En **littérature**, Koltanof célèbre les résolutions du Comité Central qui « ont mis fin aux tentatives de faire pénétrer dans la littérature et l'art soviétiques certaines idées étrangères » (*Pravda*, 11 octobre 1946). Et jusqu'en **philosophie**, Alexandrov, pourtant chef de la section d'agitation-propagande du P. C. russe sous la direction duquel l'épuration de l'intelligentsia s'est déroulée, est sévèrement pris à partie pour avoir fait preuve d'une « adulation servile devant la pensée de l'Europe occidentale » dans son livre sur l'Histoire de la philosophie.

La seule excuse que la bureaucratie ait trouvée pour cette glorification absurde de l'ancienne culture russe, c'est que « l'admiration servile de la culture bourgeoise de l'Occident » constitue une survivance du passé tsariste. Cet argument constitue en lui-même un non-sens. Pour combattre « une survivance du passé tsariste » on réhabilite **tout le passé tsariste** qui a donné son empreinte à l'ancienne culture russe. Mais l'argumentation stalinienne ne tient pas debout, même du point de vue des faits. La bourgeoisie n'était nullement la seule force sociale de l'ancienne Russie qui admirait la culture occidentale. Toutes les classes de l'ancienne Russie, dès qu'elles prirent conscience d'elles-mêmes, ont cherché dans la culture

occidentale les courants particuliers qui correspondaient le mieux à leur propre position historique. Le Tsar Alexandre I^{er} et la haute noblesse sont tombés sous l'influence du piétisme allemand. La noblesse « éclairée » a épousé les idées constitutionnelles de Montesquieu et des philosophes anglais. La bourgeoisie libérale s'appuyait sur tous les courants libéraux occidentaux. L'intelligentsia petite-bourgeoise se faisait l'avocat enthousiaste du radicalisme petit-bourgeois occidental. Et le prolétariat russe n'a pris conscience de lui-même que dans la mesure où ses dirigeants ont réussi à « admirer » et à assimiler le marxisme, enfant légitime de toute la pensée classique occidentale. « L'admiration de la culture occidentale » a été pendant un siècle la force dominante de toute la vie culturelle russe, exprimant ainsi le retard historique considérable de la Russie par rapport aux pays capitalistes occidentaux.

Il y a cependant un courant d'idées qui, dans l'ancienne Russie, souleva également contre tous les éléments « cosmopolites » l'accusation « d'admiration servile de la culture occidentale », c'est celui des **slavophiles** qui, à partir du deuxième quart du XIX^e siècle, se signala par une violente attaque contre « l'Occident pourri » et refusa ses origines à une critique des réformes de Pierre le Grand, accusé de n'avoir rien compris aux particularités du peuple russe. Bien que l'influence slavophile ait joué un certain rôle dans le mouvement révolutionnaire russe, notamment dans certains courants populistes. Marx a mené toute sa vie durant la lutte la plus acharnée contre ces idées particularistes qui représentent le courant mystique le plus réactionnaire que la société russe du XIX^e siècle ait produit. Voilà une parenté dont les théoriciens staliniens actuels ne peuvent pas être très fiers.

CHAUVINISME GRAND-RUSSE ET ANTISEMITISME

Il est à peine étonnant que, voyageant le long de cette nouvelle tradition, la bureaucratie renoue également avec les pires tendances chauvines grand-russes: la glorification de la soumission des peuples allogènes à l'Etat moscovite et l'anti-sémitisme à peine voilé. Comme on le sait, la bureaucratie a rétabli le culte de tous les héros, tsars, maréchaux, ministres, bâtisseurs de l'Etat russe multinational. Dans **Troud** (2 septembre 1947), le professeur N. Korobkov explique que la formation d'un Etat plurinational centralisé et fort par les tsars constituait un progrès historique et que « la juste politique de Moscou favorisait le rassemblement des éléments économiques, militaires et administratifs qui devaient défendre » cet Etat. Cela n'est rien d'autre que la justification des guerres de brigandage menées par

le tsarisme contre les peuples allogènes de l'actuelle U. R. S. S. Et Alexandre Fadaïev n'hésite pas à aller jusqu'au bout de cette pensée en s'élevant, dans la *Pravda* du 30 juin 1947, contre le culte, par les écrivains du Kazakhstan, des héros nationaux du temps de la lutte contre l'invasion tsariste. Il écrit :

... Nous voulons qu'on comprenne la nécessité historique et le caractère progressif de l'incorporation de toute une série de peuples dans l'Etat russe.

Rien d'étonnant dans ces conditions qu'on dénonce le « nationalisme bourgeois » des écrivains ukrainiens (*Pravda*, 2 septembre 1946), « l'idéalisation du passé » chez les écrivains du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan et des Bachkires, qu'on oblige ces mêmes peuples allo-

gènes à participer à une campagne de chauvinisme grand-russe délirant et qu'on donne aux candidats au baccalauréat à Kiev, en **Ukraine**, le sujet de composition suivant en 1948 : « Bouillonnant, puissante, invincible, ma Patrie, ma **Moscou**, tu es la plus aimée » ! Comme le disait Lénine dans la **Lettre aux ouvriers et paysans d'Ukraine** :

C'est pourquoi nous, communistes grand-russes, devons combattre avec une extrême vigueur, dans notre milieu, les moindres manifestations de nationalisme grand-russe : véritable trahison envers le communisme... (Oeuvres choisies, tome II, pp. 664-5.)

Quant à l'anti-sémitisme, on en retrouve de multiples traces tout au long de la « campagne contre le cosmopolitisme ». Le 17 février 1949, N. L. Gussarov, secrétaire du P. C. de Russie Blanche déclare : « Un seul théâtre dans la République de Russie Blanche, le théâtre juif, présente des pièces non-patriotiques où l'on célèbre la vie américaine. » Le seul journal en yiddish qui paraissait en U. R. S. S., **Einikeit**, fut suspendu le 20 décembre 1948. De célèbres auteurs en langue yiddish, comme Pfeffer, Markisch, Bergelson et autres, ont été arrêtés. Dans la zone d'occupation soviétique en Allemagne et en Autriche, plusieurs officiers juifs

occupant des postes dirigeants dans le journalisme, furent démis de leurs fonctions. L'un d'eux, le major Salomon Feuerstein, rédacteur en chef de la **Volksstimme** à Vienne, se suicida. Un autre, le colonel Rafael Shumonowitz, rédacteur en chef du journal **Der Abend**, fut arrêté et déporté en U. R. S. S. Les critiques littéraires attaqués en U. R. S. S. furent dénoncés publiquement en raison de leurs origines juives. La **Litératournaïe Gazeta** du 12 février 1949 parle d'un « récit malin et pourri écrit par le cosmopolite sans patrie Melnikoff (Mehlmann) » et des « activités cyniques et impudentes de B. Yakovlev (Holtzmann) ». Enfin, la campagne contre les critiques sportives culmina dans la dénonciation suivante d'une série de journalistes dont les noms avaient une résonance juive indubitable :

Il n'est donc pas étonnant que les cosmopolites antipatriotiques aient mis leurs sales mains sur la littérature sportive... Ce sont des rôdeurs sans passeport, de louches personnages qui ne connaissent aucune parenté et qui travaillent dur pour accréditer parmi les athlètes soviétiques les manières et les goûts de l'étranger... Il est grand temps de balayer tous ces ennemis de la patrie socialiste... (Komsomolskaya Pravda.)

REVISION DE L'HISTOIRE DES SCIENCES

La science est universelle en ce sens que tout pas en avant réalisé dans un pays devient rapidement le bien commun de toutes les nations. La bureaucratie se voit par conséquent obligée de suivre sa voie « anti-cosmopolite » jusqu'en ses conséquences ultimes : la science « occidentale » n'ayant rien apporté d'important à la science russe, c'est la science russe qui a réalisé tout le progrès important dans l'histoire mondiale des sciences.

Jamais entreprise de falsification n'avait encore été montée sur des telles dimensions. Préparée à cette tâche par sa précieuse expérience dans la falsification de l'histoire du Parti bolchevik russe et de la Révolution d'Octobre, la bureaucratie s'est attaquée d'emblée à toute l'histoire des sciences dans son ensemble. Pourquoi reconnaître que Trotsky a joué un « certain rôle » dans la constitution de l'Armée rouge s'il est déclaré agent impérialiste à partir de 1927 ? Mieux vaut expliquer qu'il a toujours été un « espion étranger ». Pourquoi admettre que les civilisations occidentales ont réalisé une modeste invention dans une quelconque science appliquée d'importance secondaire ? Mieux vaut déclarer audacieusement que **toutes** les inventions des temps modernes sont le produit du génie russe ! Telle est en effet l'ambition des publi-

cistes staliniens qui se sont attablés à cette tâche avec un courage digne d'une meilleure cause. En plus d'innombrables articles consacrés à cette question dans la presse soviétique, un livre entier de 1.100 pages vient d'être publié pour résumer (!) ces grandioses réalisations russes. Et puisque l'actuelle encyclopédie soviétique, la **Bolchaïa Sovietskaïa Entsiklopedia**, dont l'édition laborieuse a duré 21 ans, ignore tous ces hauts faits du passé russe, il faut la réécrire d'un bout à l'autre et préparer 50 tomes d'une nouvelle encyclopédie qui sera, par rapport à la vérité scientifique ce que l'incomparable « Précis de l'histoire du Parti communiste russe (b) » de Staline, est par rapport à la vérité historique.

Par ses dimensions colossales, l'entreprise de falsification se retourne contre elle-même et couvre ses auteurs de ridicule. Il faut vraiment que la dictature stalinienne, comme toute tyrannie policière, ait perdu jusqu'au sens du ridicule, pour que les dirigeants de l'U. R. S. S. ne se rendent pas compte du terrible discrédit qu'ils jettent ainsi sur eux-mêmes.

Il paraît que Lomonosov a découvert en 1748 la loi de la conservation de l'énergie, communément attribuée à von Helmholtz, Mayer, Joule et Lord Kelvin au milieu du XIX^e siècle. Il paraît

qu'Alexandre Mojaïsky a, le premier, volé en avion au-dessus des faubourgs de Saint-Petersbourg en 1882. Sans doute avait-il oublié d'atterrir, car ce vol est resté insoupçonné jusqu'en 1903, quand les frères Wright s'élevèrent à leur tour en avion. Il paraît que la première locomotive à vapeur a été mise en mouvement en 1806 en Russie par les frères Cherepanov. Il paraît que le Russe Polotebnov a inventé la pénicilline, le Russe Popov la radio, le Russe Grigory Ignatev le téléphone, le Russe Dalachynov l'électrolyse de l'eau, le Russe Blinov le tracteur à chaînes. Il n'y a pas jusqu'à la fameuse peigneuse de laine, une des machines qui se trouvent à la base de la révolution industrielle, qui n'ait été fabriquée en Russie 17 ans avant que l'histoire l'ait vu fonctionner pour la première fois en Grande-Bretagne. Quant aux planètes Mars et Vénus, les Russes affirment solennellement les avoir découvertes, la première en 1709, la seconde en 1761, bien que

le monde occidental attribue leur découverte à Galilée au cours du XVI^e siècle. Inutile, face à ces exploits, de parler de la machine à calculer, de l'anesthésie, du télégraphe, du fusil, du navire à moteur, du caoutchouc synthétique, du radar et de l'avion à réaction, tous volés par les savants occidentaux sans scrupules à leurs véritables inventeurs russes.

Ce serait matière à d'interminables sarcasmes si ce n'était si profondément tragique. Le premier Etat ouvrier dans l'histoire devient l'objet de la risée universelle. Quel savant, quel professeur, quel étudiant « occidental » progressiste peut encore, après cette lamentable démonstration, garder une confiance quelconque dans les affirmations des dirigeants soviétiques ? Jamais le stalinisme n'est davantage apparu une méchante caricature du marxisme que dans cette monstrueuse entreprise de falsification de l'histoire des sciences.

TRIOMPHE DE L'OBSCURANTISME ET DE L'HYPOCRISIE

Il ne suffit cependant pas à la bureaucratie d'expulser de tous les domaines de la culture l'influence néfaste de l'étranger. Elle doit encore régimenter rigideusement chaque activité intellectuelle, prescrire aux artistes et aux savants les démarches de la pensée à éviter ou à imiter, emprisonner la création et les recherches dans un code rigoureux de règles préétablies. Le « réalisme soviétique » en vigueur depuis près de vingt ans, est chaque fois redéfini d'après les besoins du moment. A l'occasion, une remarque laconique de Staline devient le canon de la beauté plastique et les réactions auditives de Molotov définissent ce qui est et ce qui n'est pas harmonie.

Du temps de Lénine, le parti bolchevick avait pris, à l'égard de ces questions de « doctrine » artistique et scientifique, une attitude des plus prudentes.

Loin de vouloir enchaîner l'initiative de l'intelligentsia ouvrière dans le domaine de la création artistique, le Comité Central veut au contraire créer pour elle une ambiance plus saine et normale et lui donner la possibilité de se refléter de façon féconde dans tous les domaines de la création artistique,

dit la lettre du Comité Central du P. C. russe (1^{er} décembre 1920, **Sur le Proletkult**). Aussi, ces années furent-elles marquées par des réalisations artistiques remarquables, surtout dans le domaine de la littérature, du théâtre, du cinéma et de la musique. Même après l'ouverture de l'ère stalinienne et avec l'obligation pour tous les artistes d'acheter leurs bonnes grâces par des dithyrambes en l'honneur du **Vozjd**, du père des Peuples, chanté, sculpté, fêté, peint et

reproduit d'innombrables fois, les artistes conservaient encore une certaine liberté en ce qui concerne leurs moyens d'expression. La nouvelle épuration d'après-guerre est destinée, entre autre, à liquider ces restes inexplicables d'un passé de « libéralisme pourri ». Dans une série de décisions et de résolutions, le Comité Central lui-même a fixé les règles techniques auxquelles devront se tenir, à l'avenir, artistes et publicistes dans tous les domaines. En poésie, exprimer des sentiments d'affliction et de découragement est dorénavant interdit. Pour avoir permis à la poétesse d'Akhmatova d'exprimer « le sentiment de la solitude... étranger à la littérature soviétique » (**Rapport du camarade Jdanov sur les revues « Zvezda » et « Len ngrand »**), les rédacteurs de ces deux revues ont perdu leur place. En prose, la fable, éternel refuge des écrivains au cours des époques de dictature, sera dorénavant interdite au public. Le satiriste Zostchenko, pour avoir fait dire au protagoniste de son œuvre « **Les Aventures d'un Singe** » qu'il faisait mieux vivre au Jardin zoologique qu'en liberté (stalinienne) s'est exposé aux pires persécutions. En musique, les plus importants compositeurs de l'U. R. S. S., Shostakovitch, Prokofiev, Katchaturian, Miaskovsky, Chebalin et Popov furent sévèrement critiqués pour avoir écrit des œuvres « formalistes ». Cette critique était d'ailleurs liée à leur débauchement de postes de secrétaire de l'Union des compositeurs soviétiques, ou de professeur au Conservatoire de Moscou. Leurs œuvres ont été en partie ou totalement retirées des répertoires d'opéra et des concerts. En matière de **cinématographie**, le grand Eisenstein, littéralement poussé à la mort, a été

l'objet d'attaques violentes pour s'être écarté de la « vérité historique » dans la seconde partie de son film « **Yvan le Terrible** ». Il avait, paraît-il, insuffisamment insisté sur le caractère progressif de ce sombre tyran. L'autre célèbre régisseur soviétique, Pudovkine, aurait falsifié la vérité historique dans son film « **L'Amiral Nachimow** » en présentant ce « héros » de la flotte tsariste comme un familier « des bals et des salles de danse ». Quant au cirque, il devra dorénavant, selon Nicolas Barzillovitch écrivant dans *Sovietskaya Isskoustvo*, revenir aux « sains principes... d'optimisme et d'utilité », devenant ainsi « l'expression réelle de la force spirituelle des peuples de notre grande patrie ».

Les exigences artistiques de la bureaucratie sont, dans tous les domaines, de la même hypocrisie repoussante. Célébrer la patrie, simuler la joie de vivre, décrire la vie en rose, cela correspond exactement à ce que la bureaucratie désire faire penser aux masses. Le soi-disant « réalisme socialiste » consiste à présenter aux masses une image d'une société meilleure fort éloignée de la réalité soviétique. Décrire la vie telle qu'elle est, tel est le pire crime que puisse commettre un artiste russe. « L'homme soviétique ne connaît pas la solitude. » « Un citoyen soviétique n'abandonne pas sa femme. » « Il n'existe pas de conflits dans la société sans classes », tels sont quelques-uns des spécimens de « critique littéraire » qui déclarent aux artistes en termes à peine voilés : néfaste est toute œuvre qui décrit des éléments de la vie soviétique que la bureaucratie préfère passer sous silence.

Qu'y a-t-il d'étonnant si cette mentalité se reflète également en ce qui concerne les activités scientifiques ? D'un trait de plume, les surhommes du Comité Central, spécialistes universels dans tous les domaines de la science, ont condamné comme « rétrograde, réactionnaire, décadente et pourrie » la biologie de Morgan, la mécanique ondulatoire (« elle réduit la matière à une formule mathématique »), la physique nucléaire bourgeoise et la psychanalyse, « idéologie d'espionnage et de basse police ». (L'honneur d'avoir inventé cette formule véritablement géniale ne revient pas, pour une fois, à un Russe, mais aux rédacteurs de notre « **Humanité** » française. C'est leur « modeste contribution au marxisme-léninisme-stalinisme »).

Ici aussi, du temps de Lénine, les dirigeants du Parti Communiste agis-

saient de façon plus prudente avec ces matières explosives. Dans un texte admirable, Léon Trotsky s'est efforcé d'esquisser l'attitude responsable d'une direction révolutionnaire dans les questions relatives aux sciences naturelles :

Que diront les métaphysiciens d'une science purement prolétarienne au sujet de la théorie de la relativité ? Peut-elle être conciliée avec le matérialisme ou non ? Cette question est-elle tranchée ? où, quand et par qui ? Il est clair pour tout le monde, même pour les non-initiés, que les travaux de notre physiologue Pavlov sont entièrement basés sur le matérialisme. Mais que dire de la théorie psychanalytique de Freud ? Peut-elle être conciliée avec le matérialisme, comme le pense par exemple Karl Radek (et moi-même), ou est-elle hostile au matérialisme ? On peut poser la même question pour les théories nouvelles concernant la structure de l'atome, etc., etc. Ce serait magnifique si un savant apparaissait pour saisir méthodiquement toutes ces nouvelles généralisations et pour les introduire dans la conception du monde du matérialisme dialectique. Il pourrait ainsi à la fois soumettre à l'épreuve ces nouvelles théories et développer plus profondément la méthode dialectique. **MAIS JE CRAINS FORT QUE CE TRAVAIL, QUI N'EST PAS DU DOMAINE DE L'ARTICLE DE JOURNAL OU DE REVUE, MAIS CONSTITUERAIT UN JALON SCIENTIFIQUE ET PHILOSOPHIQUE DE LA STATURE DE « L'ORIGINE DES ESPECES » OU DU « CAPITAL », NE SERA ECRIT NI AUJOURD'HUI NI DEMAIN, OU PLUTOT, SI UN TEL LIVRE BOULEVERSANT ETAIT CREE AUJOURD'HUI, IL RISQUERAIT DE RESTER FERME JUSQU'AU MOMENT OU LE PROLETARIAT POURRA METTRE SES ARMES DE COTÉ.**

Ecrites en 1923 dans « **Littérature et Révolution** », ces phrases lumineuses gardent aujourd'hui toute leur fraîcheur en face des efforts obscurantistes, stalinien pour décider de la valeur scientifique d'une théorie en fonction d'une scholastique qui méprise non seulement les règles élémentaires de la recherche scientifique mais même les bases fondamentales du marxisme.

OU VA L'INTELLIGENTSIA SOVIETIQUE ?

Singulier destin que celui des intellectuels soviétiques ! Cette « nouvelle intelligentsia » qui, d'après les paroles de Molotov, « marche à la tête du peuple sur la route vers le communisme », se trouve à la fois surchargée de privilèges

matériels et prisonnière d'une tyrannie byzantine qui n'a point connu de pareil dans l'histoire. Durant les premières années qui suivirent l'étranglement du Parti bolchevik et l'établissement de la dictature stalinienne, l'essor économique

de l'U. R. S. S. donna à des milliers d'intellectuels la possibilité « d'abandonner la politique » et de trouver une issue dans une activité scientifique, artistique ou de direction industrielle. Certains domaines de recherches, à peine ouverts aux jeunes chercheurs soviétiques, permirent encore un libre développement de la pensée théorique, une activité peu entravée par une surveillance bureaucratique constante.

Aujourd'hui les choses ont radicalement changé. L'idée du contrôle total de toute activité sociale est devenue une véritable obsession pour la bureaucratie. Dans la mesure où la matière explosive s'accumule toujours plus dans la société soviétique, une activité indépendante, une pensée critique, un libre cours donné aux recherches scientifiques sont considérés par la caste dominante comme une usurpation de ses fonctions, comme une menace directe pour tout son système. L'épuration d'après-guerre et la véritable hystérie dont les milieux dirigeants firent preuve à cette occasion, montrent suffisamment qu'ils se sentaient menacés dans leurs propres positions par le dernier reste de liberté artistique et scientifique en U. R. S. S. Ces restes sont à présent balayés. Les résultats ne se feront pas attendre. Déjà, de l'aveu même de la critique soviétique, les grandes œuvres artistiques font défaut depuis de longues années. Il n'en ira pas autrement des recherches scientifiques. La tentative d'enrégimenter l'activité des savants risque de frapper de sclérose la science soviétique tout entière à un moment où l'existence même de l'U. R. S. S. dans la décade à venir dépend vraisemblablement des bonds en avant de cette science.

Il serait cependant erroné de conclure de ces faits à la décadence ou à la décrépitude de l'art et de la science soviétique. La bureaucratie soviétique constitue un frein parasitaire à leur développement, tout comme elle freine l'essor économique ou l'épanouissement d'une véritable démocratie prolétarienne dans le pays. Son renversement reste la condition primordiale de nouveaux progrès dans tous les domaines. Mais tout le parasitisme de la bureaucratie n'a pas pu empêcher que le système économique progressif porte ses fruits dans un développement considérable des forces productives. De même, tous les décrets staliniens ne pourront empêcher que des centaines de milliers de jeunes savants, sortis du peuple, arrivés pour la première fois dans les laboratoires et les centres de recherches, se frayent, contre toute difficulté, un chemin vers des travaux consciencieux et pleins de promesses. De même que les conquêtes d'Octobre ont jeté la base qui permettra l'intégration harmonieuse de l'économie soviétique à l'économie d'une Europe socialiste, la destruction de l'analphabétisme et le développement de l'enseignement technique et supérieur ont permis à l'U. R. S. S. de rattraper une partie du retard qui la séparait des pays occidentaux avancés. La révolution internationale qui libérera le prolétariat soviétique de la dictature bureaucratique, libérera également l'art et la science de l'U. R. S. S. des absurdes ukazes staliniens et leur permettra de se hisser aux niveaux qu'atteindront l'Europe et l'Amérique communistes de demain.

20 septembre 1949.

"L'autocritique" d'E. Varga

LE N° 8 de juillet-août 1949 de *La Nouvelle Critique* publie le texte que E. Varga a confectionné pour apporter sa modeste contribution à la grande campagne « d'autocritique » décretee par Jdanov et poursuivie désormais, avec assiduité, par toutes les personnalités stalinienues plus ou moins compromises dans des textes aujourd'hui désavoués par le Kremlin.

En 1947, Varga publiait en Union soviétique un livre sur les « changements dans l'économie du capitalisme à la suite de la deuxième guerre mondiale ». Sa ligne correspondait à l'incertitude qui régnait encore quant à la politique que Staline allait poursuivre à l'égard de ses ex-alliés impérialistes et des pays sous son contrôle. La rupture n'étant pas encore consommée entre Moscou et Washington, le Kremlin poursuivit alors une politique de temporisation aussi bien à l'égard de la bourgeoisie occidentale que dans le glacié. Il est probable que le livre de Varga, aujourd'hui condamné pour sa « tendance réformiste », fut écrit sur ordre pour justifier par des raisons économiques la perspective d'une collaboration nécessaire avec l'impérialisme et d'une transformation pacifique de la société bourgeoise grâce à l'ascension des partis communistes au « pouvoir ». Ces perspectives étaient encore en 1947 celles de tous les partis communistes ; c'est pourquoi le livre de Varga ne provoqua à sa publication ni étonnement ni critique officielle hostile ; au contraire, on le favorisa complaisamment, son auteur put défendre ses vues « réformistes » ouvertement dans les organes théoriques des différents partis communistes (1).

Mais en 1949, le climat étant radicalement changé, le livre de Varga apparaît complètement démodé et nécessitant impérieusement que Varga exerce une fois de plus son échine dorsale particulièrement élastique à la gymnastique de « l'autocritique ». L'homme est connu en effet pour sa magistrale technique d'accommodement des statistiques et des

raisonnements économiques à l'humeur changeante du maître du Kremlin. Le capitalisme doit-il sombrer dans une crise sans issue, Varga est prêt à le démontrer chiffres en main ; faut-il que le capitalisme soit en voie de stabilisation, Varga ne sera pas plus pris au dépourvu. Ne peut-on faire dire à la statistique tout ce qu'on veut ?

Le dernier texte « d'autocritique » de Varga ne dément pas sa nature de « médéon ». D'un air des plus naturels, il reprend une série des « idées réformistes » propres à la politique de tous les partis communistes entre 1944-1947.

« Afin de tromper les ouvriers, écrit-il, les REFORMISTES proclament que, se trouvant « au pouvoir », ils transforment l'E'tat bourgeois en instrument de la classe ouvrière et qu'ils parviendraient ainsi au socialisme sans révolution, par des réformes pacifiques. » (Souligné par nous.) Les réformistes seulement ? Mais cette « erreur de tendance réformiste » qui se trouve « malheureusement » dans le livre de Varga, fut en réalité la quintessence de la théorie de la « démocratie nouvelle » qui a guidé la politique de tous les partis communistes (à l'exception du P. C. yougoslave), ceux de l'Europe et du glacié plus spécialement, entre 1944-1947. (Jusqu'au jour de décembre 1948, où Dimitroff a déclaré que la « démocratie nouvelle » est en réalité une forme de la dictature du prolétariat.) Que dire aussi des dirigeants communistes comme Thorez, qui en pleine période révolutionnaire en France, quand les partisans étaient armés et l'Etat bourgeois en dislocation, imposa la remise des armes à l'Etat (2), à l'Etat bourgeois, car il ne pouvait y avoir « qu'un seul gouvernement, une seule armée, une seule police » (Discours d'Ivry) ?

Varga découvre maintenant que, selon la doctrine marxiste-léniniste, « le fait que la personnalité qui est à la tête de cet Etat soit un ministre bourgeois ou un ministre « socialiste » (il oublie d'ajouter : ou un ministre stalinien) ne change rien à ce caractère (de classe

(1) *Démocratie Nouvelle* N° 7, septembre 1947. — *Démocratie d'un type nouveau*, par E. Varga.

(2) Hypocritement Varga attribue la dissolution des formations armées des partisans en France et en Italie aux Anglo-Américains.

de l'Etat bourgeois). On s'en doutait. Tout au long de son « autocritique », Varga s'acharne à « démontrer » que l'appareil d'Etat demeure bourgeois, malgré la participation des communistes, et « l'espoir » que « les communistes des pays (comme la France, l'Italie, la Finlande, etc.) ayant été l'âme des mouvements de résistance contre les envahisseurs fascistes, ils pourraient, en utilisant leur influence sur les masses, conserver leurs positions au gouvernement, les élargir et conquérir le pouvoir »... s'est avéré vain ! Avec la même naïveté hypocrite, Varga fait semblant de découvrir aujourd'hui ces vérités premières du marxisme révolutionnaire

et de considérer leur méconnaissance comme étant sa propre « faute » et non pas la ligne dictée par le Kremlin à tous les partis communistes à l'époque. Qu'il accepte aujourd'hui de servir de bouc émissaire, et s'aplatisse avec une telle servilité répugnante (enveloppée dans une analyse pseudo scientifique et pseudo théorique, dont chaque mot sonne faux) est une preuve supplémentaire de la dégradation à laquelle un long service de fonctionnaire dans la machine bureaucratique et policière du Kremlin accule les intellectuels de talent.

M. P.

L'Empire américain

FOURTH INTERNATIONAL, organe théorique des trotskystes des Etats-Unis, a entièrement consacré son numéro d'août 1949 à une étude de « l'empire américain ».

Dans un article d'introduction, la rédaction fait le point de la situation actuelle de l'impérialisme américain et des perspectives révolutionnaires ouvertes par la lutte engagée entre les plus puissants monopoleurs du monde capitaliste et des impressionnés légions de 60 millions de prolétaires des Etats-Unis.

Dans son article « L'oligarchie régnante », John Wright analyse les racines économiques de l'impérialisme américain et démontre que pour survivre les monopoleurs ont besoin d'un gouvernement autoritaire afin de briser aussi bien la résistance du prolétariat américain que celle des autres peuples qu'ils essaient de soumettre à leur domination. George Clarke, dans l'article « Organisateur de la contre-révolution », illustre le rôle réactionnaire joué par l'impérialisme américain sur l'arène mondiale, en Grèce, en Amérique latine, en Europe

occidentale, au Japon. G. F. Eckstein expose dans « Le falon de fer » la politique réactionnaire suivie par les monopoleurs de Wall Street à l'intérieur même des Etats-Unis, particulièrement à l'égard de la population nègre et du prolétariat. Berth Cochran consacre son article « Le vendeur du travail » à la bureaucratie syndicale des Etats-Unis complice des monopoleurs. Enfin W. Warde fait l'historique de 60 années de lutte anti-impérialiste aux Etats-Unis, passant en revue tous les groupements et les individus qui, depuis la guerre des Etats-Unis contre l'Espagne, ont mené de façon plus ou moins conséquente la lutte contre l'expansion de l'impérialisme yankee.

Ce numéro de **Fourth International** constitue indiscutablement la meilleure étude d'ensemble sur l'impérialisme américain du point de vue du marxisme révolutionnaire et sera d'une grande utilité pour toute l'avant-garde révolutionnaire internationale. Nous pensons pouvoir publier dans une brochure à l'usage de tous les militants révolutionnaires de langue française l'ensemble de ce numéro.

Nous consacrerons dans un de nos prochains numéros une note dans cette rubrique sur « Socialisme et Barbarie », une de ces revues qui n'ont pour nourrir que la critique du trotskysme par des gens qui trouvent des théories nouvelles avec chaque nouvelle lune. Mais le dernier numéro de cette revue a cru bon de sortir de la polémique des idées pour accuser « Quatrième Internationale » d'avoir étouffé un article sur les kholkhozes soviétiques pendant la guerre, et « Socialisme et Barbarie », en redresseur de torts, publie cet article.

Quels sont les titres de ces nouveaux professeurs de morale ? En vue de la publication de l'article en question (qui se trouve dans notre dossier avec une dizaine d'autres) nous l'avions remis pour traduction de l'allemand à Chaulieu, qui à l'époque était membre d'une section de la IV^e Internationale. Chaulieu a été payé pour ce travail de traduction. Ce qui ne l'a pas empêché d'en garder une copie et de publier **sans l'autorisation de l'auteur** un article destiné à une revue trotskyste dans un organe antitrotskyste et à des fins antitrotskystes. Il est difficile de faire mieux pour escroquer d'un seul coup les lecteurs de la revue de Mr. Chaulieu, l'auteur de l'article et nous-mêmes. Dont acte...

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

ETATS-UNIS

Deux grandes grèves

Après une lutte courageuse qui a duré plusieurs semaines, 400.000 mineurs environ ont décidé, sur l'ordre de leur syndicat dirigé par John Lewis, de reprendre le travail jusqu'au 30 novembre 1949. Si les compagnies à cette date n'ont pas changé leur attitude « arrogante » envers les propositions ouvrières par un nouveau contrat, la lutte reprendra, affirme Lewis.

Par contre, les métallurgistes du C. I. O., en lutte depuis plus d'un mois, viennent de remporter des succès notables sur les barons de l'acier. Plusieurs compagnies importantes ont cédé partiellement aux revendications ouvrières sur les pensions et les assurances sociales payables par les patrons.

La bureaucratie syndicale du C. I. O. et de l'A. F. L. a saboté la réalisation d'un front unique à l'occasion de ces grèves (proposé avec insistance, entre autre, par J. Lewis lui-même), front unique qui pouvait briser complètement la résistance des monopoleurs. D'autre part, Murray, dirigeant du C. I. O., a utilisé son prestige renforcé par la lutte et les succès remportés, pour purger son organisation de toute opposition et consolider sa mainmise bureaucratique.

ANGLETERRE

Le Congrès des Peuples

Du 7 au 11 octobre s'est tenu à Londres le 2^e Congrès des Peuples contre l'impérialisme. Des représentants des principaux mouvements nationalistes et révolutionnaires des colonies françaises et anglaises étaient présents, à l'exclusion des organisations stalinienne. Il y avait une importante représentation d'organisations trotskystes.

La résolution politique principale adoptée au Congrès déclare que l'ennemi principal des peuples coloniaux est l'impérialisme, et que ces peuples doivent déterminer leur attitude en complète indépendance à l'égard des gouvernements inféodés à Washington ou à Moscou. La quasi-unanimité du Congrès, à l'exception des représentants du groupe Shachtman, de l'organisation hollandaise de Vlam et du Mouvement Socialiste Européen, s'est refusé à mettre sur le même plan l'impérialisme et l'U. R. S. S. Une résolution destinée à clarifier davantage cette question, ainsi que l'attitude que les peuples coloniaux devraient avoir sur le problème de la guerre, a été présentée par des délégués trotskystes, et il fut décidé de la prendre comme base de discussion ultérieure.

dans les organisations appartenant au Congrès des Peuples.

Le nouveau Comité Exécutif élu du Congrès est représentatif des tendances manifestées au cours de ses travaux.

FRANCE

La crise du stalinisme

Le procès de Budapest et la campagne calomnieuse contre la Yougoslavie ont provoqué une crise importante dans les milieux intellectuels et de cadres syndicaux stalinien. La Ligue des Droits de l'Homme, influencée jusqu'alors par les stalinien, a protesté à la fois contre le procès Rajk, les exécutions en Grèce et la condamnation des dirigeants stalinien aux Etats-Unis.

Un groupe d'intellectuels, parmi lesquels Claude Bourdet, directeur du journal libéral **Combat**, Louis Martin-Chauffier et Claude Aveline, tous les deux depuis de nombreuses années supporters des stalinien, ont protesté contre le procès- demandant sa révision. On s'attend à des désaffections parmi les intellectuels stalinien.

D'autre part, les départs pour Belgrade de nombreuses délégations ouvrières, dans lesquelles se trouvent des militants ouvriers et syndicaux du P. C. français, se multiplient.

Le P. C. I., section française de la IV^e Internationale, commémorant dans un meeting public enthousiaste de 400 personnes, le 32^e anniversaire de la Révolution d'octobre, a lié la défense de ses conquêtes et la lutte pour la victoire du socialisme mondial à la défense de la révolution yougoslave « prise entre l'encadrement de l'impérialisme et le marteau du Kremlin ».

Désagrégation du R. D. R.

Le « Rassemblement Démocratique Révolutionnaire » lancé il y a un an et caractérisé par les shachtmanistes comme « l'organisation la plus pleine d'espoirs et potentiellement la plus importante de France », vient de se désagréger. Depuis plusieurs mois son journal **la Gauche** ne paraît plus, et les dirigeants de sa « droite », Rousset, et de sa « gauche », Sartre, viennent de démissionner.

CEYLAN

Les trotskystes disputeront plusieurs sièges

Aux élections municipales qui auront lieu fin novembre ou début décembre 1949, l'organisation officielle trotskyste disputera 7 sièges à Colombo et un certain nombre d'autres sièges dans d'autres petites villes de l'île.

SOMMAIRE

EDITORIAL

A la recherche d'un équilibre impossible	1
--	---

NOTES EDITORIALES

32 ^e anniversaire d'Octobre	4
Deux gouvernements en Allemagne. Pas de gouvernement allemand	5
« Quatrième Internationale »	6
P. FRANK. — Le procès Rajk	8
M. PABLO. — L'évolution du P. C. yougoslave	11
S. MUNIR. — Le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine	20
HSIEH-YUE. — Développement et perspectives du stalinisme chinois ..	26
La trahison stalinienne en Grèce	33
E. GERMAIN. — Epuration de l'Intelligenza soviétique	39

LES REVUES

L'autocritique d'E. Varga	46
L'empire américain	47
Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale	48